TOME XVIII. N° 10 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6°)* 1er AOUT 1924

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Le Mirage russe

Il n'est question depuis quelque temps, à Paris comme à Bruxelles, dans les milieux radicaux, que d'une politique nouvelle, politique de confiance et de cordialité, politique « Société des Nations » dont les méthodes infaillibles remplaceraient avantageusement la politique ancienne, celle de l'équilibre et des alliances. Des expériences dangereuses se préparent dans les laboratoires politiques. Qu'en sortira-t-il? De quelle nature sera le composé que ces chimistes nous préparent? Sera-ce un corps stable ou un explosif? Nous apportera-t-il la paix ou la guerre?

Rien n'est plus dangereux pour la paix que des expériences hâtives et improvisées. On aura beau affirmer que la « Société des Nations » est l'unique garantie de la paix. Les lois permanentes qui régissent la politique des États restent ce qu'elles sont. Les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Qu'on le veuille ou non, l'Europe est partagée entre des groupements différents, mus par des forces antagonistes, inspirés par des intérêts contradictoires, poussés par des passions diverses. La politique, c'est l'art de trouver l'équilibre entre ces groupes de forces, en les combinant les uns avec les autres ou en les opposant les uns

aux autres. C'est la politique des alliances. Il n'en est point d'autre digne de ce nom ; tous les discours du monde n'y peuvent rien changer.

Dans l'Europe qui se reconstruit sous nos yeux, quelle est notre place, à nous, France et Belgique? Sur qui pouvons-nous compter? C'est la question essentielle. De la réponse qui y sera donnée dépend l'avenir de nos enfants.

Avant la guerre, pendant les dernières années du dix-neuvième siècle, deux groupements politiques et militaires existaient en Europe : la Triple Alliance et l'Alliance franco-russe, qui devint plus tard la Triple Entente. La Triple Alliance a été disloquée, puis vaincue. Il n'y a plus d'Autriche. Quant à la Triple Entente, la Russie des Soviets ressemble à la Russie des tsars comme la nuit au jour. C'est avec l'Allemagne qu'elle a partie liée. D'aucuns s'imaginent cependant que l'alliance franco-russe pourrait ressusciter. Mirage, utopie, chimère ! Il est rare que la leçon du passé éclaire les hommes sur l'avenir, à cause des sentiments et des passions qui troublent la vue et l'entendement du commun des mortels. Essayons cependant, à la lumière de documents récemment mis au jour, de montrer ce que fut, dans la réalité, l'alliance franco-russe, d'établir son bilan, de nous faire une juste idée de son rôle et de sa valeur dans la défense commune.

Depuis qu'il y a une Russie, l'alliance russo-allemande a été la règle, l'alliance franco-russe l'exception : voilà le témoignage de l'histoire. Dès la seconde moitié du dix-septième siècle, des rapports très étroits s'établissent entre la Prusse du Grand Electeur et la Russie de Pierre le Grand. C'était le début d'une alliance permanente qui ne devait être interrompue que par la participation de la tsarine Elisabeth à la guerre de Sept ans. Brève et, vue de loin, insignifiante éclipse. Élisabeth morte, la Prusse de Frédéric sauvée par la défection moscovite comme l'Allemagne de Guillaume devait l'être, un siècle et demi plus tard, par la défection de Lénine, Frédéric signe avec Pierre III, en 1762, un traité d'alliance que la Grande Catherine renouvellera en 1769. Les conséquences de l'entente entre ces deux puissances conquérantes, entre les deux nouveaux riches ou, si vous aimez mieux, les deux requins de l'Europe, sont connues de tout le monde : partage de la Pologne, affaiblissement de l'influence française en Europe, effacement et disparition du

« gendarme » qui maintenait l'ordre en Europe et empêchait les grandes déprédations.

1805. Alexandre Ier rencontre à Potsdam, sur le tombeau du Grand Frédéric, le roi et la reine de Prusse. La politique de Pierre III et de Catherine continue. L'alliance germano-russe est resserrée et fortifiée. En vain, Napoléon après Iéna essaie d'en briser le lien. Ni le traité de Tilsitt, ni la parade d'Erfurt, n'auront de lendemain. Le tsar et le roi de Prusse préparent de concert, dès 1812, la défaite de la France. 1830, 1848 : un même péril inquiète les deux souverains, menacés l'un et l'autre dans leurs intérêts politiques et dans leur idéal dynastique par les progrès du libéralisme en Europe et par la Révolution ; entre Berlin et Pétersbourg, l'accord est parfait, l'union intime, l'amitié sans nuage. 1863. L'étoile de Bismarck a paru dans le ciel. Conseillé par Bismarck, Guillaume Ier signe avec son neveu Alexandre II, après l'insurrection polonaise, une convention secrète qui promet à la Russie, au cas d'une intervention franco-anglaise, l'appui militaire de la Prusse. 1873. Grâce à Bismarck, qui considérera, toute sa vie, l'alliance de la Russie et de l'Allemagne comme le plus catégorique des impératifs, l'alliance des trois empereurs ressuscite. Elle se relâchera quelques années plus tard, au congrès de Berlin, où il faudra que l'Allemagne se déclare, quoi qu'elle en ait, contre le traité de San Stefano, pour éviter avec l'Autriche et surtout avec l'Angleterre une brouille qui n'irait pas, pour elle, sans de gros inconvénients. Mais Bismarck entend bien renouer le fil, à tout prix, dès la première occasion. *Dracht nach Petersbourg nicht abreissen...*

En juin 1881, après des pourparlers conduits par le chancelier de fer en personne, l'alliance des trois empereurs, — Alexandre III vient de succéder à son père, — est renouvelée pour trois ans. Renouvelée derechef en 1884 pour une même période, c'est malgré Bismarck qu'elle sera dénoncée en 1887, à cause de la rentrée de la Russie dans la politique balkanique et de l'appui donné par l'Autriche-Hongrie, jalouse et irritée, à la politique anti-russe du Bulgare Stambouloff. L'alliance à trois est devenue impossible? Bismarck la remplacera par deux alliances à deux. Alliée de l'Autriche, l'Allemagne conclura avec la Russie, dans le courant du mois de juin de cette même année 1887, un traité secret appelé « traité de réassurance ». C'est Alexandre III

qui règne à Pétersbourg. C'est lui qui mettra sa signature quelques années plus tard, au bas du traité franco-russe. Pourquoi? Nous sommes ici au cœur de notre sujet.

*
* *

On croit généralement que c'est la Russie qui refusa, en 1890, de renouveler le traité de réassurance de 1887, qui devait durer trois ans. Légende, a soutenu M. Goriainov, directeur des Archives du ministère des Affaires étrangères de Petrograd, dans le savant ouvrage, de premier ordre à tous les points de vue, qu'il a publié en 1915. Ce n'est pas la Russie, c'est l'Allemagne qui a cassé le fil, si patiemment et si fortement noué, puis renoué par Bismarck ; ce n'est pas le tsar Alexandre III, c'est le kaiser Guillaume II. Pourquoi? Rien de plus naturel, rien de plus facile à expliquer, pour qui a connu personnellement Guillaume II, que cet événement, énigmatique, indéchiffrable à première vue : telle est la réponse que nous ont faite toutes les personnalités politiques et diplomatiques de qui nous avons sollicité l'opinion. Guillaume II est jeune, impulsif, présomptueux, néronien — *qualis artifex!* — résolu à jouer un rôle et à mettre le feu au monde, s'il le faut, pour que le monde parle de lui. Même relégué à Varzin, Bismarck le gêne et l'offense encore comme un astre trop brillant pour sa vue. Même déguisées, ses critiques l'irritent ; même enfermés dans le cercle des familiers, ses sarcasmes le blessent et l'humilient ; il ne s'émancipera, il ne se vengera, il ne sera enfin le maître, aux yeux de l'univers et à ses propres yeux, que le jour où il aura défait ce que Bismarck a fait. L'alliance russe avait été le pivot de la politique bismarckienne. La rupture avec la Russie sera le premier acte de la politique de Guillaume. Il est d'ailleurs au plus mal avec Alexandre III. C'est en vain qu'il l'a flatté, courtisé, adulé ; il lui en veut de s'être inutilement abaissé pour obtenir — on va voir à quel prix ! — son estime et son amitié. On a publié une lettre écrite de sa main, le 19 juin 1884, à Alexandre III. Guillaume vient de rentrer à Berlin, après un séjour de quelques semaines à la cour de Russie. Il écrit :

« Mes parents m'ont accordé un froid accueil, surtout ma mère, qui a fait tout ce qu'elle a pu pour empêcher mon voyage... Mon père abusait d'une façon incroyable le gouver-

nement russe... Il n'y avait d'adjectif haineux dont il ne se servît pour vous peindre d'une couleur noire. J'essaie vainement de parer tous ces coups... Il me traïtait de russophile, de russifié... Mais je te jure, mon cher cousin, que ce que je pourrai faire pour toi et ton pays je le ferai... »

Voici qui est plus édifiant encore. Dans un autre billet, Guillaume promet au tsar, qui ne lui a rien demandé, faut-il le dire? les renseignements d'ordre militaire qu'il se flatte d'obtenir, à la faveur de l'amitié, de l'attaché militaire britannique à Berlin :

« Étant en grande intimité — écrit-il — avec l'attaché militaire anglais, j'ai commencé de prendre mes notes et de m'informer sur tout ce qui se passe en Angleterre en fait de mobilisation, et tout ce qui a pu être utile à savoir pour toi, je l'ai immédiatement envoyé à Dolgorouki » (l'attaché militaire russe).

Gentilhomme des pieds à la tête, Alexandre III, dégoûté, indigné de ces bassesses, ne sut ou ne voulut pas déguiser ses sentiments, en 1887, pendant les quelques jours qu'il passa à Berlin. Il vit plusieurs fois, et chaque fois longuement, le prince de Bismarck. Il s'abstint de rencontrer le prince Guillaume ailleurs que dans les cérémonies officielles, et il est permis de croire que celui-ci se jura de venger cet affront, qui avait défrayé à ses dépens, pendant plusieurs jours, la Cour et les salons. Quoi qu'il en soit, l'alliance traditionnelle de la Russie et de l'Allemagne, rétablie et fortifiée par Bismarck, fut rompue en 1890, dès le lendemain de son avènement, par Guillaume II : voilà le fait. L'alliance franco-russe date de 1892. Brouillé avec l'Autriche, en froid avec l'Angleterre, abandonné par l'Allemagne, il ne restait au tsar qu'à se tourner du côté de la France.

Malheureusement, la tradition, l'habitude et le sentiment furent plus forts, dans certains milieux politiques et militaires de Pétersbourg, que la volonté du maître et l'intérêt national. De même que l'opinion française ne suivit pas le gouvernement royal, au dix-huitième siècle, après le renversement des alliances et le rapprochement avec l'Autriche, de même l'alliance française ne fut acceptée qu'à contrecœur par bon nombre de Russes, civils et militaires. Le ver

était dans le fruit. Dès sa naissance, l'alliance franco-russe était vouée à la stérilité.

Ouvrons le troisième livre jaune consacré à l'alliance franco-russe. Relisons la note du général de Miribel annexée à la dépêche qu'adressait de Pétersbourg, le 4 février 1892, M. de Montebello, ambassadeur de France, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères. C'est un modèle de clarté et de bon sens.

« L'état-major de l'armée française — écrivait le général — est pénétré du principe que... l'essentiel est de poursuivre la destruction de l'ennemi principal... Dans cet ordre d'idées, la France a tout sacrifié à la lutte contre l'Allemagne... Si la Russie se place au même point de vue, elle ne laissera devant l'Autriche que les forces qui sont indispensables et elle portera tout le reste en face de l'Allemagne. »

Un peu plus loin, parlant des corps d'armée que la Russie devrait, selon lui, diriger contre l'Allemagne, le général de Miribel ajoutait :

« Il faut encore que ces corps soient concentrés avec une très grande rapidité : c'est le seul moyen de déconcerter un adversaire qui a fait entrer dans ses prévisions... de se jeter d'abord sur la France... C'est le plan qu'il faut déjouer. Tout doit donc être combiné en vue de *la mise en place* la plus prompte possible des éléments de l'armée russe destinés à lutter contre l'Allemagne... Mais par cela seul que l'armée russe dessinera une marche en avant, l'Allemagne sera obligée d'immobiliser une partie de ses forces sur sa frontière est... »

Voilà la question bien posée. Avec une précision et une clarté toutes françaises, le général de Miribel définit le caractère et le but d'une alliance dont la France, menacée dans son existence par un empire dont la force et l'insolence augmentent tous les jours, accepte allégrement les inconvénients et les charges : il faut que les deux alliés tournent toutes leurs forces, dès le début de la guerre, contre l'ennemi principal... L'ennemi principal, pour la France, c'est l'Allemagne, dont l'orgueil et l'ambition menacent la sécurité de la France et le repos de l'Europe. Mais pour la Russie? A la cour, dans l'armée, dans le monde diplomatique et dans le monde politique, l'ennemi principal, le seul qui compte, celui qu'il faudra, à la première occasion, battre et s'il se peut, anéantir c'est, pour beaucoup de gens, l'empire

austro-hongrois. « Vienne, unique objet de mon ressentiment !... » pense-t-on et murmure-t-on à Pétersbourg, même quand on prodigue aux Français les plus formelles assurances. En détruisant la double monarchie danubienne et en fortifiant l'unité allemande, les idéologues de Versailles n'ont fait en somme qu'exécuter le plan de certains nationalistes russes. Dans la guerre voulue et déclanchée par l'Allemagne, l'Autriche n'avait été qu'un instrument. Pour satisfaire la justice et pour rétablir l'équilibre en Europe, c'est la tête et non le bras qu'on aurait dû viser. Victorieuse sur les champs de bataille et dans les rues de Petrograd, la Russie tsariste aurait-elle agi autrement? Interrogeons, examinons les faits.

* * *

Le plan de l'état-major russe, élaboré sous la direction du général Obroutchev, qui avait négocié la convention militaire franco-russe, est aujourd'hui connu. Il comportait une attaque contre la Galicie orientale, ayant pour base principale la ligne Rovno-Doubno-Proskourov et pour base secondaire Lublin-Kholm. En 1905, le plan Schlieffen est substitué à Berlin au plan Moltke. Celui-ci consistait à attaquer la Russie avec le maximum de forces, un simple rideau défensif devant être tendu entre l'Allemagne et les armées françaises. Celui-là prévoyait contre la France, à travers la Belgique, une attaque foudroyante ; la France une fois hors cause, la défaite des armées russes ne serait plus qu'une question de jours. Averti par son service de renseignements, l'état-major russe retire alors quatre corps d'armée de Pologne, démantèle Varsovie, prépare contre l'Autriche (plan de concentration 18, lettre A) une offensive générale qui sera alimentée par quatre puissantes armées, sans compter une armée d'observation et des renforts de toutes armes rassemblés à Petrograd et au Caucase. Dès le début des hostilités, la Russie attaquera l'Autriche avec les trois quarts de ses forces ; deux armées seulement marcheront vers la frontière allemande. L'ennemi principal, pour la Russie, c'est l'Autriche...

Qui se souvient de la question des chemins de fer stratégiques russes, qui fit couler tant d'encre, en 1913, dans tous les journaux européens? Il y eut une conférence à Krasnoïé-Sélo, cette année-là, entre l'état-major français et l'état-

major russe. Fidèle aux traditions de ses prédécesseurs, le général de Boisdeffre notamment, le général Joffre s'efforça de convaincre les Russes que « c'est l'anéantissement des forces de l'Allemagne qu'il faut poursuivre à tout prix, et cela dès le début des opérations... » et que « le développement du réseau ferré constitue un des facteurs essentiels de ce résultat ». La Russie n'a pas beaucoup de voies ferrées et la plupart sont d'un rendement médiocre. Le gouvernement et l'état-major français ne cachent pas leurs inquiétudes. Dans le courant de cette même année 1913, le gouvernement de la République faisait savoir au gouvernement du tsar, d'abord par M. de Verneuil, puis par M. Doulcet, son chargé d'affaires à Pétersbourg, qu'il lui sera impossible d'autoriser l'émission du nouvel emprunt que la Russie veut placer en France s'il n'a pas l'assurance que cet emprunt sera consacré sans délai à la construction des chemins de fer stratégiques. Mais il a affaire à forte partie dans la personne du ministre Kokovtzev, envoyé à Paris pour « enlever le morceau ». Le rapport présenté au tsar par M. Kokovtzev, à la date du 19 novembre 1923, a été imprimé intégralement dans le *Recueil des documents diplomatiques et secrets* publié en 1922 par le gouvernement soviétique. On y voit les arguments imaginés par ce Slave subtil pour éluder les engagements que le gouvernement français voulait lui faire signer. Tout accepter, tout prendre, ne rien donner, ne rien promettre : telle était, en résumé, la politique de l'envoyé du tsar à Paris. Pour se refuser à lier la question de l'emprunt à la construction des voies ferrées stratégiques sur la frontière allemande, il allait jusqu'à invoquer l'impossibilité d'engager le gouvernement russe sans la consultation de la Douma !... L'insistance des Français lui paraissait du plus mauvais goût. A M. Neratov, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, il avait écrit de Poltava, le 21 septembre 1913 :

« J'ai reçu des instructions précises de l'empereur que je me propose de suivre exactement dans mes pourparlers avec nos amis et alliés, que volontiers je remplacerais par n'importe qui, tant il est difficile de négocier avec eux toutes les questions où leur propre peau n'est pas en jeu (1). »

L'insolente nation! disait déjà Guillaume d'Orange au dix-septième siècle. A-t-on idée d'un gouvernement qui n'en-

(1) *Recueil* cité, p. 593.

tend pas laisser tondre son peuple pour le bon plaisir de ses alliés uniquement?... A court d'argent comme elle était, la Russie se serait-elle tant débattue si elle avait considéré l'Allemagne comme *l'ennemi principal?* Aurait-elle risqué de rendre l'emprunt impossible plutôt que de commencer en Pologne les voies ferrées faute desquelles une grande offensive contre l'Allemagne serait très difficile, pour ne pas dire impossible?

* * *

Au début de la guerre, ce n'est pas sur Berlin, mais sur Lemberg que marchèrent les armées russes. Pressée d'occuper les provinces slaves de l'empire austro-hongrois, la Russie s'absorba dans sa campagne autrichienne pendant que la France et la Belgique étaient obligées de faire face à toutes les forces allemandes. On a dit qu'elle avait sacrifié deux belles armées en Prusse orientale pour soulager les Français. Il est exact que le grand quartier général envoya à Ludendorff, pour la bataille de Tannenberg, des renforts prélevés sur les armées de l'Ouest... Mais ces renforts étaient-ils nécessaires? Le général Hoffman affirme dans ses *Mémoires* que Ludendorff, exactement renseigné sur l'effectif des corps russes, refusa les trois corps que le G. Q. G. lui offrait. Appelé au téléphone par le colonel Tappen, il insista, d'après le général Hoffman, pour que le haut commandement ne se préoccupât point de l'est si les renforts annoncés pouvaient être utilisés à l'ouest pour la décision définitive, affirmant que, de toute manière, ils arriveraient trop tard pour la bataille en cours et se faisant fort de tenir, avec ses seules forces, contre Rennenkampf. Si le G. Q. G. allemand s'obstina, c'est que, aveuglé sur le véritable état des armées françaises, il se flattait d'avoir brisé leur ressort et croyait pouvoir détacher, sans inconvénient, trois corps en Prusse orientale. D'après le général russe Cichowicz, qui a consacré une étude aux « opérations de la IIe armée de Samsonov en août 1914 », le nombre des Russes engagés à Tannenberg ne dépassa pas 165 000. 125 000 furent pris, 30 000 tués, 10 000 purent s'échapper.

* * *

Tels sont les faits. Est-il téméraire d'en conclure que l'alliance russe, viciée dès l'origine par un malentendu, ne donna

pas tout ce qu'on en attendait, tout ce qu'il était légitime d'en attendre? Ce que n'a pu ou ce que n'a pas voulu faire contre l'Allemagne, pour la cause commune, la Russie des tsars, est-il permis de croire que la Russie des Soviets voudrait éventuellement le faire? Le nationalisme russe n'est pas mort. Il est la conséquence fatale de la géographie, la résultante d'intérêts que les tsars rouges, pas plus que les tsars blancs, n'ont le pouvoir de négliger. La Pologne ferait les frais d'une alliance franco-russe. Toute question de sentiment et de droit mise à part, serait-il prudent, serait-il raisonnable de préférer le mirage russe à la réalité polonaise? « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis », dit à peu près la sagesse des nations. Reconstituée aux dépens de la Russie et de l'Allemagne, la Pologne a deux ennemis, qu'une même passion anime, qu'un intérêt commun pousse à se rapprocher et à s'unir. La Pologne est actuellement le point névralgique de l'Europe. Quand ils parlent de désarmement général, les Russes, les Allemands et leurs complices, qui ne sont pas tous à Genève et à Londres, savent bien ce qu'ils font. Une note de *l'Agence Rosta*, reproduite dans *le Quotidien* du 7 juillet, a mis en pleine lumière le plan des Machiavels de Moscou, habiles à flatter les marottes des bourgeois radicaux qu'ils méprisent et des socialistes réformistes qu'ils détestent. On ne lui a peut-être pas donné, dans la presse tout au moins, l'attention qu'elle mérite. En voici le texte :

Moscou, 4 juillet. — L'*Agence Rosta* a interviewé Trotsky au sujet des effectifs de l'armée rouge.

Le commissaire de la guerre déclara que l'armée rouge qui, à la fin de 1920, atteignait son maximum, soit 5 300 000 hommes, a diminué progressivement. En juin 1924, les effectifs s'élèvent à 562 967 hommes. Malgré l'insignifiance du chiffre de nos effectifs, 600 000 hommes, par rapport à celui de notre population et à l'étendue de notre territoire, nous tâchons de le réduire encore.

Le gouvernement soviétique a maintes fois proposé l'élaboration d'un programme pratique de réduction des armements de l'Europe et du monde entier. Il est encore prêt maintenant à confirmer cette proposition.

Si les gouvernements de MM. Mac Donald et Herriot prenaient l'initiative de la réduction des armements européens, nous leur fournirions un appui total. Une pareille initiative serait la bienvenue à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre mondiale.

La France est contrôlable, la Russie ne l'est pas. Le désarmement de la France impliquerait naturellement le désarmement de la Pologne. Quand la France « démocratique » se serait laissé prendre à cette glu, quand elle aurait réduit son armée pour mériter l'assistance de la finance anglo-saxonne et l'amitié du gouvernement des Soviets, la Pologne aurait vécu, la grande idée de Bismarck serait réalisée, le bloc germano-russe ferait la loi — et quelle loi ! — à l'Europe tout entière.

FERNAND NEURAY.

Les Catholiques et l'idée laïque en France

depuis les origines de la République (1)

II

Que pouvaient faire les catholiques en présence de déclarations de guerre aussi caractérisées? Voter pour Gambetta et pour ses amis, et, de crainte d'être vaincus avec « le cléricalisme », se ranger, nouveaux Gribouilles, du côté de ceux qui se proposaient de le vaincre? Rien de plus net, en tout cas, que ces formules du représentant le plus qualifié, non plus même du « parti républicain », mais de l'opposition au maréchal. Impossible de mieux bafouer les principes des catholiques, de désigner plus clairement tout ce qu'on prétendait leur arracher. Nous sommes loin des obscurs projets qu'auraient secrètement formés « quelques chefs républicains » de spéculer, pour amorcer progressivement leurs desseins irréligieux, sur l'hostilité gratuite que les catholiques français auraient témoignée au nouveau régime. « Les militants de la libre-pensée et de la maçonnerie » s'étaient assurément proposé de convaincre « le pays » qu'il y avait « incompatibilité irréductible entre l'Église et les institutions républicaines ». Mais ils n'avaient

(1) Voir *la Revue Universelle* du 1er août 1924.

pas eu besoin d'invoquer dans leurs campagnes *une attitude que les catholiques n'ont d'ailleurs prise qu'à la suite de ces campagnes*. Le premier moyen qui ait été employé, d'emblée, fut l'offensive, la plus injuste certes, mais aussi la plus directe. Pour appuyer cette offensive, on a invoqué bien moins les combinaisons des « anciens partis » que les griefs tirés de certains abus de « pression ministérielle » ou d' « ingérence cléricale ». Avérés ou non, ces abus favorables aux candidats catholiques ont-ils dépassé ce qu'on a vu, en des circonstances beaucoup plus récentes, de zèle indiscrètement dépensé, fût-ce par une partie du clergé lui-même, au profit des candidats francs-maçons ou juifs? Le prétexte aida seulement au succès des campagnes de Gambetta, campagnes qui devaient plaire par elles-mêmes au vieil esprit de fronde et d'indépendance, toujours prêt à se réveiller chez les Français. Et si le tout porta davantage encore, c'est grâce à la fable absurde, mais savamment montée avec le concours de la presse bismarckienne, par laquelle on répandit partout que le cléricalisme c'était la guerre, l'intervention en Italie pour le rétablissement du pouvoir temporel, d'où le risque d'un nouveau conflit avec l'Allemagne. Les anciens champions de la « guerre à outrance » avaient appris à leurs dépens ce qu'il convient de dire à la masse des électeurs.

Le fait, pour être aujourd'hui un peu oublié, n'en est pas moins certain ; et il suffit pour le constater de se reporter aux comptes-rendus officiels des séances consacrées par la Chambre de 1877 à l'examen des élections contestées. Les déclarations faites par Jules Ferry le 14 novembre sont particulièrement significatives. Après avoir exposé que « la très grande majorité des États qui nous avoisinent » considère comme essentielle « la conservation de l'état territorial de l'Italie », Jules Ferry ajoutait : « Il y a pour le parti clérical ou catholique, comme vous voudrez l'appeler, un malheur, c'est que tous les adversaires du *statu quo* en Italie indiquent dans leurs discours, dans leurs mandements, dans leurs publications sans nombre, qu'il existe quelque part une épée sur laquelle ils comptent, et que cette épée, ils ne s'en cachent pas, c'est celle de la France. » Tel était, d'après Ferry, « l'état de l'opinion au dehors » ; il concluait que si, en France, « la majorité pouvait échapper au parti

républicain libéral pour passer au parti clérical et monarchique, l'étranger, qui n'est qu'attentif, deviendrait ombrageux et même hostile ». Car « il est impossible de concevoir en ce pays-ci autre chose que deux majorités, l'une républicaine et anticléricale, l'autre cléricale et monarchique ; *ainsi s'explique l'anxiété avec laquelle l'Europe a suivi depuis le* 16 *Mai le mouvement électoral français* ». Puis, faisant allusion à « l'un des derniers incidents de la campagne électorale », Ferry rappelait un démenti donné par le ministre de l'Intérieur, la veille ou l'avant-veille des élections, à la nouvelle « d'un prétendu traité d'alliance offensive et défensive entre l'Allemagne et l'Italie, en vue de se prémunir contre les résultats des élections en France ». Eh bien! déclarait Ferry, « ce qui était vrai, et ce que la lecture des journaux officieux d'Italie et d'Allemagne aurait pu vous démontrer, c'est qu'il n'y avait assurément pas de traité signé, mais qu'il existait des accords de fait et des arrangements préparés... M. de Fourtou aurait dû signaler succinctement *la perspective que la* Gazette de l'Allemagne du Nord *faisait entrevoir pour le cas où les cléricaux remporteraient la victoire de la lutte électorale en France* ». (*Journal officiel* du 15 novembre 1877.)

Ce langage, accueilli par les protestations indignées de la droite, était justement flétri le lendemain par le duc de Broglie. « C'est la première fois, disait le président du Conseil, qu'on a vu intervenir dans nos délibérations la menace supposée ou vraie de l'étranger. » Mais le duc de Broglie avait commencé par décrire toute la manœuvre dressée contre « les cléricaux » par Ferry et ses amis. « Il a fallu, disait-il, inventer le mensonge en France, et l'envoyer ensuite perfectionné à l'étranger. C'est l'opération que, sous nos yeux, l'honorable M. Jules Ferry a accomplie à la tribune. Ne l'avons-nous pas vu, en effet, établir d'abord avec une autorité doctrinale *qu'il y avait en France une fraction conservatrice, le parti clérical, qui voulait à tout prix, même au risque de la guerre, rétablir le pape dans son pouvoir temporel?* Aucune protestation, aucune réclamation ne l'ont arrêté. Puis il a tiré immédiatement la conclusion que l'Italie ainsi menacée était en droit de prendre l'alarme... » C'est exactement, ajoutait le duc de Broglie, faisant allusion à la campagne menée notamment par *le Temps* et *la République française*, « ce qui se passe tous les jours depuis six mois. *On commence*

par affirmer qu'il y a des Français qui ne reculeraient pas devant la guerre, puis, comme on ne le croirait pas tout de suite en France, *on le fait répéter à l'étranger par les mille organes que compte la presse révolutionnaire d'Europe...* A force d'entendre répéter les mêmes faits, l'étranger s'émeut, non pas les cabinets étrangers, qui sont plus prudents et mieux informés, mais le public étranger. *Les journaux répondent à la menace supposée de la France par d'autres menaces correspondantes.* Alors, l'opération est faite, c'est le cas de revenir en France et d'y réimporter la calomnie qu'on avait commencé par exporter. *Inquiéter l'étranger sur les dispositions de la France, ensuite intimider la France par la menace de l'étranger*, voilà l'opération tout entière. » (*Journal officiel* du 16 novembre 1887.)

Il suffirait de feuilleter quelques numéros de l'*Officiel* pour constater la place que cette « opération », ainsi décrite de main de maître, avait tenue dans toute la campagne électorale. Aucun moyen ne fut probablement plus efficace pour arriver au but, qui était essentiellement de rendre odieux ou suspect tout « cléricalisme », de faire de l'épithète de « clérical » la plus impopulaire et la plus redoutée de toutes. Il faut en effet ignorer complètement ce qu'était la situation pour imaginer qu'il parut alors opportun de faire grief aux catholiques de leur fidélité aux anciens partis. C'est tout le contraire qui se produisait. Voulait-on discréditer royalistes ou bonapartistes devant « les masses »? On s'appliquait à les convaincre de cléricalisme. Et lorsqu'un Jules Ferry dénonçait l'existence d'un « parti clérical », le duc de la Rochefoucauld s'écriait : « Il n'y a pas de parti clérical en France, il y a des royalistes et des bonapartistes », et Ferry de répondre aussitôt : « L'observation est très juste. Il en est parmi nous qui ne sont *que des monarchistes;* mais il en est aussi qui ne sont *que des cléricaux*. Et d'ailleurs, *je ne connais que bien peu de monarchistes qui ne soient en même temps des cléricaux* (1). » L'accent est significatif, et ce langage sans équivoque ne permettait à personne de penser que des « cléricaux » pussent jamais se rendre plus agréables ou moins suspects au parti Ferry du fait qu'ils se déclareraient bons républicains. On se demande comment de

(1) *Journal officiel* du 16 novembre 1877.

si lourds contresens sur un point si net ont pu naître et se prolonger.

Le fait est que les libéraux de la nuance Lamy, qui n'avaient pas hésité à se ranger parmi les 363, continuèrent à aider de leur appoint les forces de gauche que Gambetta menait contre le maréchal. Faisant partie de la « majorité républicaine » que les élections ainsi conduites avaient amenée à la Chambre de 1877, cette poignée de catholiques contribua à la chute des ministères Broglie et Rocheboüet, puis à la désignation du nouveau cabinet Dufaure. Comme Dufaure, ces quelques isolés allaient bientôt se trouver débordés par l'aile gauche du mouvement auquel ils avaient pris part. Se résignant un peu tard à voter avec la droite, ils ne purent empêcher les décrets de Ferry. Le mouvement allait se porter davantage encore du côté gauche : après les élections sénatoriales, c'était la démission du maréchal, et, quant à Gambetta, dès 1881, après deux ans à peine de « dictature » au cours desquels il s'était orienté dans un sens plus modéré, préparant déjà un programme à « l'opportunisme » de Ferry, Gambetta lui-même se trouva mis en ballottage (Charonne) aux élections législatives. En présence d'une nouvelle majorité qui tendait si fort au radicalisme, la seule ressource qui s'offrît à l'opportunisme était de ne se laisser dépasser par personne, fût-ce par ceux qui inspiraient les plus sales campagnes de *la Lanterne*, quand il s'agirait de prendre des mesures contraires aux cléricaux. La lettre d'obédience fut abolie. Les évêques furent exclus du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Le Panthéon fut désaffecté. Les messes militaires, les aumôniers militaires, les aumôniers des grandes écoles furent supprimés. Les hôpitaux furent laïcisés, le crucifix fut enlevé des écoles, la magistrature fut épurée.

Si, au Parlement, les minorités ne purent empêcher aucune de ces honteuses extravagances, l'ensemble finit par déterminer dans l'opinion une réelle tendance à la réaction. Favorisée d'un côté par la lutte, en apparence sans merci, qui venait de s'élever entre les partisans du radical Clemenceau et ceux de l'opportuniste, du « tonkinois » Ferry, d'un autre côté par les sages et fermes instructions du comte de Paris, enfin par les accords que le scrutin de liste rendait possibles, cette tendance fit passer aux premiers tours des

élections de 1885 une grosse majorité de candidats de droite (176 « conservateurs » contre 127 « républicains »). Ainsi menacés, qu'allaient faire aussitôt les partis de gauche? Nous nous bornons là-dessus à citer l'auteur du Mémoire : « Les républicains firent alors ce qu'ils ont toujours fait et referont encore dans des conjectures semblables, la concentration. Tous, depuis le modéré *Journal des Débats* jusqu'au socialiste le plus révolutionnaire, se réconciliaient devant l'adversaire commun ». C'était déjà le Cartel des gauches, avec cette notable différence que les libéraux des *Débats* y étaient compris explicitement. « L'adversaire commun » n'était probablement pas pour eux « le cléricalisme » : c'est contre la droite, une fois de plus, que se prononçaient les libéraux de toute nuance, et dans des circonstances particulièrement caractéristiques, puisque cette fois « le pays », qu'on disait hostile aux idées de droite, était en passe de leur donner une forte majorité. Cette fois encore, le concours volontaire des libéraux allait aider la « concentration » à donner ses résultats : au second tour de scrutin, une trentaine d'élus de droite s'ajoutait seulement aux 176 du premier tour; la majorité se trouvait rétablie à gauche, et la législature allait pouvoir continuer l'œuvre « laïque » des précédentes, en excluant des écoles publiques, par la loi de 1886, les instituteurs et institutrices congréganistes. La majorité ne manquerait pas d'approuver « l'énergie du gouvernement » dans la fermeture d'une chapelle installée dans une usine de Châteauvillain : les gendarmes avaient tué une ouvrière, en avaient grièvement blessé une autre ainsi que le patron de cette usine livrée au cléricalisme.

La division ne laissa pas de renaître entre les modérés et les radicaux, et ceux-ci tombèrent du pouvoir en mai 1887, avec leur créature, le ministre de la Guerre, général Boulanger. Les origines de celui-ci se rattachaient si peu aux « anciens partis » qu'il s'était distingué surtout en interdisant aux officiers de « faire parade de sentiments hostiles à la République », et aussi en votant l'expulsion des princes, parmi lesquels le duc d'Aumale, son ancien chef. Le ministère Goblet ayant été renversé par une majorité qui comprenait 165 « conservateurs », le ministère Rouvier ne put se constituer que moyennant l'appui des droites. Les catholiques se trouvaient de nouveau les arbitres de la situation.

26

Ils obtinrent quelques promesses : on supprimerait, dans la loi militaire en préparation, les articles qui privaient les séminaristes des dispenses antérieures ; on rétablirait les traitements qu'on avait enlevés à certains prêtres ; on ne créerait pas de difficultés aux députés conservateurs dans leur circonscription. Mieux dirigés, les catholiques eussent probablement obtenu des satisfactions plus importantes, et surtout plus réelles que de simples promesses, vite oubliées. Il n'en est pas moins vrai qu'une fois encore ils se trouvaient placés dans des circonstances très favorables.

Une preuve de plus en était bientôt donnée, à l'occasion du boulangisme. Après avoir essayé d'utiliser Boulanger pour accélérer la démission du président Grévy (affaire Wilson), les radicaux, quand cette démission fut acquise, rompirent avec le général, dont l'ambition les inquiétait. Celui-ci, commençant alors sa campagne « revisionniste », entreprit de se présenter dans tous les départements où les oppositions de droite et de gauche pouvaient, en s'unissant sur son nom, obtenir la majorité. Par le discours de Tours, il s'engageait à assurer la paix religieuse aux catholiques. C'est ainsi que beaucoup d'entre ces derniers, déçus par les vaines promesses de Rouvier, et connaissant trop les dispositions d'un Charles Floquet, n'hésitèrent pas à suivre un « mouvement nationaliste » qui d'ailleurs se trouvait être « une protestation contre l'avilissement des mœurs parlementaires ». Ainsi s'exprime le Mémoire. Si l'on veut bien considérer que ce mouvement, favorisé à la vérité par le comte de Paris, mais dont l'un des principaux chefs était Henri Rochefort, ne tendait, suivant l'expression d'un historien non suspect en pareilles matières, M. Charles Seignobos, qu'à « faire voter par une Constituante spécialement élue un régime analogue à la République de 1848 », on se demandera ce qui subsiste du reproche adressé aux catholiques de s'être « une fois de plus », en se ralliant au boulangisme, compromis avec les anciens partis. Ce qui s'est produit une fois de plus, c'est que les modérés, en faisant bloc avec la majorité des radicaux pour supprimer le scrutin de liste et interdire les candidatures multiples, en ruinant par là toute la tactique du boulangisme, ruinèrent du même coup ce que les catholiques, après la déclaration de Tours, étaient en droit d'espérer immédiatement d'un

triomphe du général, et de ce triomphe exclusivement. On s'en aperçut bien, peu après la fuite de Boulanger, lorsque le Sénat s'empressa de voter la loi qui envoyait les séminaristes à la caserne. On s'en aperçut davantage encore après les élections de 1889, la dislocation du boulangisme, le suicide du général. Le parti républicain modéré était seul à profiter d'une affaire où s'étaient compromis trop de radicaux. Dépourvu de tout programme positif, il n'avait d'autre moyen, pour se faire tolérer quelque temps des gauches, que de maintenir jalousement toutes les lois anticléricales. Il parut bientôt impossible d'aller plus loin. De nouvelles inquiétudes apparaissaient de divers côtés. D'une part se développait l'antisémitisme de Drumont. D'autre part les socialistes commençaient à s'organiser. A la faveur de l'amnistie de 1880 et de la loi de 1884 sur les syndicats ouvriers, ils avaient réuni nombre d'adhérents que leurs divisions seules avaient empêchés de jouer un rôle. La grève de Carmaux donnait à Jaurès, en 1892, une occasion de rapprocher les principaux groupes, et, en 1893, toutes les fractions socialistes s'unissaient, en vue des élections, sous le nom de Ligue révolutionnaire. Jules Ferry avait déjà déclaré, peu avant sa mort, que « le péril » était désormais « à gauche ». Il fallait bien, dans ces conditions, chercher un appui « à droite », et par conséquent regarder de nouveau du côté des catholiques.

Publiée en de telles conjonctures, la lettre pontificale du 16 février 1892 apportait aux catholiques français des suggestions qui devaient paraître bien opportunes. De très sages esprits pouvaient alors partager les espérances dont, à la fin de sa vie, le pape Léon XIII a clairement reconnu et explicitement défini la décevante illusion (1). Pour com-

(1) « Nous n'avons omis aucun effort, écrivait Léon XIII en 1900, pour réaliser en France cette œuvre de pacification qui lui aurait procuré d'incalculables avantages, non seulement dans l'ordre religieux, mais encore dans l'ordre civil et politique.

« Nous n'avons pas reculé devant les difficultés. Nous n'avons cessé de donner à la France des preuves particulières de déférence, de sollicitude, d'amour, comptant toujours qu'elle y répondrait comme il convient à une nation grande et généreuse.

« Nous éprouverions une extrême douleur si, arrivé au soir de Notre vie, Nous Nous trouvions *déçu dans une espérance, frustré du prix de Nos sollicitudes paternelles, et condamné à voir, dans le pays que Nous aimons, les passions et les partis*

battre efficacement, et dans l'immédiat, la législation anticléricale, le meilleur moyen ne serait-il pas de renoncer, au moins pour un temps, à mettre en question le régime républicain? Si les catholiques qui ont continué à combattre la République ont pu être accusés, sinon de s'être trompés, mais de n'avoir pas suivi les conseils donnés par le Saint-Siège, il est tout à fait certain que ces conseils étaient loin d'impliquer une acceptation, fût-elle « de fait », de lois contraires à des droits essentiels de l'Église. Le pape marquait avec force la « distinction considérable », c'est la propre expression de Léon XIII, qu'il y a lieu de faire entre « *pouvoirs constitués* et *législation* ». Et il précisait ainsi : « Tout dissentiment politique mis à part, les gens de bien doivent s'unir comme un seul homme *pour combattre, par tous les moyens légaux et honnêtes*, les abus progressifs de la législation. » Et le pape Léon XIII ajoutait encore : *Le respect que l'on doit aux pouvoirs constitués ne saurait l'interdire; il ne peut imposer ni le respect ni, beaucoup moins, l'obéissance sans limite à toute mesure législative quelconque édictée par les mêmes pouvoirs.*

Ces graves paroles furent-elles entendues de ceux qui se piquaient le plus de suivre exactement les instructions pontificales? Ces instructions leur fournirent simplement un prétexte nouveau pour revenir à leur politique de « modération » prétendue habile. Tant d'occasions favorables déjà gâchées auraient dû donner une leçon : eh bien, l'on allait perdre encore celle que présenta, après les élections « avancées » de 1893 et les attentats anarchistes, qui redoublèrent coup sur coup les appréhensions des républicains modérés, l'apparition de l' « esprit nouveau ». Alors qu'après tant de promesses déçues, il aurait fallu exiger des gages, les libéraux catholiques jugèrent inopportun de réclamer de simples promesses, à plus forte raison de s'indigner que le gouvernement de M. Méline continuât d'opérer autant de « laïcisations » que ses prédécesseurs. Ne fallait-il pas, avant tout, éviter de compromettre M. Méline? Et la modération des catholiques n'était-elle pas pour eux un moyen sûr de

lutter avec plus d'acharnement, sans pouvoir mesurer jusqu'où iraient leurs excès, ni conjurer leurs malheurs que Nous avons tout fait pour empêcher et dont Nous déclinons à l'avance la responsabilité. » (Lettre au cardinal Richard.)

Trois ans après, on annonçait la visite du président Loubet au roi d'Italie, prélude de la Séparation.

gagner « les sympathies » et « la confiance » de ces hommes si respectueux de toutes les libertés religieuses, qui déjà, pourtant, s'appelaient Waldeck-Rousseau, Jonnart ou Poincaré? Les républicains modérés y gagnaient de singulières facilités de gouvernement. Le ministère Ribot commença par remplacer le droit d'accroissement ou de mainmorte, imposé en 1884 aux congrégations, par une taxe d'abonnement notablement plus lourde. Et, après l'intermède radical du cabinet Bourgeois, le cabinet Méline se vantait bien haut de n'avoir plus que six instituteurs congréganistes à supprimer en France, et, quant aux institutrices, de réaliser douze laïcisations par mois, alors que, sous le ministère Bourgeois, la moyenne mensuelle était seulement de neuf. Que recevaient les catholiques en compensation? Exactement rien, quant aux dispositions législatives. Quelque chose, quant aux personnes.

Ce quelque chose était bien précaire, et l'affaire Dreyfus éclata bientôt, comme pour le démontrer. A la faveur de l' « esprit nouveau », un certain nombre de catholiques avaient retrouvé l'accès des hauts commandements militaires, des ambassades, des grands emplois, puis, progressivement, les écoles spéciales, les administrations commençaient à se repeupler à tous les degrés de ceux qu'en avaient chassés l'ostracisme maçonnique. C'en était assez pour inquiéter tous ceux à qui le vieil usage républicain avait réservé les places importantes ou productives. Pour fédérer tant d'intérêts et de passions contre les « suppôts des jésuitières », qui allaient « s'emparer de la République », il ne fallait qu'un prétexte et une occasion : ce fut l'affaire Dreyfus. Entre autres choses, cette expérience montre que, pour les républicains les plus modérés, les plus « respectueux des libertés religieuses », il n'y a pas d'esprit nouveau qui tienne, quand on voit menacé le lien, la communauté d'intérêts à la fois moraux et matériels, qui unit entre elles toutes les gauches. L'honnête et faible M. Méline ayant dû passer la main, ce furent d'abord Waldeck-Rousseau et M. Jonnart, et avec lui son beau-père, le catholique Aynard, mais ce furent ensuite Alexandre Ribot et M. Poincaré lui-même qui rallièrent l'un après l'autre la nouvelle « concentration » de « défense républicaine ». Le signal se trouvait donné de reprendre contre l'Église les hostilités actives qui

avaient commencé à se ralentir : par quel motif? Celui qu'auraient donné les catholiques « imprudents » qui, jugeant un condamné coupable, n'avaient pas eu l'habileté de paraître croire à son innocence? Nullement : ce ne fut que le prétexte ; le fond des choses, c'est que, par suite du ralliement, trop de grands emplois se trouvaient aux mains des catholiques. Pour les intéressés que cela lésait, il fallait que cela cessât. A supposer que, par un invraisemblable prodige d' « habileté », tant d'honnêtes catholiques se seraient résignés à dire le contraire de ce qu'ils pensaient, on aurait procédé contre eux par d'autres moyens, comme on l'avait fait en d'autres circonstances de 1878 à 1889 : à moins de l'intervention de quelque menace pressante, les mêmes mesures auraient été prises pour éliminer le catholicisme, et, conformément à tous les précédents, les libéraux catholiques les auraient « acceptées de fait », aussi provisoirement sans doute, mais aussi réellement.

Si l'on en croit l'écrivain dont nous étudions l'ouvrage, à partir du jour où un dernier coup a été frappé par la loi de séparation de 1905, et jusqu'à l'union sacrée de 1914, il aurait été impossible aux catholiques « de regagner la moindre parcelle de terrain ». Cela n'est vrai que si l'on considère les majorités qui se sont succédé au Parlement. Cela est tout à fait erroné si l'on considère la situation que surent reprendre les catholiques. La persécution dirigée contre eux subit en effet, à partir de 1906, un temps d'arrêt des plus notables. Il ne fut bientôt plus question ni de confisquer les biens d'Église, ni d'en favoriser la dévolution à des organisations étrangères à la hiérarchie catholique. Les lois qui avaient été votées n'avaient pourtant aucun sens si elles ne tendaient à ces résultats. D'où vient qu'au lieu de les appliquer les majorités qui se succédaient, pourtant si laïques, n'avaient plus d'applaudissements que pour la « détente » et « l'apaisement »? L'anticléricalisme s'était-il laissé attendrir et désarmer par l'habile modération des sages libéraux? Ce n'est pas cela. Mais le scandale des fiches, après la gifle de Syveton, avait fait tomber le cabinet Combes. Les inventaires avaient provoqué à Paris et dans toute la France des résistances assez brutales pour amener, avec la chute du cabinet Rouvier, la déclaration de M. Clemenceau sur la « guerre civile » que ne valaient pas « quelques

chandeliers d'autel ». Et, de violentes manifestations ayant été, en 1909, organisées au quartier Latin contre l'octroi d'une chaire de Sorbonne à un professeur qui avait insulté la mémoire de Jeanne d'Arc, l'éclat de ces manifestations fut, sinon la seule cause, en tout cas la cause immédiate, déterminante, de la nouvelle politique de « détente » et « d'apaisement ». La formule était lancée à Périgueux, quelques mois après, par M. Briand qui s'en félicitait l'année suivante, au lendemain des élections de 1910, dans les termes que voici : « Par suite de circonstances fâcheuses... des difficultés graves avaient surgi dans le pays : une campagne ardente de discrédit se faisait contre le régime parlementaire, contre les institutions républicaines. Et il faut bien convenir que l'opinion ne faisait pas une atmosphère d'hostilité suffisante à cette agression contre la République. On voyait chaque jour les rues, les prétoires de justice envahis par des bandes désireuses de violences et de désordres... On sentait que la bataille électorale allait se poser dans cette atmosphère d'hostilité. Alors j'ai considéré que le premier devoir du gouvernement était de lancer au pays des paroles de concorde. »

Les faits que nous résumons si rapidement, suivis des curieux aveux de M. Briand, suffisent, croyons-nous, pour comparer l'efficacité de deux méthodes. Aussi longtemps que les catholiques ont bien voulu se laisser faire, la Maçonnerie n'a eu d'autre souci que de compléter au plus tôt l'œuvre de Gambetta, de Ferry et de Paul Bert. Même gênés par l'hostilité de ceux qui ne rêvent que soumission de fait et combinaisons, un commencement de résistance (*poignez vilain, il vous oindra*) a suffi pour enrayer la poussée anticléricale. Nous avons du reste de bonnes raisons pour supposer que les libéraux, catholiques ou non, se refuseront à le reconnaître. En premier lieu, leur horreur de toute violence — même la plus légitime — est grande. En second lieu, ils sont toujours prêts à préférer aux réalités les « paroles de concorde » d'un adversaire ; et, sur la bonne mine que leur présentait M. Briand, il ne fallut rien de moins que le *non possumus* exprès du pape Pie X pour les empêcher de précipiter toute l'Église de France au piège des Cultuelles inventées par M. Grunebaum-Ballin. Enfin, et par-dessus tout, comment ne pas remarquer le silence absolu que

garde sur tant de faits importants un Mémoire aussi touffu, d'ailleurs aussi amplement informé, que celui que nous réfutons? Pas un mot quant aux conclusions tirées par le pape Léon XIII de l'échec du ralliement. Pas un mot ni sur l'œuvre, ni sur la personne du pape Pie X. Pas un mot sur la résistance aux inventaires, ni sur l'apaisement qui a succédé aux violences du combisme, ni sur rien qui se rapporte à l'affaire des Cultuelles. Pas un mot sur les cuisantes défaites subies par les libéraux catholiques, en tant que tels. Pas un mot des résultats obtenus sans eux, plusieurs fois contre eux, et par les méthodes qu'ils réprouvaient.

Tout cela était en vérité trop désobligeant pour l'idée que les libéraux tiennent à garder de leurs propres aptitudes et des lois d'une politique dont ils croient bonnement connaître « les jeux subtils ». Ne leur demandons même pas ce que signifie le magnifique cortège de Jeanne d'Arc qui, depuis la « détente » imposée à la République anticléricale, a défilé chaque année, avec tous les consentements officiels, devant des centaines de milliers de Parisiens, mais qui avait d'abord coûté trois années de « manifestations tapageuses », de conflits brutaux avec la police, bien des coups, pas mal de blessures, des arrestations sans nombre, dix mille jours de prison.

IV

Nous pouvons maintenant essayer de nous expliquer ce qui s'est passé aux élections du 11 mai, et de quel côté les erreurs ont été commises.

Tout d'abord, il faut rejeter la naïve histoire d'après laquelle il aurait suffi, pour empêcher les amis de M. Jonnart de se rapprocher du cartel des gauches, d'imiter la sage réserve des libéraux, d'éviter les fréquentations de droite et les impatiences inopportunes. La véritable explication de ce glissement est dans le Mémoire lui-même, qui a seulement le tort de ne pas s'y arrêter. Battu sur ses listes de 1919, comme il l'avait été au premier tour sur celles de 1885, pour avoir adopté l'ordre dispersé, le cartel des gauches a réparé sa faute par une « concentration » assez analogue à celle du second tour de 1885, toutefois préparée de plus longue main. De là, toujours comme en 1885, l'attraction exercée sur les « modérés » à la Jonnart, et qui devait si profondé-

ment troubler la conscience républicaine d'un Poincaré. « Ce qui empêche encore la réconciliation électorale des républicains du parti Jonnart et des radicaux-socialistes », écrivait fort bien en 1923 l'auteur du Mémoire, « c'est la complaisance de ces derniers à l'égard des révolutionnaires... Ce qui retient actuellement le parti républicain démocratique et social sur la pente qui mène au radicalisme, *c'est beaucoup moins la crainte de favoriser un réveil du vieil anticléricalisme qu'un certain esprit de conservation sociale alarmé par les audaces de la propagande révolutionnaire.* » Mais s'il en est ainsi, un accord électoral des radicaux socialistes et des républicains de gauche qui marchent à la suite de M. Jonnart ne serait plus, à proprement parler, le « bloc des gauches », puisque les socialistes n'y participeraient pas. Ce serait le « bloc laïque », c'est-à-dire une coalition *qui tendrait à l'embrigadement de toutes les forces anticléricales... et qui se montrerait d'autant plus intransigeante en matière de laïcité qu'elle aurait à se faire pardonner son opposition bourgeoise aux thèses subversives des socialistes.* On sait qu'en fait le cartel s'étendit encore plus à gauche, et n'exclut de ce côté que les communistes ; mais le cas de M. Léon Blum, au fond, n'est pas si différent de celui du « bourgeois » Jonnart. A ce léger détail près, il était impossible de mieux prévoir ce qui s'est vérifié au jour des élections.

Par quelle étonnante aberration, des esprits qui, sur ce ce point voyaient si clair, ont-ils pu se figurer que, pour garder l'alliance des amis de M. Jonnart, il suffirait de calmer leur « mauvaise humeur » en ajournant à des temps plus favorables la revendication des libertés que suppriment les lois laïques?

Était-il possible à des catholiques d'y renoncer, non plus temporairement, mais d'une manière définitive? Évidemment, non. Et se trouvait-il quelqu'un pour supposer que cette évidence échapperait à l'adversaire, et que celui-ci ne reconnaîtrait pas du premier coup, dans cet ajournement jugé si habile, une de ces grosses malices dont les moins avertis ne peuvent que s'égayer? Un peu plus subtile assurément, et par là plus séduisante, l'erreur commise est assez dangereuse pour que nous nous efforcions de la décrire. Elle consiste à se figurer qu'il faut seulement éviter de compromettre devant le troupeau servile des électeurs, les Jon-

nart ou les Poincaré dont les sympathies personnelles seraient acquises aux libertés de l'Église. Mais, si l'on veut éviter de graves illusions, la vraie sagesse sera de s'en tenir au mot que M. Poincaré adressait vers 1913 à M. Charles Benoist sur ce qui le séparait déjà des catholiques, et qui n'était rien moins que « toute l'étendue de la question religieuse ». Simple alibi pour les électeurs? Non, sincère expression d'un sentiment profond, qui n'a pas changé, et que M. Poincaré n'a jamais dissimulé, même alors que les circonstances l'obligeaient, comme dans la précédente législature, non pas certes à rechercher, mais à supporter les suffrages des catholiques.

Un Poincaré ne met pas seulement l'intérêt de sa carrière politique, il met aussi son amour-propre et toutes les puissances de son cœur, à ne pas se séparer d'une certaine orthodoxie, que l'on peut appeler maçonnique puisque c'est bien celle des francs-maçons, mais que confesse également plus d'un « libre penseur » étranger aux loges. Le premier article de cette orthodoxie, c'est que « le passé » est bien fini, qu'il n'y a pas à y revenir, et que, comme « le progrès », l'avenir appartient aux gauches. Mais le passé, en France, si c'est sans doute la monarchie, c'est aussi le catholicisme. Il y a concordance morale dans le passé. Les temps sont révolus. C'est ainsi. Et c'est bien ainsi. Tous les hommages que l'on voudra aux services rendus dans les anciens temps. Pour le présent, toute la courtoisie que méritent d'honnêtes gens, toute la reconnaissance qu'on doit à ceux qui se sont bien battus pendant la guerre. Au surplus, toute la fermeté qui pourrait être opportune pour maintenir les conquêtes de ce qu'on appelle indistinctement « l'esprit moderne » ou « l'esprit laïc », et ce qui est nettement un esprit anticatholique. Là-dessus, c'est Peyrat qui formulait avec justesse, quand il écrivait : « Le catholicisme, voilà l'ennemi. » En substituant son propre texte à celui de son ami, Gambetta, dit M. de Marcère, a simplement montré qu'il n'était « pas aussi sincère ». La formule plus adroite de Gambetta est maintenant passée dans la tradition. La doctrine, au fond, est restée la même, et il n'y a aucune différence à cet égard entre un Poincaré, un Buisson, un Waldeck-Rousseau, un Ferry ou un Gambetta (1).

(1) « La vérité, disait M. Viviani, le 13 mars 1914, au banquet de la Ligue de l'Enseignement, c'est que les destinées de l'Église sont inconciliables avec celles

Mais, dira-t-on, le rétablissement de l'ambassade auprès du Vatican? les concessions de fait à la « paix religieuse »?Le rétablissement d'une ambassade auprès du Vatican fait honneur à la sagesse de tous les patriotes qui l'ont voulu. La mesure intéressait avant tout la sécurité de la France dans le monde ; et si la volonté d'offenser le Saint-Siège avait seule inspiré la rupture de relations diplomatiques indispensables, les conséquences funestes de cet acte de fanatisme n'ont que trop clairement apparu pendant la guerre à quiconque avait le souci des intérêts français. Que les catholiques fussent, d'ailleurs, extrémistes ou modérés, quelle duperie pour eux de considérer comme une « concession » qu'on leur aurait faite une mesure qu'imposait le plus simple patriotisme ! Et quant à la « paix religieuse », est-elle par elle-même moins nécessaire aux yeux de quiconque n'a des raisons précises de préférer la guerre? Le tout est de savoir à quelles conditions est conclue la paix, pour qui ces conditions sont avantageuses, et si l'autre partie peut les accepter. Ainsi que le remarquait en 1907 l'Encyclique, « une fois encore », ce n'est pas l'Église qui a déclaré la guerre aux anticléricaux français, et elle n'a fait que la subir. Les campagnes menées par Gambetta, Ferry ou Goblet de 1869 à 1889, reprises par Waldeck-Rousseau et Combes de 1902 à 1905, avaient peu à peu dépouillé l'Église de tous ses droits essentiels. L'Église accepte-t-elle? il ne reste aucune raison de continuer les hostilités. Mais par quels moyens et dans quelle mesure obtiendra-t-on quelque relâche dans l'application des lois acceptées en fait?

L'histoire que nous avons résumée est là pour le définir. Il ne s'agit pas de séduire ou d'édifier les républicains « laïcs par la mesure ou la patience que l'on met dans des revendications dont, volontairement, ils n'accorderont *jamais* l'essentiel — à moins de sacrifier eux-mêmes des doctrines qui, pour eux, sont précisément l'essentiel. Il ne s'agit pas davantage de renoncer à les convertir. Mais, en attendant, il ne faut pas se tromper sur l'adversaire, qui, pour autant qu'il sert sa propre « croyance », n'a qu'un but : la soumission, et, s'il se peut, la destruction du catholicisme. La Maçonnerie n'accordera rien de son plein gré ; tout ce qu'on voudra

de la Démocratie. » Il ajoutait un peu plus loin : « *La République n'est pas seulement une force, mais une croyance.* »

reprendre, on devra le lui arracher. A minimiser ce que l'on réclame, on ne réussit qu'à minimiser ce que l'on obtient. Un Méline ou un Poincaré — pour ne parler que des plus indépendants et des plus honnêtes — à qui l'on donne la certitude qu'il peut compter en toute occurrence sur le suffrage des catholiques, on lui donne du même coup la liberté de ne plus songer à satisfaire que les réclamations du parti contraire. Évidemment, on assure ainsi quelque temps au moins (aussi longtemps que les gauches le tolèrent : expériences concordantes de 1887-1889, de 1898 et de 1924) la participation des centres au pouvoir. Mais on habitue en même temps le grand nombre des électeurs, naturellement amis du moindre effort, à se répéter que ces lois laïques ne sont pas si intolérables, puisque depuis tant d'années elles sont si aisément tolérées par des catholiques. Ainsi consolide-t-on cette prescription que l'on déplore, et ainsi arrive-t-il, pour appliquer à la réalité présente les termes un peu flottants du Mémoire, que, les lois laïques entrant dans les mœurs, le « travail irréligieux », qui se poursuit si continûment, « anémie » et va peut-être ruiner chez nous la foi, l'esprit chrétien, la morale même.

Mais que pourront faire les catholiques, s'il est vrai qu'étant « une minorité », ils doivent avant tout « proportionner leurs réclamations à l'influence dont ils disposent »? Ce n'est pas le lieu de nous demander si les libéraux catholiques — dont quelques-uns ressemblent beaucoup à des catholiques libéraux — ne partageraient pas en quelque mesure l'idée qu'on se fait à gauche de l'évolution des mondes. Estiment-ils, au fond d'eux-mêmes, comme certains catholiques à l'étranger, que la France ne peut plus être aujourd'hui — au moins temporairement — qu'une terre de missions? Seraient-ils tentés de reprendre — en l'adaptant — le mot de Renan à Déroulède : « Jeune homme, la France se meurt ; ne troublez pas son agonie ! » On se le demande, à les voir si préoccupés de supputer, sur les dix millions de « catholiques pratiquants » que le vicomte d'Avenel croit pouvoir dénombrer en France, « Paris et les trois départements d'Alsace et de Lorraine mis à part », combien il peut y avoir de fidèles « dont la vie intérieure soit assez soumise aux préoccupations de l'ordre religieux ou surnaturel pour faire prévaloir celles-ci dans l'élection de leurs représentants ». C'est la principale raison qui fait con-

clure par les libéraux que des alliances sont nécessaires, le seul recours étant de les nouer avec des adversaires qui ne soient « pas irréductibles », et pour cela d'accepter en fait les lois de laïcité, jusqu'au jour où la Providence voudra bien nous assurer des circonstances « plus favorables ».

Ce qu'ont donné ces prudents calculs, nous l'avons vu. Les circonstances favorables ont-elles manqué aux catholiques français depuis 1871? La grande majorité n'était-elle pas entre leurs mains à l'Assemblée nationale? Les campagnes ardentes de Gambetta ayant déchaîné, — l'imprévoyance des libéraux aidant, — dix années de passions anticléricales, les catholiques vaincus en 1881 n'auraient-ils pu reprendre l'avantage en 1885, sans la « concentration » où figura contre eux le *Journal des Débats* lui-même? Le boulangisme eût-il infailliblement échoué, si le centre catholique n'avait marché contre lui du même cœur que tous les « modérés »? Le « parti catholique » auquel on tenta de donner naissance après la lettre de Léon XIII, et dont ne voulaient pas les libéraux, n'aurait-il pas été singulièrement favorisé par des circonstances que dominait de si haut la peur des révolutions? La « Patrie française » n'aurait-elle pu triompher en 1902, si les éternels libéraux, même catholiques, ne l'avaient quittée dès qu'ils purent craindre de passer pour réactionnaires ou cléricaux? Quelque réponse qu'on donne à ces questions un peu trop rétrospectives, le fait est que les occasions ont été fréquentes, soit de pousser au mieux des avantages acquis, soit de pratiquer le *do ut des* avec toute la fermeté sans laquelle on se fait duper. Et c'est un autre fait que ces occasions ont été perdues au sentiment du moins de ceux qui ne se consolent pas en se répétant : « Nous pourrons toujours prononcer de beaux discours (1). » Qui évaluera ce que, sans cet autre fait, pourrait être aujourd'hui le nombre des catholiques?

Entre toutes les circonstances que l'on peut imaginer, les plus favorables aux renouveaux religieux ont toujours été les plus rudes leçons infligées aux hommes. Cela se vérifie notamment au lendemain des grandes guerres, et cela s'est vérifié chez nous en 1919 aussi bien qu'en 1871. On pouvait déjà le dire aux pessimistes avant la guerre : il n'est pas vrai

(1) Le mot nous a été cité comme dit par M. Ribot.

que le catholicisme se meure en France ; les conversions les plus inattendues commençaient à se produire dans ce qu'on nomme les élites ; il suffira de rappeler celle d'un Psichari, celle d'un Claudel, celle d'un Péguy. La guerre et tous les maux qu'elle a déchaînés ont multiplié ces conversions. Qui n'a souvenir de celle du comte Léon de Montesquiou? Qui n'en pourrait citer d'aussi frappantes dans son entourage proche? Qui, des combattants, a pu oublier les « instructions » que faisaient les aumôniers dans la tranchée? Qui, sur la ligne du feu, n'a vu, à la veille d'une attaque, les soldats se presser autour de l'autel, ou se confesser au prêtre, alors que d'un moment à l'autre un obus pouvait tout détruire? Jusque dans les cantonnements de repos, qui n'a été saisi de l'affluence des hommes aux offices, et de cette ferveur qu'on croyait disparue depuis longtemps? « Il faut vivre pour voir », s'écriait un jour une pauvre vieille octogénaire devant un spectacle aussi nouveau.

La guerre est déjà loin, dira-t-on. Quand il en serait ainsi, quand un si grand nombre de monuments ne serait pas là pour rappeler à chacun des survivants tant de souvenirs, les conversions acquises n'en demeureraient pas moins. Mais elles seraient encore autrement nombreuses si les masses avaient pu être gagnées dans la même proportion que les élites. Le grand obstacle a été créé par trente ans et plus d'école laïque ; ce n'était pas en réalité une école « neutre », où l'on eût simplement ignoré tout enseignement religieux ; c'était une école militante où l'on pratiquait tantôt la fureur indignée, tantôt l'explicite dédain, tantôt la dérision, mais le but était toujours de ruiner l'autorité de l'Église catholique. Le résultat inévitable, ce n'était pas l'indifférence religieuse, c'étaient toutes les préventions de l'outrecuidance ignorante, souvent génératrice de colères. Aussi longtemps que subsistera la cause, — les lois laïques, — on verra durer et s'aggraver l'effet. Le premier objectif des catholiques aurait dû être de supprimer ces lois, de même que le premier objectif de leurs ennemis avait été de les établir. Ce n'était pas l'œuvre d'un jour, mais c'était hier, et c'est davantage encore aujourd'hui, l'œuvre nécessaire, urgente. Les anticléricaux ont mis des années à fonder l'école laïque ; ne voit-on pas que tant de grosses habiletés inopérantes ne font qu'ajouter aux années perdues?

Il est grand temps de se mettre à l'œuvre, de se montrer tel que l'on est, de dire ce que l'on veut. Ainsi l'on ne risquera plus de décourager tout un peuple catholique et patriote dont le simple bon sens ne comprend rien à tant de feintes toujours vaines. On regagnera par surcroît la sympathie de tout ce qui, en France, aime qu'on parle clair et qu'on marche droit. La dureté des temps a aujourd'hui rendu possibles bien des alliances, autrement sûres et durables que celle des « modérés » du Parlement. A quoi est-on arrivé en se prodiguant pour le succès d'un Poincaré que l'on importune, et qui n'aime pas la foi catholique, cela au moment précis où il allait payer de sa chute une obstination politique par trop imprévoyante? A ceci seulement, que tout un public se demande s'il existe encore des catholiques : il ne voit plus que des « poincaristes », et, si l'étiquette est portée par beaucoup d'honnêtes gens, qui ne sont pas tous aimés, il y a vraiment autour d'eux trop de mercantis. Est-ce qu'une telle compagnie compromet moins que celle des gens de droite?

Malgré toutes les fautes accumulées pendant le dernier printemps, l'expérience est faite et bien faite qu'on peut aujourd'hui rendre sensible, même aux esprits les moins religieux, l'extrême absurdité, l'extrême nocivité des lois laïques. Laissons les états-majors des partis, tous perdus dans leurs préjugés, dans leurs passions, dans leurs syndicats d'intérêts, ou bien dans les châteaux de cartes de quelque Machiavel innocent. Adressons-nous à tout ce qui est capable de vouloir et de réfléchir. Les lois laïques ne sont pas seulement inacceptables pour la foi des catholiques. Elles sont en outre ruineuses pour le pays entier, dont elles grèvent les finances, dont elles détruisent les mœurs, dont elles tarissent la natalité. Il faut croire que cela se voit, puisque M. Gustave Hervé s'en est aperçu lui-même. L'ancien virus anticlérical n'a gardé sa pleine activité que dans certains groupes parlementaires et dans certains comités électoraux. Presque partout ailleurs, on peut tenter quelque chose, et l'on réussit souvent à se faire entendre : il ne s'agit que de rencontrer, ce qui n'est pas si rare, des intelligences libres et actives, et ces recrues ont bientôt fait de devenir des recruteurs.

Ainsi, même à ne se préoccuper que des alliances, si l'on recherche les plus utiles, on aura profit à répandre telle

quelle la vérité. Nous ne parlons pas ici de l'apostolat religieux, qui, comme tout ce qui touche au for intime, sera toujours exclusivement dirigé par les autorités ecclésiastiques. Celles-ci sont trop éclairées pour ne pas éviter jusqu'aux apparences de ces pressions, de ces « ingérences cléricales » qui, quelque parti qu'elles favorisent, indisposeront toujours les meilleurs Français. Elles n'ont jamais voulu limiter pour les citoyens catholiques, autrement que dans les termes formulés *ex cathedra*, le droit que la loi civile donne à chacun de voter selon sa pensée, et de publier ce qu'il pense. Dire ouvertement ce que veulent les catholiques, fidèles aux enseignements qu'ils ont reçus de l'Église, c'était depuis longtemps, pour ce qui dépend d'eux, le meilleur moyen qui leur fût laissé de remonter la pente du laïcisme. Les circonstances l'ont rendu encore plus opérant. Il est d'ailleurs, aujourd'hui, le seul.

Les libéraux le comprendront-ils ou les verra-t-on s'acharner encore à détruire, avec les meilleurs résultats acquis, toutes les ressources qui nous restent? La politique est un art dont ils connaissent quelques formules, mais dont la matière leur échappe ; plutôt que d'aggraver malgré eux tout le mal qu'ils ont fait sans le vouloir, ils auraient plus d'honneur à laisser en paix ceux qui tenteront de le réparer.

MEMINI.

Jean-Jacques en Dauphiné

Dans son récent volume, *la Vallée du Rhône*, M. Gabriel Faure a consacré quelques pages brillantes au séjour d'environ deux ans que Rousseau fit en Dauphiné. C'était le temps où le philosophe, repris de sa manie vagabonde, fouettée par le délire de la persécution, s'en allait de ville en ville et de chaumière en château. Les souvenirs des contemporains, entre autres ceux de Champagneux, de l'avocat Bovier, d'Anglancier de Saint-Germain, joints à la copieuse correspondance de Rousseau lui-même, nous font suivre presque jour par jour, pendant cette période, ses tribulations maladives. M. Gabriel Faure s'est moins préoccupé d'accroître ou de préciser ces notions que de les illustrer par la peinture des coins pittoresques où le farouche vieillard trouva un gîte. Il y a parfaitement réussi et l'on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas atteint un but qu'il ne se proposait point. Cependant, le sujet n'est pas épuisé et des recherches sont encore permises. Si, en effet, le gros des événements est connu, plus d'un détail reste ignoré ou obscur ; de menues investigations à droite et à gauche, en supprimant quelques pans d'ombre, mettront en pleine clarté le sujet central, le groupe singulièrement expressif que forment Jean-Jacques et ses amis dauphinois.

Que l'on ne croie pas, ici à un excès de zèle inspiré paru ne vaine curiosité : rien n'est plus édifiant pour l'histoire que les contacts directs de Rousseau avec ses contemporains. L'influence de l'auteur fut, on le sait, immense, et plus on

l'observe, plus on s'étonne de sa puissance et de son unanimité. Celle de l'homme, dans la mesure où l'on peut la distinguer de celle de l'écrivain, n'a pas été moins profonde. Il n'est donc pas indifférent de la surprendre et d'en noter les effets, surtout dans une province qui devait être la première à proclamer la Révolution. On saisit sur le vif, durant ces vingt-deux mois (juillet 1768 à mai 1770), d'abord les changements survenus dans le caractère de Jean-Jacques, son orgueil de plus en plus souffrant, accru jusqu'à devenir monstrueux, en violent contraste avec la simplicité qu'il affecte ; ses accès d'éloquence délirante bientôt suivis de silences longs et obstinés ; sa promptitude à la défiance et la sombre manie — le continuateur du *Journal de Trévoux* disait fort exactement la « lycanthropie » — qui le poussait à voir des ennemis partout, jusque dans les hommes les mieux disposés, les hôtes les plus généreux, les adulateurs les plus plats et les plus aveugles. On relève enfin dans cette période l'espèce d'idolâtrie que la vue, les discours, les confidences du grand homme ont le don d'exciter chez ses admirateurs et cela, non seulement chez les badauds et les gens du monde qui ne le recherchent que pour sa célébrité, mais dans cette élite de beaux esprits, de mécontents et d'ambitieux qui, déjà, s'étaient mis à répandre ses idées, sans cependant oser prévoir qu'ils ne tarderaient pas à les appliquer.

Rousseau connaissait depuis longtemps le Dauphiné. Grenoble est trop près de Chambéry pour que ce « voyageur perpétuel » n'y soit pas venu de très bonne heure. Dès 1734 ou 1735, il s'y était, en effet, rendu à plusieurs reprises, soit pour le compte de Mme de Warens, soit poussé par sa seule fantaisie. C'était alors un jeune nomade de vingt-deux à vingt-trois ans, timide, câlin, un peu équivoque, sentant l'office et le fagot, mais d'assez bonne mine et plaisant aux dames. C'est dès ce temps-là qu'il connut Mme d'Eybens et la présidente de Bardonnenche, « femme de beaucoup d'esprit ». Lorsque à son retour de Montpellier, en 1740, il trouva la place prise aux Charmettes, c'est encore sur Grenoble qu'il se dirigea et c'est Mme d'Eybens qui le recommanda au grand prévôt de Lyon, Jean Bonnot de Mably. On sait comment il lâcha bientôt son préceptorat lyonnais pour venir chercher fortune à Paris. Après quelques années de flânerie et d'indigence, un intermède de quinze mois à Venise chez l'ambassadeur de France, le comte de Montaigu, c'est décidément

la partie parisienne et connue de sa vie qui commence : Rousseau devient un homme célèbre.

Le Dauphiné ne le revoit que vingt ans plus tard, aux heures de l'exil et de l'infortune. On sait qu'après la condamnation de l'*Emile* et les multiples péripéties de ses déplacements en Suisse et en Angleterre, les savantes agaceries du marquis de Mirabeau et du prince de Conti avaient réussi à le faire rentrer en France. Le prince l'installe dans son château de Trye, mais le malheureux n'y peut rester plus d'un an. Le 15 juin 1768, il part pour Lyon où il loge, comme trente-sept ans plus tôt, à la vieille auberge de Notre-Dame-de-Pitié, rue Sirène. Il retrouve dans cette ville des amis qui lui sont chers et dont, chose surprenante, il n'a pas trop médit par la suite : l'opulente Mme Boy de la Tour, qui est, comme lui, Genevoise, et qui lui avait déjà donné l'hospitalité à Motiers-Travers, le savant Claret de la Tourette, le médecin Gilibert et l'abbé Rozier, qui aiment comme lui la botanique. C'est avec ces Lyonnais distingués qu'après avoir parcouru le massif du Mont-d'Or, il part, le 7 juillet 1768, herboriser à la Grande-Chartreuse. Le 8, il est à Voreppe, et le 11, se plaignant d'être abandonné, il se rend à Grenoble. Il a des lettres de recommandation pour le maréchal comte de Clermont-Tonnerre, lieutenant du roi dans la province, et, de fait, véritable gouverneur, car le gouverneur en titre est le duc d'Orléans qui, bien entendu, ne réside pas. Le maréchal accueille fort bien Rousseau et le prend sous sa sauvegarde. Le condamné du Parlement de Paris, décrété de prise de corps, reçoit donc ici la plus haute protection officielle. Cependant, il ne se croit pas encore en sûreté, il a peur à la fois des jésuites, des jansénistes et des philosophes, sans compter la foule innombrable de ses ennemis imaginaires. Il continue donc à se faire appeler M. Renou et l'on se demande qui ce pseudonyme peut tromper, car tout le monde sait que le soupçonneux voyageur n'est autre que le célèbre Jean-Jacques. Mais le président du Parlement, M. de Bérulle, a le malheur de lui dire, au milieu d'un tas de cajoleries, qu'il n'a lu aucun de ses ouvrages et aussitôt notre auteur secoue sur la ville la poudre de ses sandales...

Il monte dans la première diligence et celle-ci le dépose à Bourgoin. Qu'est-ce qui attirait Rousseau dans cette petite ville, alors simple bourgade noyée dans les marais de la Bourbre? Des admirateurs fervents et des amis fidèles

l'y avaient appelé. Le maire lui-même, Champagneux, l'avait, dit-il, « déterminé à préférer Bourgoin à tous les autres pays qui se disputaient l'honneur de le posséder ». Jean-Jacques descend à l'auberge qu'on lui a indiquée, la Fontaine d'Or, tenue par le traiteur Bouvier. C'est le 15 août : toute la municipalité s'y trouve réunie pour le dîner traditionnel en l'honneur de l' « Assomption de Notre-Dame ». Car Bourgoin, ville delphinale et royale, jouissait, sous l'ancien régime, d'une municipalité élue, présidée par un maire qui changeait de deux en deux ans. Rousseau demande à être admis au banquet ; on s'empresse de le recevoir et l'on juge même qu'il convient, en son honneur, de « corser » le menu.

Arrêtons-nous au petit groupe qui, réuni autour de Champagneux, reçoit et fête ainsi le philosophe. A tout seigneur, tout honneur : le maire, Luc-Antoine Donin de Rosières de Champagneux, n'était point noble, comme son nom semblerait l'indiquer ; les particules, ici, ne sont pas signes de noblesse et ne doivent même pas être mentionnées dans les actes officiels (ainsi en décide un jugement rendu le 12 avril 1833 par le tribunal de Bourgoin). Il appartenait à cette haute bourgeoisie éclairée et ambitieuse qui avait acquis des biens nobles et qui en portait les noms, en attendant d'en acquérir les privilèges. Sa famille, enrichie dans le négoce et les charges de robe, avait acheté la terre et le château de Rosières, puis le domaine de Champagneux, sur la paroisse de Ruy, près de Bourgoin.

Champagneux, qui fut, semble-t-il, un prodige de précocité, avait été reçu avocat fort jeune ; il avait aussitôt accumulé sur sa tête toutes les charges et tous les honneurs compatibles avec sa naissance. Son oncle s'était démis en sa faveur de son office de capitaine-châtelain et de maire ancien, et, bien que le jeune homme n'eût pas l'âge requis, la commission lui en avait été remise au nom du roi le 20 août 1767. Dès l'année suivante, à ces fonctions, Luc-Antoine avait joint celles de maire effectif de Bourgoin. C'est à ce titre qu'il avait reçu Rousseau pour la fête du 15 août. Les registres des délibérations de la municipalité bergusienne, qui nous ont été pieusement conservés, nous montrent Champagneux pérorant sur toutes les questions édilitaires, entre autres celles de finances, se posant en sauveur des deniers publics, engageant des contestations ou des procès avec les personnages ou les communautés

intéressés, notamment avec le financier Planelli-Mascrani de la Valette, qui avait acheté le marquisat de Maubec et la seigneurie de Bourgoin. Pour accroître sa popularité, il ne craignait pas, au besoin, de faire imprimer ses discours. Les libertés publiques étaient donc fort grandes et la vie municipale déjà très développée dans la petite ville. Il semble que le jeune maire surtout, véritable « fils à papa », cumulant dès la vingtième année les fonctions de grand-juge et d'administrateur, eût été plus mal venu qu'un autre à se plaindre de son sort, et du régime qui le lui avait assuré. C'était cependant un mécontent, critique amer de l'état social et, déjà, il ne rêvait que de révolution : « Je détestais, dit-il, les abus de l'ancien gouvernement autant que la tyrannie féodale. J'avais quelques amis qui pensaient comme moi, je les rassemblais quelquefois à table et, *dans nos réunions, nous réformions parfois la France.* »

Nous saisissons ici le petit noyau, non pas d'hommes du peuple, ni même de gens de condition moyenne, mais de grands bourgeois huppés et fieffés et de gentillâtres démagogues qui, en Dauphiné comme un peu partout, ont fait la Révolution. A côté de Champagneux se rangeaient son cousin Donin de Rosières, l'officier d'artillerie ; puis un gentilhomme de Nivolas, original doué d'une prodigieuse mémoire, mais dénué de tout bon sens, Morel de Montcizet : « Son esprit, dit Champagneux, avait une tournure républicaine, un peu à la don Quichotte. Nous l'appelions le grand réformateur. » Cet homme vint au-devant de Rousseau et lui dit fièrement : « Monsieur, j'ai lu tous vos ouvrages. » Jean-Jacques, qui avait pris la fuite lorsque le président de Bérulle lui avait fait l'aveu contraire, dut être délicieusement flatté, mais n'en voulut pas convenir, et répondit par cette boutade : « Ah ! monsieur, vous auriez mieux fait de labourer vos terres ! »

Au nombre des notables qui l'avaient fêté le jour de l'Assomption, Rousseau remarqua un ancien officier de dragons, M. Anglancier de Saint-Germain. Le philosophe lui fit aussitôt des avances, sans doute parce que cet homme était le seul à ne pas le rechercher. Claude Anglancier descendait d'une vieille famille notariale dont le patronyme trahit l'origine rustique, et qui, jusqu'au début du siècle, était restée sagement blottie sous ses panonceaux. Cependant, une charge de conseiller à la Chambre des Comptes du Dau-

phiné avait anobli son père qui avait ajouté à son nom celui de Saint-Germain, nom d'une terre qu'il possédait près de l'Ile-d'Abeau, au nord de Bourgoin. Mais cette addition, Anglancier père semble ne jamais s'en être paré lui-même, car, longtemps après sa mort, sa femme continua à s'appeler « madame Anglancier » tout court, et sa fille signa toute sa vie « Angélique Anglancier ». Ce fut Claude, l'aîné de ses fils, qui, étant entré dans l'armée, arbora le premier le panache. La noblesse toute fraîche de ce jeune homme ne l'empêcha pas, en effet, de devenir officier. Ici, comme dans le cas de Donin de Rosières, le capitaine d'artillerie, comme dans celui du capitaine d'infanterie Beyle, cousin de Stendhal et celui, plus connu, du capitaine du génie Lazare Carnot, on relève le libéralisme avec lequel non seulement des anoblis, mais de simples bourgeois, recevaient sous l'ancien régime les galons et les épaulettes — cela jusqu'aux dernières années du règne de Louis XVI, jusqu'aux fâcheuses ordonnances de Ségur. Claude Anglancier de Saint-Germain avait servi dans les dragons de Languedoc, où il avait obtenu le grade de capitaine. Il s'était retiré du service avec une pension de six cents livres et la croix de Saint-Louis. Sa femme, Suzanne de Ponat, appartenait, elle, à une ancienne famille noble ; elle lui avait déjà donné de nombreux enfants, dont trois seulement semblent avoir survécu. Jouissant d'une assez large aisance, messire Claude Anglancier de Saint-Germain, seigneur d'Allemont, occupait les loisirs de sa retraite en pratiquant les devoirs de la religion et ceux de la charité ; les affaires municipales et le soin de ses propriétés absorbaient le reste de son temps. Tel est l'homme qui, soustrait à la badauderie générale, ne s'était point jeté à la tête de Jean-Jacques.

Ce fut, on le sait, Rousseau qui vint se jeter à la sienne. Il lui écrivit une lettre assez longue et, comme toujours, éloquente, pour lui demander une entrevue. Saint-Germain répondit : « Si vous avez, monsieur, à me confier des choses qui ne s'accordent point avec la religion que je professe, je ne peux y prendre aucune part. » L'entrevue eut lieu, néanmoins. Jean-Jacques s'épancha longuement dans le sein de « ce brave militaire, ce gentilhomme plein d'honneur et de droiture ». Il dévida la kyrielle de ses malheurs et de toutes les persécutions dont il se croyait victime. Saint-Germain l'écouta avec patience et, lorsqu'il eut fini, le

tança vertement : « Puisque ma franchise ne vous offense pas, dit-il, j'observerai que, plein d'amour-propre, vous êtes puni par où vous avez péché. Vous croyiez avoir tellement étonné les humains qu'ils allaient vous élever des autels. Vous deviez assez les connaître pour savoir que ce qu'ils approuvent aujourd'hui, ils le blâment demain. » Jean-Jacques n'en fut pas moins ravi : « Il n'y a, s'écria-t-il, que les militaires qui parlent avec cette franchise ! » Ce fut Saint-Germain que Rousseau choisit désormais pour son confident le plus intime et pour le dépositaire de ce qu'il considérait alors comme le plus précieux de ses écrits, l'apologie connue plus tard sous le nom d'*Adresse à la postérité*.

Tout nouveau, tout beau. C'est surtout pour les malades et les persécutés imaginaires que le proverbe est vrai. Voilà Jean-Jacques si enchanté de Bourgoin qu'il songe à y planter sa tente et qu'il y appelle Thérèse. Depuis son départ de Trye, il n'avait pas revu sa misérable compagne. Champagneux assiste aux embrassades et aux larmes de la réunion, mais il ne sait pas encore qui est la nouvelle venue. Rousseau, par un reste de méfiance, la lui a présentée comme sa sœur, Mlle Renou. Quelques jours plus tard, il le convoque avec son cousin germain Rosières, le capitaine d'artillerie. Il les invite à dîner avec lui à la Fontaine d'Or. Mlle Renou et lui sont, ce jour-là, un peu plus parés que de coutume. Rousseau les emmène « dans une chambre reculée » et les prie d'être les témoins de l' « acte le plus important de sa vie ». Par-devant eux, il fait le serment de prendre Mlle Renou pour épouse. Là-dessus, il se met à discourir, ou plutôt, à pontifier : « Mlle Renou, mon cousin et moi, dit Champagneux, nous versions des torrents de larmes commandés par mille sentiments divers où sa chaude éloquence nous entraînait ; puis, s'élevant jusqu'au ciel, il prit un langage si sublime qu'il nous fut impossible de le suivre. »

Jean-Jacques orateur, c'est là une révélation ! Ce don de la nature, l'auteur des *Confessions* a cru devoir se le refuser à lui-même, bien qu'il reconnaisse qu'à vingt ans, il a harangué *impromptu* et avec le plus grand succès, le Sénat de Berne. C'était, en réalité, un très éloquent personnage, dans la vie comme dans les livres, et nous en avons d'autres garants que Champagneux. Un auteur bien oublié aujourd'hui, Dussaux, qui l'a connu après 1770, et qui est loin de l'admirer aveuglément, a écrit en effet que, « dans ses moments

d'abandon et lorsque rien ne l'offusquait, *il débordait comme un torrent impétueux à qui rien ne résiste.* S'il se fût exercé dans l'art oratoire, ajoute-t-il, s'il eût abordé une tribune vraiment nationale, qui sait jusqu'où cette âme de feu, pourvue de tant de moyens dans tous les genres, aurtai porté l'éloquence française? »

C'était donc, semble-t-il, à une simple démonstration oratoire destinée à leur donner une haute idée de son génie et de son cœur, que Rousseau avait convié les deux Donin. L'engagement qu'il avait cru prendre était, en effet, nul et non avenu. Le philosophe n'avait contracté ni religieusement, ni civilement, ni à l'église, ni par-devant notaire. Il a donc fallu à la Constituante une singulière bonne volonté pour considérer Thérèse Levasseur comme la « veuve de Jean-Jacques ». Certes, Rousseau était sincère ; il n'avait assurément pas voulu tromper quand il avait déclaré prendre Thérèse pour sa femme, mais, dans son orgueil, il se plaçait en dehors et au-dessus de toutes les institutions divines et humaines. La présence du maire de Bourgoin ne doit pas, en effet, donner à croire à une tentative anticipée de mariage civil, car il est manifeste que Champagneux n'était pas là en qualité de maire, mais seulement en celle d'ami. Non, Rousseau dédaignait les autorités civiles tout autant que les autorités religieuses ; il ne connaissait que Dieu et lui ; entre eux, il ne souffrait nul intermédiaire. Pontife d'une religion nouvelle, le vague déisme humanitaire, sans doute entendait-il conférer une sorte de sacrement à l'union libre, qu'il avait, d'ailleurs, déjà préconisée dans la *Nouvelle Héloïse.* Pour être unis, il suffisait aux amants d'attester le ciel... Le bon Musset-Pathay qui, malgré sa sympathie pour Rousseau, est bien obligé de constater la nullité de son mariage, allègue en faveur de son grand homme cette excuse délicieuse : « Il pouvait croire que l'engagement qu'il contractait devant deux témoins, *en présence du ciel,* était suffisant, *lui dont les actes religieux se faisaient toujours au milieu du spectacle de la nature.* »

Ce fut quelque temps après cette union d'un nouveau genre que l'affaire Thévenin ramena Jean-Jacques à Grenoble. Aucune ne révèle mieux la véritable nature de la folie dont il était atteint. C'était une méchante affaire de neuf livres qu'un certain Thévenin, un escroc vulgaire, avait tenté de soutirer à Rousseau. Champagneux, qui avait conduit

le philosophe dans sa voiture et qui demeurait encore ébloui des discours qu'il avait entendus tout le long du chemin, fut témoin de l'entrevue entre l'homme célèbre et le chevalier d'industrie. Il nous en a laissé le minutieux récit. Thévenin avoua vite qu'il n'avait jamais rien prêté à Rousseau et qu'il ne l'avait même jamais vu. Tout eût été incontinent réglé, si Jean-Jacques ne se fût avisé que ce simple filou devait être un agent de ses ennemis!... L'hypothèse était si invraisemblable que Champagneux se permit de le dire. Aussitôt, changement à vue : Rousseau lui tourna le dos et, durant tout le voyage du retour, ne lui adressa plus la parole : « Je m'étais perdu sans sauver Thévenin, confesse tristement Champagneux ; il (Rousseau) ne voyait partout qu'ennemis ou émissaires de ses ennemis... » Le jeune maire de Bourgoin ajoute ce détail extrêmement typique : ne connaissant pas encore le caractère de Rousseau, il s'avisa trop tard de ce qu'il aurait dû faire ; il aurait dû, nous dit-il, se précipiter sur Thévenin, le traiter de misérable, menacer de lui faire un mauvais parti, etc. Alors Rousseau, secrètement charmé, serait intervenu lui-même en faveur de l'escroc ; il aurait fait éclater sa grandeur d'âme en lui pardonnant et en s'imaginant le sauver. Tel était le genre de comédie qu'il fallait jouer pour lui plaire ! C'est à ce degré de cabotinage inconscient, familier, d'ailleurs, aux pensionnaires des petites maisons, qu'était arrivé ce professeur de vertu, ce fameux « éducateur du genre humain ».

La brouille du grand homme avec Champagneux devait être de courte durée. L'admiration ingénue, les flatteuses et délicates prévenances du premier magistrat de Bourgoin, finirent par dissiper les soupçons du malade : Jean-Jacques retourna herboriser dans le riant vallon de Rosières. Cependant, par un reste de méfiance, il devait cacher à Champagneux le travail qu'il allait bientôt poursuivre, la rédaction de ces fameux « mémoires », qui, dans sa pensée, devaient le venger des accusations et des maléfices de ses ennemis. Champagneux ignorera jusqu'à la fin cette grande composition littéraire ; il restera convaincu que, durant tout son séjour à Bourgoin et aux environs, Rousseau n'a rien écrit...

Cependant, l'hiver était venu. Jean-Jacques était depuis plus de six mois à la Fontaine d'Or ; long délai pour un délirant de son espèce. Il se mit à se plaindre que son gîte ne fût qu'une « méchante auberge », que l'air de Bourgoin

fût « marécageux » et ses eaux « mauvaises ». Aussitôt ses amis désolés se mirent en quatre pour lui trouver un logis plus convenable. C'est alors qu'une dame de Cézarges « tint à grand honneur de donner l'hospitalité à cet homme célèbre ». Il s'agissait de la femme du comte de Meffrey de Cézarges, représentant d'une très ancienne famille dauphinoise dont la descendance existe encore et a quitté depuis peu le pays. Les Cézarges possédaient sur le plateau de Maubec, qui, au couchant, domine Bourgoin, et à peu de distance de leur propre château, un antique manoir appelé Montquin. Car Montquin avait été mieux qu'une ferme. Fochier, qui a publié les mémoires de Champagneux, l'appelle avec raison un « vieux petit castel délabré » et l'homme de confiance de Rousseau, celui qui reçut sa correspondance pendant tout son séjour dans la région, déclare également, dans une note recueillie par Musset-Pathay, que « Rousseau a habité un vieux château du marquis de Cézarges, situé dans la commune de Maubec, à demi-lieue de Bourgoin ». Le nom de Montquin avait été porté jusqu'au dix-septième siècle par une branche de la famille de Cézarges. Fochier ajoute que ce castel possédait jadis une tour : « On accédait, dit-il, aux pièces habitées par Rousseau, par un escalier dans une tourelle aujourd'hui démolie. »

La vue que l'on a du plateau de Maubec est des plus vastes et M. Gabriel Faure l'a décrite avec un enthousiasme communicatif. Au-delà du val de la Bourbre et des côteaux à l'est de Bourgoin, le large horizon fermé par les hautes lignes des monts du Bugey et de la Dent du Chat, ces belles cimes tantôt, au grand soleil, d'un vif azur strié d'argent, tantôt baignées d'une lumineuse vapeur, composent vraiment un grand et noble paysage digne d'être comparé à ceux de la haute Italie. Nul doute que Rousseau n'ait été séduitpar ce panorama magnifique, si semblable, du reste, à ceux que la province voisine lui avait offerts dans sa jeunesse.

D'après Fochier, ce fut à la fin de janvier 1769, d'après Musset-Pathay dans les premiers jours de février, qu'il vint s'installer dans cette agréable solitude. C'est dans la chambre du premier étage au-dessus de la cuisine — chambre où s'entassent aujourd'hui le blé et l'avoine de la ferme — qu'il écrivit les six derniers livres des *Confessions*. Fin triste, pénible et, à la longue, presque lugubre d'un ouvrage dont

le début est, si souvent, exquis, elle atteste douloureusement l'état de maladie mentale qui affligeait l'auteur. Rousseau se cachait alors pour écrire ; il se cachait, on l'a vu, de Champagneux et de ses meilleurs amis ; il se croyait épié jusqu'au travers des planchers et des murs, et craignait sans cesse que ses ennemis ne vinssent s'emparer d'une œuvre destinée à les confondre. C'est avec une incroyable précision qu'il décrit lui-même, au début du livre VII, les phénomènes morbides dont il souffre : « J'écrivois la première (partie) avec plaisir, avec complaisance, à mon aise, à Wooton ou dans le château de Trye ; tous les souvenirs que j'avois à me rappeler étoient autant de nouvelles jouissances... Aujourd'hui, ma mémoire et ma tête affoiblies me rendent presque incapable de tout travail ; je ne m'occupe de celui-ci que par force et le cœur serré de détresse. Il ne m'offre que malheurs, trahisons, perfidies, que souvenirs attristants et déchirants. Je voudrois pour tout le monde pouvoir ensevelir dans la nuit des temps ce que j'ai à dire et, forcé de parler malgré moi, je suis réduit encore à me cacher, à ruser, à tâcher de donner le change, à m'avilir aux choses pour lesquelles j'étois le moins né. *Les planchers sous lesquels je suis ont des yeux, les murs qui m'entourent ont des oreilles; environné d'espions et de surveillants malveillants et vigilants, inquiet et distrait*, je jette à la hâte sur le papier quelques mots interrompus qu'à peine j'ai le temps de relire, encore moins de corriger... »

Le séjour de Rousseau à Montquin dura seize mois et ne fut guère interrompu que par un petit voyage au mont Pilat, où le malade alla berboriser avec « trois messieurs qui faisoient semblant d'aimer la botanique, faisoient bien des façons, l'ont trouvé très maussade, oubliant que ce sont eux qui l'ont rendu tel. » Ces trois messieurs étaient le marquis de Beffroy, le médecin Meynier et Borin de Sérézin. C'est avant son départ pour cette excursion, le 12 août 1769, que Jean-Jacques semble s'être déterminé ou résigné à se séparer de Thérèse. La circonstance vaut d'être signalée, car c'est la seule fois que Rousseau ait paru voir clair et se faire une idée juste de sa lamentable complice. On sait qu'il a enlevé lui-même des *Confessions* les griefs qu'il avait été tenté de lui adresser et que c'est à peine si l'on en trouve une trace au début du livre XII. Or, il lui écrivait, à la date déjà indiquée : « Non seulement vous avez cessé de vous plaire

avec moi, mais il faut que vous preniez beaucoup sur vous pour y rester quelques moments par complaisance. Tous ceux qui vous entourent sont dans vos secrets, excepté moi, et votre seul véritable ami est exclu de votre confidence. *Je ne vous parle point de beaucoup d'autres choses...* Rien ne plaît, rien n'agrée de la part de quelqu'un qu'on n'aime pas. Voilà pourquoi, de quelque façon que je m'y prenne, tous mes soins, tous mes efforts auprès de vous sont insuffisants... Je n'aurais jamais songé à m'éloigner de vous, si vous n'aviez été la première à m'en faire la proposition, vous êtes revenue très souvent à cette idée... Tu voulais me quitter et t'éclipser, sans que je susse même où tu voulais aller !... Je vais m'absenter pour quinze jours. Si quelque accident doit terminer ma carrière, souvenez-vous en pareil cas de l'homme dont vous êtes la veuve et d'honorer sa mémoire en vous honorant... »

Ce n'est point, comme on pourrait le croire, que Rousseau fût déjà exposé à la rivalité d'un valet d'écurie. Non, il paraissait redouter plutôt les moines, et d'après un autre passage de sa lettre, Thérèse avait formé le projet de se mettre en pension dans une communauté religieuse. Voilà où en était le faux ménage, moins d'un an après l'union mystique de Bourgoin ! La séparation n'eut pas lieu ; il n'en fut plus parlé après le retour de Jean-Jacques. Bien que la force de l'habitude soit connue, on s'étonnera de l'empire qu'une femme cancanière et bornée, qui n'était même pas bonne ménagère, avait pu prendre sur un homme d'un aussi grand talent. Il faut, pour s'en rendre compte, voir avec quelle patience, avec quelle obstination tranquille Thérèse parvint à imposer ses volontés. Elle n'aimait pas la campagne, et Rousseau l'adorait ; sans discussion, et généralement sans bruit, elle réussit à le dégoûter des endroits mêmes où il se plaisait le mieux. C'était elle qui, au bout de treize mois, l'avait fait partir de Wooton ; elle qui lui avait ensuite fait quitter le château de Trye, dont les fermiers avaient fini par lui refuser les fruits et les légumes. Elle ne pouvait séjourner nulle part sans bientôt le brouiller avec tout le monde. On juge si elle devait se plaire dans le désert de Montquin ! Ce fut avec une femme de chambre de Mme de Cézarges qu'elle réussit tout d'abord à se quereller. Ce qui est surprenant, c'est que, ici comme à Wooton et à Trye, Rousseau n'ait vu que par ses yeux et qu'il ait aussitôt pris fait et

cause pour elle. Suivant Musset-Pathay, c'est qu'il la croyait par sa stupidité même à l'abri du mensonge et incapable de le tromper ; à tout ce qu'elle lui contait, il ajoutait donc une foi aveugle. Il va sans dire que le malheureux s'abusait étrangement. Thérèse, sous ses allures simples et douces, était impérieuse, rusée, et par-dessus le marché jalouse, ne souffrant aucune antre influence que la sienne. Grimm a écrit, après la mort de Jean-Jacques, que son ancien ami avait vécu « tourmenté par les tracasseries d'une femme *qui voulait être seule maîtresse de son esprit* ». Comment était-elle parvenue à son but? Que l'on se souvienne des expressions si fortes dont l'écrivain se sert pour peindre cette liaison, « *la seule consolation réelle que le ciel m'ait fait goûter dans ma misère, et qui, seule, me la rend supportable*... Cette personne si bornée et, si l'on veut, si stupide, est d'un conseil excellent dans les occasions difficiles. Souvent, en Suisse, en Angleterre, en France, *dans les catastrophes où je me trouvois, elle a vu ce que je ne voyois pas moi-même; elle m'a donné les avis les meilleurs à suivre; elle m'a tiré des dangers où je me précipitois aveuglément*... » Si l'on songe que ces lignes ont été écrites à Montquin même et par un homme sous le coup de la persécution délirante, on est amené à croire que Thérèse tenait Jean-Jacques et le gouvernait par son faible, c'est-à-dire par ses manies. Sans doute elle s'était aperçue de bonne heure du dérangement mental qui était venu affliger son vieux compagnon. Loin de le contredire — ce qui n'eût fait que l'exaspérer, — elle dut bien vite abonder dans son sens, compatir à ses maux imaginaires, s'indigner contre ses ennemis. S'étant d'abord servie de ce moyen, un peu inconsciemment, pour le calmer, elle en usa ensuite pour l'amener à ses fins et le conduire à sa guise. C'est elle qui, fort probablement, avait indiqué à Champagneux la manière dont il aurait dû conclure l'affaire Thévenin. Comment le jeune ami de Rousseau eût-il pu soupçonner les faiblesses bizarres et les complications maladives de son « grand homme »? Le maire de Bourgoin lui-même nous dévoile le mystère lorsqu'il nous dit que Rousseau « *ne tarda pas à regarder* » la femme de chambre de Mme de Cézarges « *comme une affidée de ses ennemis, chargée d'examiner sa conduite et de le retenir prisonnier chez elle, sous les apparences de la liberté* ». Qui pouvait avoir animé l'écrivain contre cette femme si ce n'est Thérèse, qui était brouillée avec elle et qui seule

approchait Jean-Jacques? C'est ainsi, en entrant dans sa manie, en flattant son délire qu'elle avait ressaisi sur le précoce vieillard (Rousseau n'avait encore que cinquante-huit ans) l'empire qu'elle ne pouvait plus exercer par les sens. Elle aiguillait ses soupçons contre les personnes qu'elle n'aimait pas et contre les lieux mêmes qu'elle voulait lui faire quitter. Si l'on approfondit ce cas de psychopathie, Thérèse apparaît comme responsable, sinon de la folie même de Rousseau, du moins de l'aggravation graduelle de cette folie.

Sans une pareille intrigue, Jean-Jacques n'aurait eu aucune raison de quitter Montquin. Non seulement, il n'y était pas mal vu, mais il avait su se faire aimer des paysans. Il faisait la charité d'une manière assez large, qui montre qu'il était alors dans l'aisance. Saint-Germain l'a vu payer à un tailleur une série de costumes qu'il avait commandés pour des pauvres. Les grangers de Montquin, qui cherchèrent plus tard à le duper, se bornèrent à dire pour leur excuse : « Ce monsieur Rousseau était si bon et si généreux !... » Mais c'est en vain que Saint-Germain s'efforça de retenir le malheureux dont il était devenu le confident, qu'il chercha à l'empêcher de reprendre sa vie errante. Thérèse avait réussi à lui rendre odieux le séjour de Montquin. L'hiver de 1769-1770 avait été très rude : le plateau de Maubec était couvert de neige et les chemins avaient été impraticables jusqu'en mai. Sans doute, la Levasseur s'était-elle juré de n'en pas passer un autre dans ce pays. Au mois d'avril, le conflit avec la femme de chambre était devenu suraigu et Rousseau écrivait à M. de Cézarges, qui l'hébergeait depuis seize mois, l'inqualifiable lettre où il l'accusait d'avoir « souffert avec tranquillité les outrages atroces que sa femme avoit reçus d'un bandit en cotillon ». On comprend par cet exemple que David Hume n'ait pas trop calomnié Rousseau lorsqu'il a prétendu que l'orgueil et la folie pouvaient le rendre « ingrat jusqu'à la férocité ».

Un mois après cette lettre, Jean-Jacques partait pour Lyon et, de là, se rendait à Paris, où il avait appris que son séjour serait désormais toléré. Il avait quitté le Dauphiné pour n'y plus revenir. La vue de ses extravagances n'y avait désillusionné aucun de ses admirateurs ni de ses adeptes. Sans doute la badauderie entrait pour beaucoup dans la curiosité qui précipitait les hommes et les femmes, souvent

du meilleur monde, sur les pas de l'étrange philosophe. Ce que l'on voulait voir, ce que l'on tenait à honneur d'accueillir, c'était l'homme célèbre. C'est à lui que la comtesse de Cézarges donne l'hospitalité, c'est lui que brûle de contempler la marquise de Pilles, femme du gouverneur de Marseille, qui, pour se rendre à Montquin, n'hésite pas à faire soixante lieues : « Ce n'était pas un homme pour elle, dit Champagneux, mais une divinité. » Mme de Genlis, plus tard, l'avouera ingénument : « Quoique je n'eusse jamais lu une ligne de ses ouvrages, j'éprouvais un grand désir de voir un homme si célèbre. »

Seule, dans l'aveuglement universel, l'Église vit clair et ne se laissa pas abuser ; seule — car peut-on compter les dénigrements intéressés et fielleux d'un rival comme Voltaire? — elle discerna du premier coup en Rousseau le négateur systématique, l'esprit faux, l'anarchiste. Qu'on se rappelle le lumineux mandement de l'archevêque de Paris contre l'*Emile* : « Du sein de l'erreur, il s'est élevé un homme plein du langage de la philosophie sans être ouvertement philosophe, esprit doué d'une multitude de connaissances qui ne l'ont pas éclairé et qui ont répandu des ténèbres dans les autres esprits ; caractère livré aux paradoxes d'opinion et de conduite, alliant la simplicité des mœurs avec le faste des pensées, le zèle des maximes antiques avec la fureur d'établir des nouveautés, l'obscurité de la retraite avec le désir d'être connu de tout le monde. On l'a vu invectiver les sciences qu'il cultivait, préconiser l'excellence de l'Évangile dont il détruisait les dogmes, peindre la beauté des vertus qu'il éteignait dans l'âme de ses lecteurs... Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'esprit d'irréligion est un esprit d'indépendance et de révolte. Et comment, en effet, ces hommes audacieux qui refusent de se soumettre à l'autorité de Dieu même, respecteraient-ils celle des rois?... Ainsi l'impiété se plaît à empoisonner les sources de la félicité publique, *en soufflant des maximes qui ne tendent qu'à produire l'anarchie et tous les malheurs qui en sont la suite.* »

Mais ce prophétique avertissement, nul n'en devait tenir compte. L'incrédulité générale des grands avait discrédité à ce point le clergé que celui-ci ne passait plus que pour *l'ennemi des lumières.* La religion elle-même n'était plus, par définition, qu'une vieille absurdité et la vénération extérieure que l'on affectait encore pour elle achevait de la perdre

dans l'esprit du peuple, qui ne voyait avec raison, dans ces hommages d'intéressés, qu'une suprême hypocrisie. Pour l'opinion entière, c'était les philosophes qui représentaient le progrès, la science, la vérité. Aussi lorsque l'Église s'avisait de dénoncer et de condamner l'un d'eux, était-elle sûre de lui faire, comme on dirait aujourd'hui, une « réclame » immense. C'est ainsi que la condamnation de Rousseau avait démesurément accru sa popularité et lui avait même valu l'auréole du martyre. Faut-il s'étonner, dès lors, que la Révolution couvât dans tous les esprits? Vingt ans ne s'écouleront pas sans qu'elle s'accomplisse.

Nous allons voir à l'œuvre les disciples de Rousseau. Suivons, dans le vaste bouleversement, les amis dauphinois du grand homme, le petit groupe qui l'a accueilli et fêté à Bourgoin. Champagneux, son chef, sans abandonner complètement sa ville natale, s'était transporté dès 1785 dans la grande cité voisine, qu'il jugeait un théâtre plus digne de ses talents; il s'était fait inscrire comme avocat à Lyon. Presque aussitôt il y avait fait la connaissance d'un couple bizarre et obscur, mais qui n'allait pas tarder à devenir célèbre. Le mari, Jean-Marie Roland de la Platière, venait d'obtenir des lettres de noblesse que sa jeune femme, la belle Manon Phlipon, était allée solliciter pour lui à Versailles. La cour lui avait accordé une autre faveur : elle l'avait nommé d'Amiens inspecteur des manufactures à Lyon, où il était à portée de ses propriétés beaujolaises. Également fanatiques de Rousseau, Champagneux et les Roland eurent tôt fait de se lier, et de la manière la plus étroite. D'ores et déjà, comme le prouve la correspondance de Mme Roland avec Bancal des Issarts, tous étaient des républicains fervents et déclarés. Le Dauphiné étant entré le premier en ébullition, Champagneux, retourné à Bourgoin en septembre 1788, s'y fit élire député aux états de la province, convoqués à Romans. Mais il n'y joua pas le rôle auquel il s'attendait; la seule distinction qui lui échut fut celle de membre de la commission des états; quant au grand mandat de député aux états généraux, s'il le brigua, ce qui est probable, il ne l'obtint pas. Revenu dès lors à Lyon, son premier soin fut de mettre la main sur la nouvelle puissance que la Révolution venait, sinon de créer, du moins de déchaîner : la presse. Associé avec les Roland et un certain Blot, il fonda un journal, *le Courrier de Lyon*, ou *Résumé*

général des révolutions de France. La citoyenne Roland, dont on connaît l'incontinence de parole et de plume, ne manqua pas d'y collaborer. Sous une feinte allure d'impartialité, cette feuille ne cessa d'exciter les esprits et de combattre les modérés, c'est-à-dire le parti constitutionnel, assez naïf pour croire que la Révolution était faite et pour prétendre en concilier les principes avec ceux de la monarchie. Champagneux et les Roland n'eurent de cesse que ce parti ne fût abattu. C'est un curieux spectacle que celui des intrigues et des manœuvres par lesquelles le trio s'empara d'abord de l'hôtel de ville de Lyon, en attendant de se hisser au pouvoir central. Il disposait déjà d'un puissant moyen d'attaque, le journal ; il en ajoute un autre qu'il crée de toutes pièces, les clubs. La sérieuse, la respectable et bourgeoise Société des Amis de la Constitution doit s'effacer devant les bouillantes « sociétés populaires », où pénètrent tous les éléments de l'action démagogique. On verra plus loin comment Champagneux défendit les promoteurs de la jacquerie dauphinoise de juillet-août 89, qui étaient presque tous ses amis. Dès le mois d'avril 1790, Roland est élu membre de la première municipalité lyonnaise, celle qui remplace le vieux consulat. Il y combat aussitôt, avec la raideur et l'intransigeance qui lui étaient propres, la majorité constitutionnelle. Tout lui est prétexte à professions de foi et celles-ci sont déjà, ouvertement, républicaines : « En qui réside la souveraineté s'écrie-t-il. Dans le peuple. Qu'est-ce que la loi? La volonté générale. Qui peut la faire? Le peuple. Il la fait dans une nation trop nombreuse pour se réunir et pour prononcer elle-même, par ses représentants librement élus. » Pendant ce temps, sa douce moitié dénonçait « la quadruple aristocratie des prêtres et des petits nobles, des gros marchands et des robins ». Elle traitait le nouveau maire, le bon Palerne de Savy, de « traître fieffé, plein des préjugés du vieux régime, de la morgue des robins, de l'insolence des gens du roi, dévot jésuitique, pleureur et tartufe... » Dès le mois de novembre 1790, ce maire et cette majorité arriérés durent faire place à de « purs patriotes » entre lesquels brillaient Roland et Champagneux. L'ancien ami de Rousseau s'était démis pour des raisons toutes matérielles de ses fonctions de rédacteur du *Courrier de Lyon;* il put donc se consacrer tout entier à son rôle municipal. Bien vite, son « civisme » et l'expérience acquise à la mairie de Bourgoin lui

valurent des emplois de confiance : d'abord président de a commission de police, puis, en septembre 1791, substitut du procureur de la commune, enfin, le 24 février 1792, procureur de la commune. Au mois de mars suivant, il se distingua par un rapport où il critiquait avec âpreté la gestion financière de l'ancien consulat.

Mais au moment où sa popularité s'affermissait à Lyon, Roland, que son ambitieuse épouse avait entraîné à Paris, venait d'y décrocher une place de... ministre ! Par l'ascension la plus fabuleuse, lorsqu'on y pense, l'« officier municipal » de Lyon, qui n'avait donné sa démission que le 28 février 1792, obtenait moins d'un mois après, le 23 mars, le portefeuille de l'Intérieur dans le ministère Dumouriez. Son premier soin fut d'appeler auprès de lui le coreligionnaire et l'ami fidèle qui, depuis trois ans, n'avait cessé de batailler à ses côtés. Champagneux fut aussitôt bombardé chef de la première division du ministère de l'Intérieur, poste qui équivalait à celui de secrétaire général. Créature de la Gironde, il la suivit bientôt dans l'adversité. Arrêté après le 31 mai 1793, il resta emprisonné tout le temps de la Terreur. Mais, après Thermidor, il fut remis en liberté et recouvra sa place. C'était un fonctionnaire habile et un homme retors. Dans une bien curieuse étude (1), le savant et regretté M. C. Perroud a raconté le vilain tour que ce Girondin joua à l'un de ses meilleurs amis, Louis Bosc d'Antiq. Après la mort tragique des époux Roland, Bosc, qui leur était, lui aussi, dévoué de longue date, avait été nommé tuteur de leur fille Eudora. Ancien soupirant de la mère, il continua d'aimer celle-ci dans sa fille. Agée de quinze ans en 1796, mais déjà grande et forte comme une femme, Eudora Roland montrait une précocité extrême et, pour tout dire, un peu alarmante. Bosc s'imagina qu'elle répondait à sa flamme et, bien qu'il eût plus que le double de son âge, il crut pouoir demander sa main. Elle la lui accorda, sans lui dire qu'elle voyait surtout là un moyen de sortir de pension. Les étranges fiancés avaient déjà fait un voyage d'accordailles, une sorte de tournée de famille lorsque Bosc s'aperçut que sa chère promise n'avait pour lui qu'un sentiment tout à fait tranquille et tiède, tel qu'une fille peut en nourrir pour son

(1) « Le Roman d'un Girondin », paru dans la *Revue du dix-huitième siècle* 1916.

père ! Cruellement déçu, car le malheureux voulait le grand amour partagé, il rompit et, au mois de juillet 1796, partit pour l'Amérique. Il confiait sa pupille à Champagneux, comptant bien que celui-ci la lui garderait jusqu'à son retour et qu'alors l'ingrate, dûment chapitrée, se laisserait enfin fléchir par une affection si constante. Ses illusions devaient être brèves. A peine était-il débarqué à Charlestown que Champagneux mariait sa douce fiancée à... son propre fils !

Malgré son adresse, que ne gênaient pas toujours les scrupules, le haut fonctionnaire de l'Intérieur subit peu après les contre-coups de la politique. Destitué en juillet 1797, aux approches de Fructidor, Champagneux se retira dans sa propriété de Bourgoin. Il obtint plus tard une place de juge à la Cour d'appel de Grenoble et mourut en 1807. Jusqu'au bout, il était resté enthousiaste de Rousseau. Ni les erreurs, ni les folies, ni les crimes de la Révolution n'avaient pu le désabuser. C'est au moment de sa retraite qu'il écrivait les mémoires auxquels nous avons fait de nombreux emprunts, et cette rédaction, il la terminait par un suprême hommage : « Voilà ce que j'avais à dire sur le plus grand homme des siècles modernes ; je ne sais pas même s'il convient d'en excepter les siècles anciens. Son savoir l'a égalé aux plus grands écrivains et il les a effacés par ses vertus. »

En revanche et par un de ces revirements qui devaient souvent se renouveler, Eudora Roland, élevée dans les principes de Jean-Jacques, entrée dans une famille où était poussé jusqu'à l'idôlâtrie le culte du grand homme, revint à la pure religion chrétienne et termina ses jours dans la plus austère dévotion. Elle était devenue l'amie et la correspondante du P. Lacordaire, de l'abbé Combalot et de Prosper Faugère, l'éditeur des *Pensées* de Pascal, qui était, du reste, un petit-neveu par alliance de Louis Bosc. L'âme de l'amoureux tuteur, resté jusqu'à la fin anticlérical farouche, et celle de l'héroïne républicaine durent sans doute frémir en se découvrant une postérité si ardemment catholique !

Mais revenons aux amis bergusiens de Rousseau. La carrière et la vie de l'officier d'artillerie Donin de Rosières, l'autre témoin de son mariage, n'ont rien offert de remarquable, si ce n'est la création d'une nombreuse progéniture. Un de ses petits-fils, Pamphile de Rosières, sous-préfet de la Tour-du-Pin, mort vers 1870, a suivi l'exemple de son aïeul : il n'a pas laissé moins de onze enfants. Parmi les autres

familiers de Jean-Jacques, M. de Beffroy admit les principes de la Révolution, bien qu'ils le privassent de sa sinécure de gouverneur de Bourgoin et n'émigra pas. Il avait, dès le début, sacrifié les titres ronflants de marquis de Beffroy de la Grange-aux-Bois et de baron d'Escanquourt. Cela ne l'empêcha point, du reste, d'être inscrit sur la liste des suspects. Mais après Thermidor, il connut de nouveau la faveur de ses concitoyens, qui le nommèrent commandant de la garde nationale...

Quant à Morel de Montcizet, le démagogue de Nivolas, il joua dès 89 le rôle auquel on pouvait s'attendre. Non seulement il excita les paysans à « fricasser » les terriers, mais, pour les y mieux décider, il se mit à leur tête. On le vit recruter dans sa commune une bande d'émeutiers qu'il dirigea lui-même sur le château de Vallin. Bientôt rejointe par une autre que conduisaient deux notaires et un prêtre, cette horde pilla le château de fond en comble et s'efforça même de le détruire. Quand la réaction se dessina, c'est-à-dire quand les bourgeois virent les paysans approcher des villes et menacer de s'y joindre à la « canaille », une lettre écrite presque en patois et conservée à la bibliothèque de Grenoble, dénonça « Mouret de Montcizat ». Imbert des Granges, délégué dans le « plat pays » par la commission intermédiaire des états pour y rétablir l'ordre, jugea le gentillâtre tellement compromis qu'il voulut l'arrêter. On ne sait par quelles dénégations ou par quelles menaces le noble dévastateur réussit à l'intimider et à éviter le châtiment, tandis que plusieurs de ses complices étaient soit pendus, soit envoyés aux galères. Champagneux, dans le *Courrier de Lyon*, vint au secours de son ami ; il représenta les poursuites comme l'œuvre des contre-révolutionnaires ! C'était de sa part une singulière audace, car l'ancien maire de Bourgoin n'ignorait pas que les deux chefs de la répression, Imbert des Granges et le chevalier de Murinais (ce dernier député aux États généraux) s'étaient montrés à Romans les plus chauds partisans des idées nouvelles. Mais le journaliste n'en soutint pas moins que les paysans étaient seuls coupables et qu'ils s'efforçaient de « se mettre à l'abri de tout reproche en inculpant les citoyens d'une plus haute classe ». « Ils font, écrivait-il, des dépositions si fortes contre eux qu'ils ont déjà déterminé des décrets de prise de corps contre plusieurs bourgeois. Cependant, *il est si connu que la première impulsion a des*

moteurs qu'assurément on ne trouve pas dans le Tiers Etat, qu'il est à craindre qu'au milieu du chaos et de l'obscurité où les premières causes de ces horreurs sont encore enveloppées, la justice ne trouve trop de coupables à punir, et que son bras vengeur ne s'égare (1). » Bref, Champagneux plaidait l'impunité. Exemple de la façon dont les Girondins ont soufflé sur l'incendie avant d'en être les victimes.

Un seul des amis de Rousseau — le seul qui fût catholique croyant et pratiquant, M. de Saint-Germain — avait échappé à la contagion révolutionnaire. Il était mort avant 89, mais son fils, appelé comme lui Claude, qui avait acquis en 1785 une charge de conseiller au Parlement de Grenoble, persévéra dans ses principes. Il émigra ou, du moins, il fut inscrit sur la liste des émigrés. Cependant, après Thermidor, il put produire des certificats attestant qu'il avait résidé d'une manière ininterrompue à Grenoble et à Lyon, du 1er avril 1792 au 19 juillet 1793 et du 13 octobre 1793 jusqu'au 3 pluviôse an III. Il fut rayé, ainsi que sa plus jeune sœur, Marie-Antoinette, alors âgée de dix-sept ans. Un arrêté du Comité de législation décida qu'il serait remis en possession de ses biens, ceux du moins qui n'auraient pas été vendus et que, pour ces derniers, il en recevrait le prix (2). Cette disposition ne fut pas exécutée car, en 1825, M. Claude Anglancier de Saint-Germain toucha encore, sur le milliard des émigrés, une indemnité de 75 547 francs. Il avait été nommé sous l'Empire juge, puis conseiller à la Cour d'appel de Lyon. Célibataire, il vivait avec sa mère, Suzanne-Dorothée de Ponat, dont la longévité fut prodigieuse, car Musset-Pathay put encore en 1825 consulter cette vénérable dame, qui avait si parfaitement connu Rousseau. Le conseiller de Saint-Germain prit sa retraite en 1824 et mourut vers 1830.

Tel fut le sort divers des amis dauphinois de Jean-Jacques pendant et après le grand cataclysme. Comme on voit, dès 1770, un état-major républicain s'était fondé à Bourgoin et la présence inespérée, les entretiens du grand homme étaient venus affermir ses principes et enflammer son zèle, qui devaient si peu tarder à se traduire en actes.

Paul Ballaguy.

(1) *Courrier de Lyon* du 15 septembre 1789

(2) Archives de l'Isère, Q 550.

Moderne Byzance [1]

Papathéodulas entre chez moi, triomphant : « Ah ! personne ne voulait nous croire, quand nous parlions de l'intransigeance des kémalistes ; eh bien ! que vos conseils d'administration se morfondent ! Ils ont misé sur le « Wrong horse ». Pendant que les négociations traînent à Lausanne, Angora, je viens de l'apprendre, a donné des ordres pour vous fixer des conditions draconiennes. Vous voilà empêtré pour de longues semaines à la recherche de vos dividendes qui se perdent dans les dédales ténébreux de la forêt de Castamouni. Ah ! ce n'est pas pour rien que Constantinople était jadis le pont aux ânes des ambassadeurs.

Allons ! laissez là vos hiéroglyphes et vos comptes amphigouriques et oubliez vos déceptions. Je vous emmène dîner à Stamboul.

— Ce soir, je dois retrouver mes collègues et discuter l'envoi d'une note collective à Angora. (En réalité, je voudrais être seul et rêver à Phrosso.)

— Vraiment ! Croyez-vous que le temps ait ici quelque valeur, Yavach ! il faut combattre l'ennemi avec ses propres armes et ne pas se presser quand on n'a pas les moyens de dicter sa volonté. Rassurez-vous, je ne vais pas vous ennuyer avec la Souleïmanié, le Vieux Sérail et la mysté-

(1) Voir *la Revue Universelle* des 15 juillet et 1er août 1924.

rieuse mosquée d'Eyoub. Je veux vous montrer notre vieux Phanar et les reliques de l'ancienne Byzance. Tout le reste n'est que pacotille ou plates imitations de notre coupole magique.

Nous dînerons dans l'antique demeure de ces Papathéodulas qui comptent parmi eux un grand logothète au temps des Comnènes. Pour la circonstance, le diadème du Moscovite veut bien nous prêter deux de ses plus délicats joyaux. Tamara Ivanowna et Vera Sebline ne sont pas de service ce soir. Elles nous tiendront compagnie... et la première jouera un peu le rôle de maîtresse de maison.

J'obéis, machinal, et un quart d'heure après nous arrivons en calèche à l'entrée du pont de Galata, au milieu d'une foule compacte, parmi des encombrements d'automobiles, de camions, de tramways et de chars à buffles. Il a plu dans la journée. Devant nous, Stamboul étale les tons lilas de ses vieux murs, le vieil argent de ses coupoles et les pinceaux noirs de ses cyprès décharnés. La Propontide miroite comme une mer d'étain en fusion et l'aile blanche d'une mouette piquée dans le ciel triste fait l'effet d'un lointain marabout de pierre au milieu des steppes désolées du Sud algérien. Des employés en longues chemises d'inquisiteurs barrent le pont et perçoivent les droits de péage.

— Les seules recettes tangibles de la Turquie nouvelle ! maugrée Papathéodulas.

Nous nous engageons dans des ruelles tortueuses et mal pavées. Une grande mosquée, celle de Suleyman le Magnifique, ami de François Ier ; une autre, celle de Selim le Féroce, conquérant du Caire, et nous voici dans un quartier de hautes maisons de bois peintes en gris, en rouge, en jaune, avec des fenêtres étroites, des portes ogivales et des balconnets couverts qui surplombent la rue. Tout cela évoque de vieux châteaux forts avec des tours de guet, des corbeaux et des mâchicoulis. C'est le quartier du Phanar qui, de toutes ses fenêtres, contemple la Corne d'or.

La voiture s'est arrêtée devant un castel rouge brique à l'allure guerrière comme ses voisins : c'est la maison familiale des Papathéodulas. Avant d'entrer, mon cicerone m'indique une lourde porte encastrée dans un pan de mur sur un terrain vague : « — Le lieu d'exécution de notre patriarche Grégoire, il y a cent ans ! » Une servante massive, dont les tresses noires sont serrées dans un fakiol, me regarde

soupçonneuse. Papathéodulas échange avec elle quelques mots en grec.

— Montons au troisième, dit-il. Les passereaux ne sont pas encore au nid. Vous verrez le panorama de la ville que les Turcs nous ont prise, il y a six cents ans.

Et Papathéodulas, tout jovial, m'entraîne sur la terrasse.

— D'ici, vous découvrez la cité qui succomba le 29 mai 1453 sous les coups des Barbares. Cette journée, néfaste pour l'Europe et sa civilisation, tout l'Occident l'ignore. Mais il n'est pas un débardeur grec sur les quais de Sirkedji, pas un cabaretier louche de Galata, pas un mendiant loqueteux de Tatavla qui n'en connaisse par le menu toutes les péripéties.

Chacun des créneaux, chacune des pierres de cette grande muraille qui serpente entre les deux mers a son histoire gravée dans nos cœurs. Au centre, cette traînée verte où flâne une buée aux tons d'améthyste, c'est la vallée du Lycus, Constantin Dragasès y avait établi son quartier général en face du camp de Mahomet II et des janissaires. En face, Topkapou, la porte de Saint-Romain, la première que franchirent les Turcs en entrant dans la ville sacrée. A droite, les restes du palais des Blachernes, à gauche, au bord de l'eau, la porte Dorée avec la Tour de marbre. Promenez-vous le long de cette immense brèche, vous y découvrirez encore les monstrueux boulets de pierre que lançaient les canons du traître Orban.

Et ici, cette Kerkoporta maudite dont la découverte par l'ennemi causa notre perte. Hélas ! le bakchich était déjà le maître à cette époque. Nous avions acheté le grand vizir Khalil pacha ; mais Mahomet II acheta les traîtres qui lui ouvrirent la poterne fatale.

Pendant que nos braves soldats repoussent l'ennemi le long des remparts, ils voient soudain les étendards des janissaires s'élever derrière eux sur les hautes tours de la porte d'Andrinople. Alors, c'est la déroute. Le courageux Justiniani est blessé à mort. Les soldats courent aux vaisseaux, la foule s'entasse dans les églises, le massacre commence, et partout, le drapeau de l'Islam au croissant de lune flotte à la place de la bannière de pourpre. Et, le 29 mai 1453, cinquante-cinquième jour du siège, Constantin Dragasès, quatorzième du nom, dernier basileus de Roum, héritier d'un empire millénaire, trouve une mort obscure

dans les ruelles de sa capitale. On reconnut le lendemain son cadavre, qui portait aux pieds les campagia aux aigles d'or.

Le sac de la ville? Vous savez si les Turcs s'entendent à mener à bien ce genre d'opérations. Tout fut pillé, détruit, souillé, jusqu'à cette ravissante Kahrié Djami et sa miraculeuse peinture attribuée à saint Luc. Châsses et reliques, gardées depuis dix siècles sont jetées aux vents. Soixante mille hommes, femmes et enfants sont égorgés. Soixante mille autres emmenés en captivité. La tête du basileus est promenée en Asie Mineure devant quarante jeunes gens et jeunes filles de l'aristocratie byzantine.

Aya Sophia elle-même est transformée en écurie et en lieu de débauches, puis, suprême offense, le Temple radieux de la souveraine Sagesse, la maison du Verbe incarné, le joyau de l'Orient médiéval, est consacré par Mahomet II au culte de l'Islam et du sabre.

Voilà ce que l'Europe a oublié. Pour l'honneur de la civilisation, il est heureux qu'un petit peuple se remémore ce désastre et consacre à son souvenir le peu d'idéalisme qui lui reste. La Grande Grèce ! La Grande Idée ! Ah ! vous n'avez pas assez de sarcasmes pour ce programme mystique. Vous oubliez que depuis cent ans, depuis la révolution du Péloponèse en 1821, tout s'est fait au nom du byzantinisme.

Mais c'est une grande force pour un peuple d'avoir son attention tendue, en dépit des années qui passent, vers un but, un seul, celui-ci — et Papathéodulas me montre la coupole d'Aya Sophia qui émerge au milieu des minarets, des dômes et des dentelles de pierre sur l'horizon de la Marmara. Regardez-la maintenant dans la nuit qui vient, on dirait un mystérieux château de fées...

Un roulement de voitures ébranle le vieux Konak. Des rires fusent en bas de l'escalier de bois. Vera Sebline et Tamara Ivanowna viennent d'arriver. Elles accrochent aux patères de l'antichambre les derniers restes des précieux oripeaux apportés de Yalta et échappés aux griffes d'Ephraïm l'Israélite et de Minakian l'Arménien : une étole de skungs, un manteau de petit gris et un manchon de renard bleu.

Papathéodulas nous conduit dans une vaste salle à manger naïvement décorée qui ressemble à ces pièces d'auberge réservées aux repas de noces et aux réunions électorales. La table est couverte de plats et de bouteilles : mezzés,

pois chiches, aubergines farcies, pistaches grillées, boulettes de riz, carafes de raki se mêlent aux hors-d'œuvre européens et aux bouteilles de bordeaux. Notre hôte a conjugué harmonieusement la cuisine indigène avec celle de nos pays. Les plats, que Phryné la servante apporte en silence, sont aussi variés qu'inattendus ; et leur apparition provoque la surprise des petites convives qui battent gentiment des mains à la vue des sorbets à la confiture de roses, des glaces bâties sur un socle de helva et des énormes grains d'ambre du tchaouch de la Marmara.

Malgré la verve de Papathéodulas, la soirée est pourtant morose. Vera Sebline m'a pris à partie.

— Vous ne venez plus nous voir? Depuis huit jours, je regarde les dîneurs à toutes les tables et j'ai chaque fois une petite déception. M. Papathéodulas, au contraire, est très ponctuel.

— Si mes visites sont rares, ne pensez pas qu'elles me soient indifférentes. J'en emporte chaque fois l'impression réconfortante qu'on éprouve à la vue de la lutte courageuse contre l'adversité.

— Tout de même, qu'avons-nous donc fait, pauvres Russes, pour être ainsi rassasiés de tribulations? Vous connaissez ces curieuses hirondelles du Bosphore qui rasent à tire d'ailes la surface des flots sans jamais se poser nulle part. D'après la légende turque ce sont des âmes de criminels. Pour expier leurs forfaits, Allah les a condamnées à errer ainsi sans repos ni trêve. Les Slaves infortunés ressemblent à ces oiseaux vagabonds. Quelles fautes ont-ils donc commises pour ne pouvoir se reposer un instant, fût-ce comme les mouettes dans l'écume neigeuse? Mais je vous ennuie avec le récit de ces infortunes, venez quand vous voudrez, j'irai avec joie bavarder avec vous de Paris et de tous ceux que j'ai connus là-bas.

Au café, Papathéodulas très gai interrompt un long aparté avec Anna Ivanowna pour narrer avec verve les péripéties du siège de Constantinople. Les deux Slaves l'écoutent impressionnées. Le nodos qui souffle avec violence de la Propontide fait craquer les ais du vieux konak comme la membrure d'un navire en détresse et donne à son récit un cadre d'épopée ; l'âme de Tamara se révèle : « Écoutez, dit-elle, on dirait les gémissements des Byzantins égorgés par les janissaires. »

Pour ma part, je ne cause guère. Un démon narquois s'amuse à dérouler devant mes yeux un film enchanté. Et je la vois, sortant de sa maison familiale rue Mekteb pour rentrer chez elle, seule et triste pendant que son mari fait la fête. La fête ! Je suis de mon côté si mélancolique que Papathéodulas me glisse au départ :

— Mon cher, qu'avez-vous? Ma parole, on vous prendrait pour un Scandinave ! Allons, réveillez-vous ! Je reste ici avec Tamara et vous laisse reconduire la comtesse Vera chez elle...

Dans la voiture qui longe la Corne d'or, Vera, très simple, m'a pris la main.

— Écoutez, dit-elle, nous étions déjà une race très sensitive, mais je crois que l'exil et les tristesses ont encore avivé nos facultés d'intuition. Je vous ai observé pendant le repas et je voyais vos pensées filer sans cesse comme de petites flèches à travers les murs du vieux konak vers une cible qui ne peut être bien loin. Non, ne protestez pas. A votre âge, on ne peut avoir qu'une préoccupation aussi intense. Laissez-moi vous envoyer ma petite icone, vous savez celle qui protège des souffrances du cœur. Elle guérit toujours. Conservez-la, je vous prie en souvenir de la pauvre comtesse Vera Sebline...

Phrosso me reçoit chez elle dans l'intimité. C'est la première fois depuis la scène du boudoir. Nous sommes dans le grand salon dont les portières sont relevées. Davidovitch et les serviteurs vont et viennent dans les pièces voisines. Je suis tenu à une attitude cérémonieuse et dois parler à voix basse. J'en fais la remarque timide.

— Oh ! Je suis contrainte à une grande réserve. On m'épie jusque chez moi et vous savez si les nouvelles se propagent vite dans notre bonne ville. Déjà, chacun sait que je vous ai reçu dans mon salon privé. Mais, dites-moi, vous continuez à vous dissiper avec mon mari et vous prenez le vieux château familial pour théâtre de vos saturnales?

— Pardonnez-moi d'avoir assisté machinal et contraint à une petite fête qui m'a beaucoup ennuyé. Mais laissez-moi m'étonner que votre mari ait cru devoir vous raconter...

— Oh ! mon mari, vous pensez, ne me dit rien. C'est Phryné la servante qui, au lendemain de chaque équipée, s'en vient me faire en secret son rapport. D'ailleurs vous

vous êtes fort bien tenu et aviez l'air tout morose, m'a-t-on confié.

— Oui, cette fête était lugubre. Mon esprit n'a cessé d'être près de vous au cours de cette soirée si longue.

— Vous avez peut-être eu tort.

— Que voulez-vous dire? Il y a quelques jours j'entendais le plus confiant des aveux et aujourd'hui...

— Je pense que je ne suis pas libre, voilà tout, que la ville entière s'occupe maintenant de mon aventure, que j'ai un mari, des enfants...

Phrosso fit une moue amusée et railleuse :

— Comprenez-le. J'ai été un peu étourdie au début, mais ici à Pera je ne puis m'exposer à la malignité publique... croyez que je vous aime toujours, mais qu'il m'est impossible de vous voir souvent.

J'écoute maintenant le plaidoyer d'une placide bourgeoise occidentale qui se montre avec ses scrupules craintifs, son honnêteté foncière et sa dignité ombrageuse. Coquetteries, invites, serments, libre abandon, tout cela est oublié et devant ma souffrance visible l'ombre d'un dédain erre sur les lèvres pincées...

Je rentre déconcerté à Pera... Mauvaise nuit ! Les horloges des dreadnoughts anglais à l'ancre dans le Bosphore ont des tintements de cloches funèbres. Le bekdji frappe en cadence son bâton ferré sur les pavés de la ruelle et un moment, il annonce un incendie en hurlant « Yanghin Var », d'une voix lamentable qui semble s'exhaler comme la plainte d'une âme.

Assis à la terrasse du jardin de Taxim, je contemple les splendeurs crépusculaires de la côte d'Asie et pour la millième fois je cherche à m'expliquer les motifs de la conduite de Phrosso. Depuis ma dernière visite son indifférence s'est avivée.

Dans les réunions mondaines, Phrosso évite tout aparté et se montre satisfaite de la détresse où m'a plongé son jeu simple mais infaillible. Je récapitule : je me suis laissé prendre à ses provocations avec la sottise du goujon qui mord à l'appât. Mes attentions ont paru d'abord profitables à sa vanité, mais quand le jeu est devenu plus serré, l'atavisme est intervenu pour montrer les dangers d'un écart de passion. Tout a été pensé, pesé, calculé, aussi

minutieusement que les lingots d'or dans la balance des ancêtres, aussi subtilement que les risques et profits d'une affaire commerciale ou d'une opération de bourse.

Dans ce froid calcul, la vertu et le cœur étaient seuls sans doute à ne pas entrer en ligne de compte ; la transaction a été jugée déficitaire, on l'a jetée alors sans souci dans la hotte des actions avariées. Orient mercantile ! politique, affaires et sentiment doivent donc toujours venir se fondre dans le creuset de ton bazarlik ! Puis je m'accuse, j'incrimine mes faiblesses, mes erreurs, mon manque de compréhension ; et je veux réagir, me délivrer du cauchemar de Chichli tout en gardant l'espoir qu'un billet m'y appellera demain...

— Vous vous livrez à des réflexions bien amères, jeune homme, devant ce décor d'apothéose où le ciel a dérobé au Titien les carnations de ses blondes pour les faire passer sous vos prunelles alanguies.

Incorrigible et familier, Fabien s'est assis à ma table.

— Dites-le-moi tout bas, vos affaires ne vont pas. Plus de calèche aux coursiers fringants devant le castel de Chichli ; Minassian, le marchand de fleurs de Galata Seraï, se plaint de ne plus recevoir vos visites. Écoutez le conseil d'un ancien dont le crâne a blanchi sous tous les cieux du monde, de la Cannebière aux quais de Melbourne et de San-Francisco. Stendhal recommande à l'amant de voyager quand son mérite diminue. Écoutez-le et venez demain avec nous faire un tour en Asie Mineure, à Angora où les chancelleries nous invitent à faire valoir nous-mêmes les droits qu'elles ne peuvent protéger. Venez ! peut-être trouverons-nous les commissaires turcs plus traitables au fond de leur antre qu'ici à Stamboul à l'orée de leur caverne... et puis là, vous verrez des Turcs, des vrais...

Fabien m'a quitté et je continue à rêver. Son conseil m'apparaît comme un remède empirique proposé à un malade dans un cas grave. Je ne vois aucun risque à en faire l'essai. La Société des Phosphates sera sûrement satisfaite de ce voyage, car les négociations se traînent sans résultat. Mon télégramme de départ semblera aux actionnaires une échappée de ciel bleu, dans l'atmosphère sombre de leurs comptes embrouillés...

J'embarque à l'appontement de Galata sur un vapeur de la Seïri Sefaïne. Départ bienfaisant. Mes soucis s'es-

tompent. La douce anesthésie des débuts de voyage m'envahit... Non, pourtant... mais c'est ma faute, il ne faut pas regarder par là, au-dessus du palais en confiserie de Dolma Baghtché.

Le temps est calme. Le meltem ne souffle pas encore et le Bosphore en se réveillant étire avec lenteur ses brumes indolentes. Des caïks passent dans le brouillard. On entend le clapotis de leurs avirons avant de voir leur coque laiteuse.

A bord, des Turcs se saluent, cérémonieux, puis s'absorbent dans la lecture de la prose incendiaire du Tevhidi Efkiar. Parfois l'un d'eux s'interrompt pour astiquer gravement ses souliers jaunes avec son mouchoir. Les Levantins modèlent leur attitude sur celle de leurs conquérants. La foule est façonnée à la touranienne ; rien du brouhaha méridional ou de la turbulence arabe. C'est la discipline et la gravité de gens du Nord.

Le vapeur double l'obélisque aquatique de la tour de Léandre, vire sur la droite et sa membrure vient grincer le long de l'appontement d'Haïdar Pacha. Devant nous, la gare du Bagdad Bahn dresse sa façade majestueuse. Chose étrange ; ce grand mur grisâtre, élevé là au seuil de l'Orient, c'est tout ce qui reste du bâtiment somptueux construit par le génie tudesque. Un dieu, féru d'allégorie, s'est avisé au cours de la guerre de faire sauter tout un train de munitions en partance pour Bagdad. Il a rasé entièrement l'intérieur de la gare monumentale en ne laissant que le décor, l'apparence, l'illusion.

Sur le quai, Fabien, l'index levé, pérore avec deux autres délégués. Il connaît l'Anatolie dans tous ses recoins et dépeint sous des couleurs sombres les tribulations qui nous attendent. Il nous invite à examiner dans notre wagon les banquettes capitonnées de velours cramoisi. En soulevant les coussins somptueux, on voit en effet une vermine noirâtre s'agiter comme des insectes sous une pierre dans la forêt. Fabien, prévoyant, dirige contre ces hôtes incommodes le tir en rafales d'un soufflet de pyrèthre et se rassied satisfait :

— Au moins nous serons à l'abri des assauts de jour, dit-il.

En face de nous, deux officiers turcs contemplent étonnés ces précautions futiles.

Le train a traversé Kadi Keui et file le long de la Marmara.

A droite, les îles des Princes émergent comme des icebergs dans l'atmosphère brouillée, et, à gauche, au milieu de la verdure, des yalis de bois blanc montrent leurs bonnes figures de chalets suisses. Puis les maisons s'espacent, les arbres deviennent plus rares et le train file au ras de l'eau.

Au large, un vaisseau de guerre somnole, défraîchi et minable comme un ponton-école. Le *Gœben!* A l'ancre dans la petite baie d'Ismidt, le croiseur songe au passé comme une ancienne vedette qui regrette l'écran : la fuite éperdue devant la flotte anglaise, l'entrée dans les Dardanelles, la canonnade d'Odessa, les sorties en mer Noire et en Égée... Bien loin, tout cela !

Dans le golfe, dorment les vapeurs moites et à la surface de l'eau polie, de petites barques vont et viennent, comme des araignées d'eau sur un étang. La petite ville d'Ismidt, blottie au fond de l'anse, étale sous de grands arbres ses masures branlantes et ses échoppes tristes. Des colporteurs en tenue de marchands de nougat, courent le long des wagons avec de grands plats de fer où s'étalent le blanc crémeux du yoghourt et la chair sanglante des pastèques. Des gamins curieux nous contemplent. De gros paquets noirs entrent en silence dans le wagon réservé aux femmes turques, et au passage à niveau, un patriarche à barbe blanche conduit un chariot dont les essieux mal graissés glapissent comme un chien battu. En face de la gare : un petit café. Des bourgeois placides, les yeux mi-clos, écoutent le tchibouk aux lèvres une mélopée traînante que psalmodie un chanteur nasillard. On ne voit remuer ni un trait de leur visage ni un pli de leur stambouline.

— Cadre bucolique, n'est-ce pas? questionne Fabien. Pourtant un sombre drame s'est déroulé ici il y a deux mois. Cette eau orientale qui dort mérite la méfiance de notre vieux proverbe. Secouée par la vague de fond du fanatisme, elle a des réveils sinistres.

Sur cette place paisible, au lendemain de la victoire de Smyrne on amena un journaliste de Constantinople, Ali Kemal, cueilli en plein cercle d'Orient par les kémalistes sous le nez de la police anglaise, et ces bourgeois et hommes du peuple, qui vous paraissent si candides avec leurs chars à bœufs et leurs calumets de paix, se muèrent soudain en bêtes féroces. Le malheureux, coupable de délits de presse et d'opposition au gouvernement nationaliste, fut abattu à

coups de pierres et de matraques, et finalement pendu avec une lenteur satanique à ce gros platane qui semble bénir la ville endormie. Excitée par le sang, la foule mit en outre à mal une centaine de Grecs qui fuyaient éperdus par les rues tortueuses.

Notre train se remet en route. Il quitte la Marmara pour escalader le plateau anatolien en suivant une étroite vallée couverte de chênes verts, de vignes et de mûriers. La locomotive poussive halète bruyamment et finit par s'arrêter avec des râles et des hoquets lamentables.

Il nous faut attendre l'arrivée d'une machine de renfort demandée d'urgence à Ismidt. Nous descendons du train. Des équipes de prisonniers grecs en haillons sont là occupés à réparer la voie. Une vingtaine de grands gaillards bardés de cuir, hérissés de carabines, de revolvers, de jumelles, de cartouchières et de couteaux les surveillent, l'œil tragique.

Les bachi-bouzouks ! explique notre guide. A les voir, je suis chaque fois joyeux ; des souvenirs de jeunesse me traversent l'esprit et j'évoque ces scènes de brigands qui m'impressionnaient si fort jadis quand on m'emmenait voir un mélodrame. Dans la Turquie banale qui se crée aujourdhui au contact de l'Occident, ces personnages sont les derniers restes d'un pittoresque passé, les fils spirituels de ces janissaires qui firent durant trois siècles trembler l'Europe.

Vous savez comment se recrutaient ces soldats de choix. Une sorte de sergent racoleur passait tous les ans dans les villages chrétiens soumis aux Turcs et raflait les plus vigoureux garçonnets de chaque famille. Cette coutume portait un nom poétique, on l'appelait le « devchurmé » ou cueillette. L'enfant ainsi racolé était expédié loin des siens dans un camp où on commençait par le baptiser à la musulmane ; puis, on le soumettait à un régime sévère de maniement d'armes et de coups de trique. On l'instruisait de ses devoirs envers l'Islam et son Padishah et comme récompense, on l'autorisait à participer de temps à autre à la curée d'un village désobéissant. Cela lui donnait un avant-goût savoureux des plaisirs de la guerre. Après une dizaine d'années de ce régime, le nouveau musulman avait complètement oublié les siens, et on pouvait le laisser aller, sans crainte d'évasion ; son éducation était achevée. Il n'avait d'autre

famille que son régiment, d'autre ambition que celle de tuer proprement son prochain.

Mais ce bon régime, qui permit au Turc astucieux d'effectuer presque toutes ses conquètes, eut une fin.

Les peuples soumis prirent conscience de leur nationalité et s'avisèrent un beau jour de protester contre la cueillette de leur progéniture. L'ère de la décadence ottomane commença. Il fallut recourir à des succédanés pour se procurer le matériel humain nécessaire. Ce furent les bachi-bouzouks.

La Porte recrute alors ses nouveaux soldats parmi les musulmans de tous pays qui refluent sur son territoire à mesure que ses domaines se rétrécissent en Europe centrale, dans les Balkans et au Caucase. Elle enrégimente des Circassiens comme ce grand escogriffe au turban noué à l'indienne, des Pomaks, comme ce gros à nuque épaisse qui ressemble à feu Stambouliski et un tas de sangs mêlés analogues à ce nervi au talpak en accordéon et aux cheveux en accroche-cœur dont les spécimens pullulent en Méditerranée orientale aussi nombreux que les dauphins en Marmara. Ces brigands sont unis par un trait commun : le courage, et guidés par une même passion : le pillage. Ce sont de parfaits combattants et surtout d'excellents exécuteurs de hautes œuvres. Au début, les affaires des nationalistes n'allaient pas très fort en Asie Mineure, mais les bachi-bouzouks eurent tôt fait de mettre à la raison les villageois récalcitrants. Ah ! la vie humaine a à peu près la valeur d'une chiquenaude aux yeux de ces gaillards. Chacun d'eux a sur la conscience plus de meurtres qu'il n'a vécu de lustres. Voyez comme ils nous regardent. Un signe ! et ils nous expédieraient sans déplaisir dans la géhenne où Allah abreuve de poix bouillante les mécréants.

La machine de renfort est enfin arrivée. Cahin-caha, encadré de ses deux locomotives, le convoi finit par gravir la pente abrupte et nous voici sur le plateau d'Anatolie. Pas un arbre, à peine de loin en loin un cours d'eau bourbeux et un village chétif.

— Quoi ! c'est là cette Asie Mineure qui paraît si riante vue de la mer avec ses forêts ombreuses, ses vergers florissants et ses moissons dorées.

— Eh ! oui, cette agréable façade, comme le reste, masque le vide. Nous voici derrière le décor et nos désillusions sont

plus amères que derrière la scène d'un petit théâtre de province. Cette riante ceinture de mûriers, de vignobles et de pamplemousse n'enguirlande pas le corps jeune et charmant de quelque dieu de l'Olympe. Elle sert de parure à un sarcophage. Cappadoce, Galatie, Caramanie tous ces noms aimables qui tintaient jadis à nos oreilles de lycéens représentent des déserts ou peu s'en faut ; les oasis de verdure y sont rares, peureusement blotties au coin d'un vallon et oubliées des chèvres que le pasteur touranien promène depuis six cents ans d'une mer à l'autre, la cognée à la main. Les Grecs qui viennent d'être expulsés par Angora habitaient tous la zone fortunée, celle qui regarde la mer, et je me suis toujours demandé si le contraste saisissant entre le pays côtier et l'intérieur était une cause ou un effet de la présence des chrétiens.

Le crépuscule en tombant sur la campagne anatolienne apporte un peu d'animation au paysage désolé qui continue à dérouler son film ennuyeux aux fenêtres du wagon. Nous sommes à Eski Chehir, le principal embranchement de chemins de fer de l'Asie Mineure.

Sur une voie de garage un train, étroitement surveillé par des gendarmes turcs le fusil au poing, attire notre attention. De grosses faces camuses apparaissent aux portières des wagons cadenassés.

— Des détenus sans doute?

— Non, certes. C'est un bataillon de recrues que l'on expédie en Thrace rejoindre son régiment. Ah ! vous pensiez, sur la foi d'auteurs candides, que le Turc n'aimait qu'à se battre à tort et à travers. C'était peut-être vrai autrefois quand il y avait des Turcs. Aujourd'hui je parle sans paradoxe : il n'y en a plus. Depuis douze ans que le pays est en guerre, la population mâle des villages d'Asie Mineure a positivement disparu. Promenez-vous dans la campagne autour d'ici et comptez les adultes que vous rencontrerez ; un peut-être sur trente femmes, enfants et vieillards. Sur six millions de Touraniens en Anatolie il n'y en a pas deux cent mille en état de porter les armes. Et vous pensez que ces rescapés des tueries des Balkans, des Dardanelles et du Caucase ne sont pas pressés de retourner à l'abattoir. De ce bataillon, un tiers peut-être arrivera à destination et une bonne moitié du reste s'em-

pressera de détaler à la première occasion favorable. Parmi ces jeunes lions encagés, il en est qui ont été déjà rattrapés cinq ou six fois. On a beau pendre, fusiller et donner la bastonnade, la désertion continue.

— Alors, cette force turque qui a épouvanté l'Occident de Moudania à Lausanne, ce cyclone nationaliste qui a fait bleuir nos ongles comme ceux des matelots happés par le tourbillon?

— Une illusion comme ce que vous avez vu et verrez encore. Illusion qui restera un des émerveillements de l'histoire, une tempête dans une de ces tasses à café minuscules que vous dégustez chez Tokatlian.

— Pourtant, il y a des faits depuis l'armistice ; la lutte contre nos troupes en Cilicie, la conquête de l'Arménie par Karabékir, la guerre dans l'Irak et la déconfiture de l'armée grecque.

— Tout cela, c'est l'œuvre d'officiers assurément très patriotes et surtout de ces quarante mille bachi-bouzouks dont vous avez aperçu ce matin les échantillons décoratifs. Avec leurs poignards damasquinés et leurs costumes d'opérette, ils défilent comme des figurants sous les yeux de l'Occident ému et leur mobilité supplée à leur nombre. On les voit un jour entrer en scène par la porte du Caucase et sortir par celle de Cilicie, réapparaître à Smyrne pour s'évanouir en Thrace. Las de parades et de drames sanglants, le spectateur européen se laisse impressionner, comme un enfant au Châtelet, par la galopade sonore des petits chevaux tartares sur le plancher de l'Asie Mineure et devant cet épouvantail il fait lâcher prise aux Grecs, rétablit les Osmanlis sur son propre sol et permet aux vaincus d'hier d'être les vainqueurs d'aujourd'hui. Bel effet, en vérité, du mirage d'Orient !

Dans la nuit, une succession de manœuvres et de coups de sifflet achèvent de nous enlever le peu de sommeil que nous laisse la vermine des coussins de velours. Durant une heure, notre wagon est promené d'une extrémité du quai à l'autre. Il y a des arrêts brusques, des départs sournois, des chocs inopinés contre des rames oubliées depuis l'armistice. Il paraît qu'un personnel turc s'exerce à remplacer les employés grecs et arméniens congédiés. Enfin, au petit jour, la trépidation devient plus régulière. Nous sommes aiguillés sur l'embranchement d'Angora.

Un officier d'état-major a pris place dans notre compartiment. Il a une bonne mine réjouie, des paupières lourdes, des pommettes saillantes de Kalmouk. Son talpak trop grand trace autour de son crâne épais une curieuse auréolr de fourrure frisée. Cérémonieux, il se présente à l'allemande avec un salut saccadé : Miraleï Kadribey, de l'état-majoe de Son Excellence le général Kiazim Kara-Bekir.

— Kara-Bekir, votre chef, est bien le conquérant de l'Arménie, monsieur le colonel?

L'officier fait un signe d'assentiment avec le sourire naïf d'un enfant qui reçoit un bon point ; puis, enhardi par la cordialité de Fabien, il nous confie en bon français son admiration pour ce fameux projet Chester qui doit en un tournemain rajeunir l'Asie Mineure et faire du pays une succursale de l'État de New-York avec des villes-champignons, des gratte-ciel, des gares monumentales et des mosquées esthétiques. — Nous sommes un grand État militaire, dit-il, du ton le plus naturel du monde, nous voulons à l'exemple de nos cousins japonais devenir aussi un grand pays industriel.

Il accepte avec bonne grâce de partager notre déjeuner et au dessert son imagination se donne libre cours grâce au bourgogne que Fabien porte dans ses fontes au mépris du régime sec. Il nous confie ses ambitions : être nommé vali et gouverner une province florissante du fond d'un palais moderne dont ses yeux qui papillotent perçoivent déjà la toiture miroitante dans les brouillards de la steppe caillouteuse.

Je reste songeur jusqu'à la fin du jour où l'apparition d'une tache blanche à l'horizon me tire de ma rêverie : Angora est en vue.

Je me penche à la portière avec avidité. Mais, implacable, Fabien me confie à voix basse : « Ne vous pressez pas tant de contempler la cité célèbre. Votre désillusion dépassera ici les limites assignées d'ordinaire à l'entendement occidental. »

A notre arrivée, la gare est à peu près vide. Deux gendarmes arpentent les quais d'un pas traînant et trois gamins en savates viennent prendre nos bagages. Le chasseur du buffet nous regarde sur le pas de sa porte. Il porte un fez incolore, une chemise sans cravate, une grosse ceinture qui retient son pantalon effiloché. Des femmes armé-

niennes très pâles sous leur fakiol nous proposent humblement des châles et des dentelles en tiftik ; et, sous un acacia, un gros député en complet à carreaux tient un long discours à trois mollahs enturbannés qui l'écoutent avec les yeux ronds du troupier à la théorie.

— Mauvaise nouvelle ! annonce Fabien qui vient d'aller aux renseignements : les auberges et caravansérails du rempart de l'Islam sont bondés comme les vapeurs de la Seïri Sefaïne un jour de fête et les bâtiments de la gare servent à loger l'état-major et les ministres kémalistes ; le commissaire à l'Intérieur ne peut mettre à notre disposition qu'un wagon de marchandises devant les hangars.

Nous allons visiter notre roulotte. Tout près, des délégués anglais pratiques ont dressé leur tente et se livrent aux douceurs du camping. Un grand diable roux procède à ses ablutions et un boy indigène lance à toute volée des seaux d'eau fraîche sur son torse nu.

Notre dortoir installé, nous montons en ville. A gauche, au bord de la route, un pavillon bizarre. Des piliers de maçonnerie séparés par des arcs en plein cintre supportent une série de toitures emboîtées les unes sur les autres comme la carapace d'nue tortue. On reconnaît sans peine le goût tudesque appliqué aux constructions coloniales.

— Recueillez-vous, messieurs, dit Fabien, vous êtes en face du Palais-Bourbon turc, du local qui depuis cinq ans abrite la grande assemblée d'Angora. C'est un symbole que je respecte, tout en regrettant son esthétique.

Quelques arbustes poussiéreux s'étiolent le long des fossés. A gauche, une maison calcinée, à droite, un jardinet, et l'ancienne Ancyre étale l'amphithéâtre de ses maisons basses et de ses grandes ruines calcinées. Une ruelle en colimaçon passe au milieu de décombres noirâtres et conduit au sommet de la ville. De là, on découvre la campagne désolée et sans fin. Au fond d'un cañon minuscule, seul, un petit cours d'eau dessine un liséré blanchâtre parmi les masses sombres. De-ci de-là, encore des ruines au sommet de mamelons grisâtres, et tout près, un vieux château fort dont les brèches béantes s'ouvrent sur une nouvelle échappée d'horizon morose. Nous sommes au milieu de cases d'argile qu'on distingue à peine dans les creux de rochers. Des Turcs vivent là presque en troglodytes. De bonnes faces rougeaudes nous regardent et au bord d'une fontaine deux

gamins sont grimpés sur un lion de marbre oublié là depuis Darius.

Nous sommes en plein Ramadan. Les gargotiers turcs ne donnent pas à déjeuner en plein jour, même aux mécréants ; je n'ai pourtant nulle envie de jeûner. Redescendons vers la gare en quête d'une auberge discrète.

— Bonjour, messieurs !

C'est le colonel Cadri bey, qui sort de l'état-major, et nous rejoint à pas pressés.

Mais de la gare un tourbillon de poussière grandit rapidement ; quatre cavaliers arrivent dans un nuage jaunâtre. « Le pacha ! » nous crie Cadri bey immobile dans un impressionnant garde à vous. Nous nous découvrons et j'ai à peine le temps de voir deux yeux d'acier sous un kalpak marron ; le premier cavalier est passé en nous regardant bien en face. Il nous a rendu un salut très rêche, mais près de lui une amazone à califourchon sur un syrien bai cerise, a souri en inclinant sa cravache. Elle est charmante et il semble qu'un peu de sa grâce erre encore dans les traînes vaporeuses de son tcharchaff. Derrière le couple, deux gendarmes en kaki, roides sur leurs rênes, s'efforcent d'inculquer à leurs montures ardentes le sens de la hiérarchie et de la distance.

— Vous venez de voir un des plus grands capitaines du siècle, nous dit Cadri bey d'un ton pénétré, le ghazi Mustapha Kemal pacha et sa jeune épouse.

Fabien ajoute à cet éloge concret quelques propos auxquels l'officier paraît sensible, puis tout aussitôt le prend à part avec lui l'aparté interrompu. Au bout d'un moment il accourt joyeux.

— Suivons notre guide, dit-il, l'Orient mystérieux va une fois de plus laisser tomber ses voiles et nous permettre de déjeuner en carême.

Dans un jardinet analogue à ceux des guinguettes de la banlieue parisienne, des acacias anémiques dissimulent une grande baraque en bois noir qui fait penser aux cantonnements de repos durant la guerre. Ce bâtiment rustique est tout ensemble le cinéma, le théâtre et le restaurant select de la ville d'Angora.

En temps ordinaire, les députés de la Grande Assemblée y prennent leur repas et pendant qu'ils savourent les pilaffs onctueux et les kebabs croustillants, ils peuvent

s'attendrir devant les malheurs d'une héroïne de Los Angeles ou la vaillance des petits « Mehmeds » qui chargent sur la scène au milieu d'un brouhaha de cris et de coups de feu.

Aujourd'hui, la salle est vide comme il convient en Ramadan. Il y règne ce silence particulier aux cathédrales en dehors des heures d'office ; et, deux pieux mollahs, assis devant une table vide, contemplent tristement une gargoulette qui se balance au-dessus de leurs têtes comme un hameçon tentateur. Ils pensent que le jour est brûlant, l'eau limpide comme la source du Selsebil en paradis, mais qu'hélas ! de longues heures s'écouleront encore avant que leur gorge desséchée puisse subir sans péché le bienfaisant contact du liquide glacé.

— Suivez-nous, dit Fabien et à dix pas de distance, comme à l'assaut.

Cadri bey marche en tête et, derrière lui, nous rasons les murs, l'air indifférent. Quelques marches de bois, une petite porte et nous sommes dans les coulisses du théâtre parmi de grands décors poussiéreux. Une porte encore, et, ô surprise ! sur la scène fermée par un épais rideau, nous voici en plein restaurant, au milieu des députés kémalistes qui dégustent sans mot dire du mouton rissolé à la broche et du kaïmak tout blanc saupoudré de cannelle. Des garçons vont et viennent silencieux, seuls les assiettes et les couverts font entendre un tintement discret dont Fabien clignant de l'œil apprécie l'harmonie.

— Hein ! qu'en dites-vous? dit-il en s'asseyant lorsque Cadri bey s'est éloigné. Toujours la façade et les coulisses. Le Janus oriental montre rarement d'une façon si concrète ses deux visages. Par devant, ces deux mollahs, défenseurs vigilants de la loi musulmane, symboles d'un pays austère et régénéré ; par derrière, ces députés qui font ripaille sans souci de la géhenne qui les attend.

Tenez, belle occasion pour examiner messieurs les parlementaires ! Observez leurs physionomies. Dans ce pays paradoxal il n'y a peut-être pas un vrai Turc parmi les dirigeants, comme parmi les bachi-bouzouks. Cet élégant effendi au teint mat qui en temps ordinaire promène son monocle et ses guêtres blanches du Taxim au Summer Palace, et ce blond à carrure d'athlète et cet autre grêlé au nez crochu, ont-ils un trait de ressemblance avec ces petits bonhommes

à tête ronde et aux jambes arquées qui s'en vinrent à Paris avec Attila et en Anatolie avec Erthogrul? Il y a belle lurette que leurs veines ne charrient plus une goutte de sang jaune.

Ce n'est pas sans résultat que durant six siècles les galants corsaires barbaresques ont été cueillir les plus belles roses des côtes de Provence, de Sicile et d'Espagne pour orner la porte de la félicité dans les privés du Grand Seigneur; en même temps l'Afrique envoyait ses négresses au corps frais, le Caucase ses Géorgiennes aux yeux d'amande verte, et l'Arabie ses Syriennes au teint de yohgourt; et par le jeu des conversions en masse, des torrents grecs, arméniens, israélites, bosniaques, épirotes se déversaient à flots dans le minuscule ruisselet osmanli. A la suite de ces innombrables greffons, il ne subsiste rien de l'arbre d'Othman primitif.

— Ainsi, ces Turcs ne diffèrent pas des Levantins. Ils ont mêmes origines disparates, mais les uns sont musulmans et les autres chrétiens. Et si, les uns, malgré leurs tares criantes, jouissent de qualités dont les autres sont dépourvus, instincts chevaleresques, noblesse d'âme, générosité, cela tient à une cause bien simple : les premiers sont les maîtres, les seconds les esclaves. Ceux-là sont rompus à la pratique des armes, ceux-ci au maniement des écus. On s'en rend mieux compte ici à la lumière crue de cieux étincelants : l'or avilit ceux qui le touchent et l'acier retrempe les caractères, n'en déplaise aux pacifistes !

Youssouf Loutfi bey est un gros homme aux yeux tout bleus, à la lippe charnue, à l'encolure épaisse comme celle des buffles de son village natal, un chef-lieu de canton perdu du côté de Vodena dans les Balkans. A le voir, on évoque le belluaire romain, le champion de lutte classique, le type d'athlète qui faisait dire à nos pères : fort comme un Turc. Pourtant, bizarrerie du sort oriental ! Youssouf Loutfi bey ne connaît rien aux sports et à la levée des poids. C'est un homme de chiffres. Sa compétence financière est même si appréciée, qu'on l'a choisi entre tous pour tenir tête aux souples et rusés concessionnaires de l'Occident.

Aux becs et ongles acérés de leurs arguments juridiques et de leurs équations savantes, il se contente le plus souvent d'opposer un silence tenace que ponctue la lourdeur de ses poings massifs posés sur la table comme les étais de ses

convictions ; et les muscles de sa face se contractent à peine quand il daigne conclure par la formule favorite : « J'en parlerai à mon gouvernement. »

Mais parfois aussi, Youssouf Lutfi bey a des accès de colère impressionnants. Alors il redresse sa nuque puissante comme un lion qui secoue sa crinière avant de charger, et d'une apostrophe véhemente cloue sur place l'interrupteur imprudent. Sa logique est irréfutable : une fois, un délégué lui a demandé à conserver dans son entreprise des techniciens étrangers en objectant qu'on ne trouvait pas de spécialistes parmi les Turcs.

— Que voulez-vous insinuer, monsieur? a-t-il répliqué, la Turquie est la première nation du monde puisqu'elle vient de dicter à tous ses volontés à Lausanne.

Une autre fois il a riposté à nos propositions par un contre-projet dans lequel l'addition des livres-or et papier composait un mélange aimable et digne de la Macédoine, son propre pays. Comme l'un de nous émettait une timide objection, il a eu ce mot tranchant comme un cimeterre :

— Le papier turc, monsieur, c'est comme de l'or.

C'est que le chauvinisme de Youssouf est ardent. Pour l'exaspérer, il suffit de peu. Grec ! à ce mot seul, il contracte la mâchoire et fonce tête baissée comme un taureau sous les passes de muleta. Ah ! non, le président ne les aime pas, les Grecs ! et s'il ne tenait qu'à lui on n'en aurait pas laissé un seul humer tranquille l'air du Bosphore. Avec cela, incorruptible comme Robespierre et rebelle à tous les arguments qu'admettaient si bien jadis les vizirs de la Porte ottomane. Son rude visage de comitadji balkanique est comme l'emblème de la Turquie régénérée et nul ne se sent l'audace de déchaîner le courroux de ses sourcils broussailleux par des allusions cauteleuses à des possibilités de *combinazione.*

Avec ce président intraitable, les négociations se bornent à l'abandon successif de nos droits et intérêts. Chaque semaine marque de notre part une capitulation nouvelle ; les délégués déconfits voient s'évanouir un à un les rêves de leurs dividendes. De Paris, les conseils d'administration fulminent, mais leurs imprécations se heurtent comme nos demandes à un mur d'airain.

— Allons, dit Fabien, il va falloir boucler nos malles et repartir après avoir peu demandé et n'avoir rien reçu. Prenez

donc les devants... Pendant que nous essaierons de nous dépêtrer encore une fois de la toile d'araignée tissée par Youssouf, vous nous écrirez ce qu'on pense à Stamboul et à Paris.

Son conseil m'apparaît plein de judicieuse intuition. Deux mois de pourparlers stériles nécessitent des explications détaillées que l'insidieuse censure kémaliste ne permet pas de fournir par écrit. Il m'est indispensable d'exposer sans entraves la situation qui nous est faite ici ! Oui ! il faut partir le plus vite possible pour Constantinople... et de là regagner Paris.

La première idée me rend tout joyeux ; mais il me semble que tous mes nerfs se déchirent à la deuxième. Pourtant il y a l'intérêt de ma société ; bah ! soyons franc, au fond de moi-même, de quel poids pèse-t-il dans ma décision? Durant ces soixante jours je n'ai eu qu'un souci, qu'une pensée : Phrosso ! et l'idée de la revoir est le vrai prétexte à ce retour anticipé ; oui, la revoir et, si rien n'est changé, partir cette fois bien vite et regagner mon pays.

Elle ! Chaque jour j'ai guetté l'arrivée de l'express poussif qui arrivait d'Haïdar Pacha et j'ai été moi-même prendre le courrier des délégués. Deux fois seulement des cartes avec le timbre de Stamboul m'ont fait tressaillir : Papathéodulas me donnait quelques conseils en termes sibyllins sur l'art de gérer mes affaires et m'envoyait le bon souvenir de sa femme.

Me voici de nouveau dans la gare d'Haïdar Pacha. Les huit semaines passées en Anatolie se sont évaporées sans laisser de trace. Je suis joyeux, sourdement joyeux comme on l'est malgré tous les déboires quand on se rapproche de l'être aimé.

Papathéodulas est là sur le quai. Il a appris mon retour et vient, obligeant, me chercher en vedette. Il me serre les deux mains presque ému.

— Ah ! cher ami, que de nouvelles en votre absence. D'abord le Moscovite : Tamara va bien, mais cette pauvre comtesse Vera Sebline... morte ! il y a une semaine. Oh ! rassurez-vous ! Pas de drame. Elle s'est fanée comme tant d'autres de ces plantes du Nord qui ne supportent pas la moisissure des soupentes de Pera. Essuyer des assiettes, quand on a pendant vingt ans été adulée d'une famille, emmitouflée de zibeline et soignée par dix femmes de

chambre, cela va bien un temps, mais le frêle organisme tendu à l'excès se détraque un beau jour et on n'est plus qu'une petite figure très pâle, aux lèvres tristes, aux joues blanches marbrées de légères veines bleues, au milieu d'une couronne de fleurs dans un lourd cercueil de chêne exposé grand ouvert devant la chapelle russe de Nichantache.

Je fus à l'enterrement. Velib Effendi s'est montré gentilhomme jusqu'à la fin. Il a versé les cinq cents livres que cherchait la famille pour embaumer le corps, suivant l'usage, et il a même donné un secours à la mère et aux cousines.

La politique? Là aussi beaucoup de nouveau. L'Europe a décidément abandonné la partie à Lausanne. Après quatre ans de cauchemar, l'Occident a peur des fantômes. C'est normal. Mais nous qui restons ici, il a fallu changer nos batteries. J'étais germanophile durant la guerre, on me l'a assez reproché. Dès l'arrivée des Alliés, je me suis révélé enragé venizeliste et maintenant... eh bien! je viens au nom des Grecs ottomans d'envoyer une adresse de félicitations à Mustapha Kemal et mes compatriotes me présentent aux élections... Jugez tout cela au nom de la saine morale. Oui, blâmez-moi et faites appel au vocabulaire usuel en pareil cas : manque de scrupules, duplicité, réalisme, etc... C'est entendu! mais mettez-vous à notre place. *Primum vivere*... Sans leur souplesse, il y a beau temps que, laissés sous la férule turque, les Grecs ottomans auraient cessé d'exister.

Et vos affaires? Ça ne marche pas fort à Angora. Hein! quelle déconfiture! Heureusement, j'ai pu dire un mot de vous à un vieux camarade qui jouit d'une certaine influence là-bas.

— Je pensais que le chauvinisme des kémalistes...

Papathéodulas s'esclaffa.

— Allons, rappelez-vous mes paroles dans l'Orient-Express et lisez les dernières lignes de cette épître confidentielle.

Je lis : « Sur votre recommandation le contrat de concession de la Société des Phosphates de Castamouni sera maintenu, ses clauses seront seulement mises en conformité des conditions économiques nouvelles. Dès la signature de la paix, un arrangement à l'amiable permettra de régler les points de détails. Je m'y engage. De mon côté, je vous

remercie de votre intervention dans l'affaire de la Seïri Sefaïne. Il demeure entendu que les jetons de présence seront calculés au cours du sterling... Votre affectionné... Youssouf Loutfi. »

— Croyez à ma gratitude sincère pour cette recommandation à laquelle je ne m'attendais guère. Elle a eu plus d'effet que deux mois de palabres ; mais quoi, Youssouf Loutfi...

— Bah ! un Oriental comme moi. Nous parlons la même langue. Quant à vos remerciements, à charge de revanche, cher ami. Nous serons peut-être appelés à collaborer ensemble.

— Mais je compte partir demain, mettre Paris au courant de mes tractations et lui donner maintenant la bonne nouvelle de l'accord imminent.

— Vous avez tout le temps. Il ne faut pas se presser dans ce pays, l'atmosphère financière est diffuse, la mise au point n'est jamais nette. Enfin ! à votre gré. Mais ma femme sera désolée de votre départ subit.

— J'irai prendre congé de Mme Papathéodulas demain dans l'après-midi.

— Bon ! et nous déjeunerons ensemble au cercle d'Orient demain matin. J'y réunis les extrémistes d'Angora avec qui j'ai partie liée en vue de ma future élection. Curieuse époque, mon cher ! la paix vient d'être signée, n'est-ce pas? Eh bien ! si l'incendie n'éclate pas avant cinq ans en Orient avec les flammèches laissées allumées sous le tas de fagots des Balkans, c'est que je ne connais pas mon pays, foi de Papathéodulas !

Neuf heures du soir. J'ai dîné seul chez moi et je viens de renvoyer Selim, le fidèle Albanais qui m'a accompagné au cours de ma tournée. Je classe ma correspondance. Pas une lettre d'elle n'est arrivée en mon absence. C'est l'oubli absolu et c'est la fin... J'embarquerai demain. L'Orient-Express est vide. Inutile de retenir sa place et, deux heures avant mon départ, j'irai lui dire adieu... Si pourtant je retrouvais l'abandon des premiers jours?

Encore le téléphone ! Je crois rêver en prenant l'écouteur et le sang me bat aux tempes... C'est Phrosso qui me parle.

— C'est très mal de partir si vite pour Paris. Vous êtes seul et faites vos malles? Si sage un jour d'arrivée et une

veille de départ ! Mes compliments ! Puis-je vous confier une commission pour la France? Le messager vous l'apportera tout à l'heure ; en attendant, à demain pour un dernier *five o'clock*.

Les derniers mots s'envolent en emportant ma joie et mon émotion et je réfléchis. Une commission pour Paris ! suprême ironie ! mon petit roman se clôt par une mise à contribution bien levantine. Une grosse potiche à porter à la main, ou un soumak précieux à passer en fraude ! Sans cela je partais encore sans un mot de regret.

Neuf heures trente. On sonne. Déjà le commissionnaire ! Selim n'est pas là. Je vais moi-même ouvrir la porte. Mais au lieu du Monténégrin et de son paquet, j'entrevois une forme très svelte dans la pénombre du corridor. Chut !... Voilée comme les hanoums d'Asie Mineure, une jeune femme entre impérieusement dans l'antichambre et s'effondre sur le divan du salon ! Cette fois je crois bien être halluciné, car c'est elle, Phrosso, rouge, essoufflée, balbutiante.

— Regardez, je vous prie, par la fenêtre, je crains que le bekdji ne m'ait vue entrer. Oh ! le courage n'est pas notre vertu principale. Vous le savez. J'ai cru défaillir en montant votre escalier. Bien certain ! au moins? Personne chez vous?

Je la rassure en l'aidant à relever son voile. Ses mains sont glacées. Elle tremble et se met à rire, nerveuse.

— Oh ! ce Péra est si détestable, monsieur le réalisateur impérieux, qui exigez ce qui vous paraît facile.

— Mais non, Phrosso ! mais comprenez mes doutes, mon émotion, ma douleur après votre inexplicable changement d'attitude, après vos coquetteries décevantes. En ces deux mois de voyage, j'ai vécu cent fois par jour la scène où j'ai cru toucher au bonheur. Vos moindres paroles de cette soirée, je les ai criées aux roseaux d'Asie Mineure comme le barbier du roi Midas ; et comme un enfant, dans la nuit claire, j'ai formé un vœu, un seul à chaque trait de feu dans le ciel. Et ici, avant mon départ ; vous connaissez cette colline d'Anatolie Kavak où est enseveli ce bon géant qui passe pour exaucer les désirs de ses visiteurs. Eh bien ! comme un hammal naïf, j'ai accompli ce pèlerinage et accroché suivant les rites un bout d'étoffe à l'acacia emmailloté de chiffons. Maintenant, je crois à la télépathie, aux sortilèges, aux étoiles filantes, au Bon Géant, à tout, puisque mon vœu est accompli et que vous êtes ici, Phrosso !

— Alors, vous êtes plus heureux, dit-elle en me prenant la tête, à présent que vous voici descendu des hauteurs du songe dans les bas-fonds de la réalité. Impatient Occidental qui n'aime pas le palais de l'illusion. Et d'un ton enjoué elle ajoute : Laissez-moi un instant. Voulez-vous me préparer du thé? Je suis encore tremblante et ces émotions m'ont brisée.

Phrosso, la tasse à la main, examine une curieuse pendulette Louis XV que j'ai dénichée chez Minakian.

— Dix heures déjà, dit-elle.

— Vous devez rentrer bientôt?

— Oh! peu importe! Thémistocle est encore à San-Stefano cette nuit; et je suis libre, très libre. Mais vous-même, mon ami, vous prenez toujours l'Orient-Express demain à 7 heures?

— Y pensez-vous, Phrosso? Partir! quand vous êtes venue à moi! Rien n'est prêt, Paris n'est pas prévenu et une simple dépêche suffira à avertir la Société de nouveaux pourparlers en cours. Et puis, qu'importe les affaires et les projets? Je reste et voilà tout.

La pendulette LouisXV sonne 10 heures en même temps que retentit le timbre de la porte d'entrée.

— Vous n'allez pas voir?

— Qu'importe, vous ici, plus rien ne compte. D'ailleurs, je n'attends personne et le visiteur pourra repasser demain.

— Non, voyez qui arrive, je suis inquiète.

J'ouvre la porte; et j'entends un grand rire railleur qui me fait frissonner. Une ombre est encore devant moi dans le corridor. Je m'efface pour laisser passer comme tout à l'heure une jeune femme qui entre délibérément chez moi. C'est Erato. Elle court s'asseoir près de son amie.

— Oui, me dit-elle, je viens chercher Phrosso qui m'a priée de la prendre ici à dix heures.

Cette fois, je suis bien joué... Je me tourne vers Phrosso.

— Ne m'en veuillez pas, dit-elle, j'ai demandé à Erato de me rejoindre ici, car je craignais trop d'être compromise en sortant seule de chez vous. Offrez-lui le thé aussi, voulez-vous?

Je la regarde. Ses lèvres sont pâles et serrées et ses yeux ont cette fois la couleur sombre, mauvaise et sournoise d'une mer agitée; celle de la Propontide par temps de brume et vent du Nord. A la voir j'évoque Cléopâtre jetant un

esclave favori aux caïmans de son aquarium ou l'Augusta byzantine faisant coudre en un sac l'amant d'une nuit pour le lancer au Bosphore. Elle guette la souffrance qui, dans un cas pareil, abattrait à ses pieds un Oriental meurtri.

Mais sa psychologie simpliste est en défaut. Phrosso l'ignore : la bête celtique se cabre d'ordinaire sous le coup de fouet qui terrasse le Levantin. L'affront, trop sensible, a exaspéré mon amour-propre. Je m'étonne de mon calme et de mon indifférence devant cette subite métamorphose et c'est en souriant que j'offre le thé à Erato et que j'allume la cigarette de son amie désappointée. Puis, aimable, je risque quelques boutades sur mon voyage en Asie Mineure et, à dix heures et demie, je raccompagne mes deux visiteuses en bas de l'escalier vermoulu...

Je continue mes préparatifs de départ avec la paisible insouciance d'un cœur rasséréné ! Je suis presque obligé de faire effort pour me rappeler ce qui s'est passé et alors je suis stupéfait. Quoi ! l'orage a passé si vite ! De grosses nuées courent encore très vite sur la mer qui moutonne devant mes yeux fatigués et mes tempes bourdonnent encore du bruit de la tempête. Mais il y a déjà de larges taches de ciel bleu et Paris m'apparaît très gai derrière la gare de Sirkedji.

Le hammal a déposé mes bagages dans mon étroite cabine. Je suis seul cette fois. Ni chroniqueur psychologique ni cicerone obligeant, tant mieux ! je pourrai songer à mon aise...

La journée s'est très bien passée. J'ai fait beaucoup de courses ce matin et j'ai pu aller à Nichantache déposer une gerbe de roses jaunes sur la tombe de Vera Sébline. Oui, des roses jaunes, ces fleurs, je m'en suis souvenu, portent bonheur chez les Slaves et je pense ainsi que la pauvre âme apeurée aura plus de chance qu'ici-bas ; elle n'ira pas rejoindre ces hirondelles du Bosphore qui ne se posent jamais.

Ensuite j'ai déjeuné avec Papathéodulas et l'ai encore remercié de son utile intervention. — Nous nous reverrons bientôt à Paris, m'a-t-il déclaré en me quittant...

Ainsi tout va bien, dans un quart d'heure je serai en route et dans quatre jours à la gare de Lyon. J'arpente les

quais de bonne humeur en regardant les voyageurs qui s'affairent dans l'ombre du hall. A tout instant des voitures sur la route amènent de nouveaux passagers.

— Monsieur Taillac, je viens vous prier de bien saluer de ma part votre beau Paris.

Phrosso est là tout en blanc, un bouquet d'azalées à la main. Je m'incline et la regarde. Tendresse, émoi, déception, remords? je ne puis plus rien déchiffrer sur son masque de sphinx charmant.

— Alors! vous emportez un mauvais souvenir de l'Orient?

— Non, sincèrement. Mais je m'en veux d'avoir agi comme un enfant en cherchant à découvrir ce que contenait ce jouet merveilleux.

— Peut-être n'avez-vous point su regarder et avez-vous mal compris? Que voulez-vous, nous appartenons à des mondes si différents. Une Grecque du Phanar, c'est presque une Asiatique!

Je veux répliquer, mais le train siffle et je monte dans mon compartiment. Alors, penché à la portière, je confie ma dernière réponse à Phrosso qui m'écoute attentive, son ombrelle sur l'épaule.

— Sans doute, je vous ai mal comprise et m'en excuse humblement, mais croyez-moi, votre jeu est celui de toutes les filles d'Ève ; seulement, ici, il s'agrémente de cette pointe de perversité que l'Oriental méfiant apprécie comme un piment savoureux et que l'Européen crédule déteste comme une pastèque amère. Au reste, ma courte histoire est bien vieille. Rappelez-vous. Il arriva la même aventure, voici bien des années, à certains de mes ancêtres. Une grande dame orientale se plaisait à les halluciner par le mirage de ses séductions et à repousser toujours la main qui se tendait. Alors, comme ils étaient très rudes, très brutaux et très barbares, ils se lassèrent un beau jour de ces agaceries. Ils battirent très fort la séductrice et la jetèrent dans leur harem où elle végéta durant des années. Rappelez-vous : mes ancêtres, c'étaient les Francs. La grande dame s'appelait Byzance et cela se passait en 1204.

ROGER LABONNE.

L'Alcyone [1]

XI

PHILIPPE Chaudoin proposa à Christiane certaine promenade aux jardins Eden ; elle s'y rendit sans méfiance. Depuis quelques jours, elle le voyait d'humeur normale : c'était qu'il dissimulait. Pour mieux lui tendre un piège, il rusait vis-à-vis de sa victime. Cette innocente promenade cachait la fosse recouverte de branchages entrelacés où sa course précipite la bête lancée. Mme Bréssy était si loyale dans ses attitudes que si une lettre anonyme l'avait avertie des secrets desseins de Chaudoin, elle ne l'eût pas crue. Elle n'eût pas supposé surtout que son ami la trahissait ainsi dans l'ombre de sa pensée, lui supposant une vie machiavélique et ténébreuse dont elle eût eu honte, si elle l'avait connue.

Nous pouvons être purs, nous pouvons garder dans nos actes quelque noblesse ; il ne nous arrive pas moins de mener une atroce vie abjecte dans la pensée de ceux qui nous entourent et qui parfois nous aiment. Le plus honnête homme du monde, — et surtout la plus honnête femme, serait accablé d'indignation s'il connaissait, — ou si elle connaissait les innombrables actions qu'on lui a attribuées ainsi et les effroyables intentions dont on l'a rendue capable. Si nous devons, au jour du Jugement, témoigner de nos pensées et de nos soupçons, notre plus grand châtiment sera de voir ce que nous avons souvent incarné dans l'esprit de ceux

(1) Voir *la Revue Universelle* des 1er et 15 juillet, 1er août 1924

qui nous regardaient vivre et qui ne nous haïssaient pas toujours.

Ils cheminaient entre les chrysanthèmes et les dahlias simples. Dans le nœud gigantesque d'un grand arbre, des feuilles qui n'étaient pas les siennes répandaient leurs évasives draperies.

— C'est une glycine, dit Chaudoin. Je l'ai vue en fleurs, au printemps. C'était d'une grande beauté. Les crapauds chantaient dans ce bassin... Ils se taisent maintenant.

Ses paroles reflétaient l'abandon du jardin d'automne, déjà frissonnant dans sa misère d'or. Les ombres, plus clairsemées, découvraient la nudité des choses ; il flottait autour de tout cette buée qui est faite de larmes dissoutes et par laquelle l'âme est comme décollée. Un soleil bas, déjà triste, ramenait à lui ses filets d'or qui traînaient encore sur l'eau, qui semblaient vides.

Christiane s'étonna du silence soudain de Philippe. Elle lui trouva l'air contracté et mauvais ; son œil s'injectait de quelque chose de trouble et qui lui fit peur. Elle eût voulu reprendre la gondole et rentrer au palais. Elle était seule dans ce jardin désert ; seule avec un inconnu.

Car il n'y avait plus ce Philippe Chaudoin qu'elle connaissait ; il y avait à côté d'elle un être maussade et rétracté dont elle ne savait rien, un homme plein de ténèbres et tout travaillé par un morne complot. Elle essaya de faire bonne contenance, elle plaisanta. Il ne daigna pas lui répondre ; il écrasa un escargot qui s'aventurait sur le chemin ; la coquille mince craqua sous son pied lourd. Elle décida de résister. Elle ne voulait pas avoir le sort de ce gastéropode. Comme il ne voulait pas parler, elle prit le parti de se taire. Ils arrivèrent ainsi jusqu'au bord de ce chemin qui longe la lagune et d'où la vue s'étend loin devant soi. Le ciel rose se pulvérisait. Deux lignes d'acier en fusion rougissaient à l'horizon, au pied des montagnes. Une péotte passait, elle dérangeait, pour avancer, une matière compacte et pétrifiée, lourde comme l'eau de la mer morte. Ce désert incandescent fatiguait l'attention par sa prodigalité ; les couleurs changeaient, tournaient lentement. Au loin, les îlots du Lido et de San-Servolo se minéralisaient et devenaient rétrécis et froids, cependant que, tout près, des bancs de vase émergente arrêtaient et glaçaient la lumière. Les grands cyprès se carbonisaient.

Deux Anglaises, dont l'une était très belle, passèrent lentement, les yeux fixés sur l'eau. Elles semblaient engourdies et heureuses ; elles n'interposaient rien entre elles et le monde extérieur. Elles appartenaient visiblement au monde des phénomènes et n'éprouvaient même pas le besoin de formuler leur béatitude. Elles con-

trastaient si visiblement avec la nature de Chaudoin que celui-ci, irrité, souleva ses épaules avec dépit.

— Ne voulez-vous pas me permettre de m'asseoir? dit enfin Christiane, avec une coquetterie agacée. Puisque je suis condamnée à votre silence, j'aime autant le subir sans trop me fatiguer.

Elle s'installa sur un banc sans attendre la réponse et croisant ses jambes, se mit à balancer un pied. Philippe s'était assis à ses côtés, sans mot dire. Soudain, il se tourna vers elle, tout d'une pièce, et s'écria :

— Christiane, il faut que je vous parle. Cette situation n'a que trop duré...

— Il y a donc une *situation*, s'écria Christiane ironiquement. Vous m'en voyez stupéfaite !

— Christiane, je vous en conjure. Pas de plaisanterie déplacée. Essayez d'être franche, une fois, et de ne pas jouer la comédie. Je souffre trop, j'ai trop souffert déjà pour supporter plus longtemps cette équivoque.

Christiane se résigna ; elle cessa de balancer son pied et dit :

— Eh bien, parlez. Je vous écoute. Je ne demande pas mieux que de m'instruire et je voudrais comprendre quelque chose à tout ce que vous me racontez là. Peut-être allez-vous devenir moins obscur.

Philippe rougit et esquissa un geste violent, mais il se domina et ne répondit pas tout de suite. Son attitude acheva d'irriter Christiane. Elle se demanda s'il était sincère en ce moment ou s'il lui jouait la comédie, mais quelle comédie? A qui en avait-il? Évidemment les fantômes qui lui tournaient dans l'esprit prenaient plus ou moins corps ; mais était-il dupe lui-même de leur transsubstantiation ou voulait-il y croire pour se donner une raison d'agir? Malgré son amitié pour Chaudoin, elle lui gardait un fond de rancune de ne jamais savoir s'il vivait en deçà ou au delà de la sincérité. Elle aimait les caractères loyaux, les situations bien tranchées, et voilà que la destinée l'avait jetée dans des sables mouvants dont chaque brise errante modifiait la forme chaque jour. En ce moment, ils sentaient l'un et l'autre la fragilité de leur liaison amicale ; rien d'eux-mêmes n'y était profondément engagé. Ils se touchaient par les antennes de leur sensibilité supérieure, ils s'aimaient dans cette région artificielle où fleurissent les sentiments intellectuels, mais leur vrai caractère, leur nature essentiels ignoraient ces raffinements où leur intelligence avait conduit leur affection. Ils sentaient tous deux leur divorce.

— Oui, dit-il avec une sourde violence, je n'irai pas par quatre

chemins avec vous, Christiane. Qu'y a-t-il entre ce M. de Couëngo et vous?

Cette apostrophe était si vive qu'elle frappa Christiane comme une insulte. Elle rougit de honte et de colère. Ainsi ce passé qui l'avait empoisonnée revivait par on ne savait quel subterfuge, revenait se placer sous ses yeux. Elle eût pleuré des larmes de désespoir à l'idée que des actes, dont il ne restait rien, qui n'avaient laissé aucune trace dans sa chair ni dans son âme, ces actes avaient une force de présence assez grande, assez capitale pour vivre encore, pour développer autour d'eux un magnétisme sournois et violent. Elle répliqua, rapide comme une balle de golf :

— Et vous, qui êtes-vous pour parler sur ce ton? De quel droit me posez-vous une semblable question?

— Je suis votre ami et j'ai le droit de connaître votre vie. Un ami en qui on n'a pas confiance n'est pas un ami.

— Un ami qui vous insulte sans raison et qui vous soupçonne sans cesse l'est encore moins. Je vous ai demandé d'être un ami, Philippe : non pas un juge d'instruction. Ma vie ne regarde que moi.

— Vous me répondez comme si vous aviez quelque chose à m'y cacher?

— Et quand cela serait?

— Vous l'avouez donc?

Ils se regardaient avec haine, dans la lumineuse paix du soir. Et ils ne se quittaient pas, parce qu'ils avaient envie de se faire du mal l'un à l'autre et que s'ils s'étaient séparés, à ce moment, sans avoir sacrifié à leur rancune tenace, ils en eussent souffert comme d'un remords.

Christiane vit tout à coup que pour ne pas céder elle allait se donner tort ; elle eut le temps de se reprendre et de tourner ses batteries dans un autre sens.

— Avant de vous répondre, j'ai bien le droit de savoir sur quoi vous m'interrogez. Qu'y a-t-il dans mon attitude, qu'y a-t-il dans celle de Couëngo qui vous autorise à faire cette enquête? Que voyez-vous? Qu'imaginez-vous? Tout cela, je vous le répète, me paraît inexplicable.

Cette phrase agit sur Chaudoin. Elle le dégonfla comme un morceau de verre fait d'un pneumatique. Penaud, il balbutia :

— Évidemment, je ne peux vous reprocher aucun fait.

— Ah ! pardon, Philippe, ne confondons point. De toute façon vous n'avez aucun reproche à m'adresser, ne l'oubliez pas.

— Eh bien, oui, je reconnais que ma position est absurde, et je vous prie de m'en excuser. Mais je souffre.

— De quoi?

— Quand on sait ce dont on souffre, on souffre moins. Il y a quelque chose entre ce M. de Couëngo et vous, je le sais, je le sens. Cela me torture. Est-ce dans le passé, est-ce dans le présent ou dans l'avenir? Je l'ignore. Ne niez pas, c'est inutile! Je le vois. Vous n'avez pas avec lui le naturel que vous avez avec moi ou avec Vidalin ou Padovani. Sa présence vous glace ; vous êtes contrainte avec lui, vous riez trop fort ou trop bas, vous évitez de le regarder. Vous, si simple, vous êtes même coquette!

— Ce n'est pas vrai!

— Ce n'est pas vrai, parce que j'ai employé un mot impropre pour dépeindre cet état. C'est vrai si vous voulez bien accepter que vous avez dans toute votre personne, quand il s'approche de vous, un certain air de défi, de plaisir de vous montrer belle, hautaine, indifférente, satisfaite de vous. J'ai pris cela pour de la coquetterie. A vrai dire, je ne sais pas ce que c'est...

Cette fois, Christiane fut bien obligée de reconnaître que Chaudoin disait vrai et que sa jalousie voyait juste. Elle fut confuse et navrée de tant laisser deviner de soi dans un moment où il était si important pour elle de demeurer indéchiffrable. Pour la première fois, elle avait la preuve que ce mystère dont nous tenons à nous envelopper et dans lequel nous croyons vivre est facilement percé à jour et que des indifférents peuvent rire des secrets que nous croyons cachés à tous les yeux. Elle fut embarrassée pour répondre. Chaudoin vit son embarras ; il redoubla ses attaques.

— Rien ne peut expliquer votre attitude. Ceux qui ne la voient pas sont ceux qui en connaissent le motif. Cela me frappe aussi. Mme de Guistelle est si angélique et si distraite qu'elle peut ne pas la remarquer. Mais Mme de Toussieu et Vidalin, si bavards, si potiniers, si méticuleux, ne la *voient* littéralement pas ; ils savent donc à quoi s'en tenir.

— Cela pourrait venir aussi, hasarda sournoisement Christiane, de ce qu'il n'y a rien à voir.

— Non, Christiane, vous ne m'attraperez pas. Ne croyez pas que je prendrai les vessies pour des lanternes. Les Toussieu ne voient rien, mais Mme de Couëngo voit tout.

Philippe était parfois trop bon observateur pour ne pas s'apercevoir du changement que cette phrase fit sur le visage de Mme Bréssy. Elle en parut atterrée.

— Car je n'ai pas tout dit encore. Il y a l'attitude de M. de Couëngo. Il ne vous perd pas des yeux, il cherche toutes les occasions de se rapprocher de vous.

— Vous aussi !

— Ce n'est pas la même chose. On dirait qu'il a tout le temps à vous dire quelque chose que vous ne voulez pas entendre. Il est gêné, humilié par vous et il vous poursuit d'un regard affreux, d'un regard où il y a du désir, de la haine, de la supplication et aussi une certaine fatuité. On dirait qu'il se croit des droits sur vous et que vous les contestez.

Christiane eut un léger frisson, tant ce mot résumait cruellement la situation.

— Si M. de Couëngo est amoureux de moi, que puis-je y faire?

— Il l'est donc !

Mme Bréssy lui jeta un regard de côté :

— Je n'en sais rien. Il ne me l'a pas dit. C'est vous qui me le dites.

— Vous cherchez sans cesse à m'égarer. Vous n'y arriverez pas. Et vous n'égarerez pas non plus Mme de Couëngo. Elle voit, elle aussi, ce regard de son mari. Il lui fait la même horreur qu'à moi. Elle aussi cherche à comprendre. Elle est comme moi sur une piste : elle la suivra jusqu'au bout. Vous ne la tromperez pas plus que moi. Elle aussi se demande ce qu'il peut y avoir entre Couëngo et vous. Vous avez un air de complices ; moins vous vous parlez, plus vous le fuyez, et plus vous montrez que vous avez quelque chose en commun. Vous-même, vous semblez surmenée, vous êtes nerveuse et irritable, puis accablée, comme quelqu'un qui donne un trop grand effort. Quel est cet effort?

Mme Bréssy se voyait de moins en moins de chemins de retraite ; tout ce que disait Chaudoin était aveuglant de vérité, — sauf en ce qui touchait Mme de Couëngo, car elle n'avait pas vu ce dont Philippe était si frappé. Elle essayait de se débattre contre l'évidence ; cet intolérable passé se redressait devant elle, il prenait de plus en plus consistance. Plus elle s'affaiblissait, plus elle voyait Chaudoin s'approcher de ce passé ; il était maintenant à le toucher du doigt. Il allait le rendre visible à force de le circonscrire par ses paroles, de l'enserrer dans les mille nœuds d'une courbe qui allait soudain le faire jaillir sous ses pieds. Elle aurait voulu fuir, échapper à cette investigation qui devenait à chaque seconde plus clairvoyante, comme si un sûr instinct de divination le menait à l'endroit précis, au noyau de la vérité.

— Je ne peux croire que vous l'aimiez, reprit Philippe, ni même que vous encouragiez cet amour. Non, non, ce n'est pas cela... On le voit bien. C'est dans votre passé que la chose a eu lieu. Laquelle? Ah ! s'écria-t-il avec une sorte d'exaltation, il n'y a pas dix expli-

cations, il n'y en a qu'une : vous avez été la maîtresse de cet homme ! Sa maîtresse !

Alors, vaincue, atteinte au centre même de sa résistance, dans cet élément essentiel de l'être humain où la vérité est plus forte que le mensonge et préférant tout à des scènes continuelles, elle répondit en baissant la tête :

— C'est vrai, je l'ai été...

— Vous, Christiane, s'écria Chaudoin, ce n'est pas possible ! Vous ne dites pas la vérité. Il n'est pas possible qu'une femme comme vous ait appartenu à un tel homme.

Mais elle ne répondait même pas ; elle était comme une de ces femmes en chemise, corde au cou, que l'on traînait derrière une charrette, pour les flageller en public. Elle ne réagissait pas plus qu'elles ; elle s'abandonnait craintivement à cette désertion de soi-même qui rend seule la souffrance supportable.

Chaudoin, exaspéré, saisit le bras de Christiane et le secoua brutalement.

— Mais répondez donc ! Ce n'est pas vrai, n'est-ce pas ce que vous disiez? Pourquoi me jouez-vous la comédie?

Christiane dégagea son bras et redressa un regard soudain brillant ; Philippe, abattu, elle reprenait tout son avantage, puis le principal était fait.

— Vous en étiez si sûr tout à l'heure?

— J'en étais sûr, j'en étais sûr... Sans doute... Mais je ne le croyais pas. Alors c'est vrai, c'est vrai? Vous que j'imaginais la plus pure, la plus inaccessible, la plus fière des femmes, vous avez fait cette chose... cette chose vile, sotte, laide, bête...

— Si ç'avait été vous, cette chose, n'est-ce pas, n'aurait été ni vile, ni sotte, ni laide, ni bête...

— Elle l'aurait été moins, en tout cas... Et il est revenu, ce Couëngo, pour vous demander de recommencer, n'est-ce pas?

— Je ne sais pas pourquoi il est venu et je ne veux pas le savoir.

— Mais il vous poursuit de nouveau, il vous aime toujours, je le vois bien, et vous céderez, vous céderez ! Pourquoi refuseriez-vous maintenant?

— Allons, Philippe, vous qui avez vu tant de choses, vous auriez pu voir aussi qu'il me faisait horreur.

— Horreur? Pourquoi?

— Écoutez, Philippe... Il y a six ans, je suis venu ici, chez Laure de Guistelle, mon mari vivait, je menais avec lui une vie infernale, j'ai rencontré ce Couëngo, il est devenu amoureux de moi, il m'a

fait une cour assidue, je m'ennuyais, j'étais seule, je ne sais quoi m'a pris... J'ai cédé...

— Vous l'aimiez?

— Je ne crois pas.

— C'est pire encore !

Christiane fixa sur Philippe un regard froid.

— Taisez-vous. Ou je ne continue pas. Vous m'avez demandé une preuve d'amitié. Je veux vous la donner. Mais si vous parlez sur ce ton, nous ne nous reverrons de ma vie.

Chaudoin, depuis la révélation de Christiane, voyait conventionnellement en elle une femme coupable et en concluait qu'elle supporterait tout. Mais il ne se choqua pas de sa rébellion. Il était trop torturé à l'intérieur pour ressentir les flèches qu'elle lui adressait. Sa sensibilité se prodiguant sur un seul point, le reste de son être plongeait dans une apathie presque anesthésique. Il revint au seul problème qui le préoccupait avec un acharnement où il entrait de la stupidité.

— Jamais je ne pourrai comprendre que vous, vous, Christiane, un être comme vous, vous ayez pu devenir la maîtresse d'un individu tel que ce Couëngo. Mais qu'a-t-il donc eu pour vous plaire? Il est sot, lourd, prétentieux, il n'est pas beau...

Mme Bréssy, irritée, éprouva le besoin de défendre Hervé qu'elle méprisait plus encore que ne faisait Chaudoin ; et d'autant plus qu'elle savait pourquoi.

— Il se peut qu'il vous paraisse tel, mais qu'est-ce que cela prouve?

— Mais qu'a-t-il donc eu pour vous plaire?

— Assez !

Christiane s'était levée ; elle était calme, froide, impérieuse.

— J'ai horreur du mensonge, Philippe, et je vous ai dit la vérité. Je vous l'ai dit par pure amitié, car je n'ai de comptes à rendre à personne, et à vous, moins qu'à tout autre. J'ai maintenant pour M. de Couëngo un éloignement qui va jusqu'à l'horreur. Je vous prie donc de ne jamais revenir là-dessus. Tout ce qui touche à cette malheureuse aventure m'est intolérable. Si vous m'en reparlez une fois, Philippe, et si vive que soit mon affection pour vous, je ne vous reverrai de ma vie.

Philippe, pâle et frémissant, s'inclina et ils revinrent en silence.

XIII

Par une chance exceptionnelle, Philippe, ce soir-là, ne dînait pas chez Blanche de Guistelle. Il allait donc pouvoir être tout à soi-même.

Il n'eut d'ailleurs le courage de prendre aucun repas, et après une rêverie d'une demi-heure dans son petit palais jaune, il décida de sortir. Il ne pouvait rester en place ; il supposait qu'une longue course nocturne calmerait ses nerfs.

Il s'enfonça, au hasard, dans les rues étroites. Quand on se promène, la nuit, dans le labyrinthe de Venise, on a toujours l'impression confuse que l'on poursuit quelque chose d'insaisissable et d'invisible. Mais Chaudoin l'avait plus que jamais tandis qu'il courait ainsi derrière une ombre double : la sienne et celle de Christiane. De loin en loin, il croisait une figure fuyante de femme, au visage verdâtre, et dont le châle balançait des effilés souples ; cela augmentait pour lui la sensation de glisser au hasard dans un monde fantastique, où tout échappait et se sauvait dans toutes les directions et où il était impossible de se cramponner et se retenir à rien. Il était trahi. Trahi dans ce qu'il avait de plus cher et de plus sacré. Trahi dans son dernier acte de foi envers la vie. Il éprouvait une joie malsaine et trépidante, la joie qu'il aurait eue à voir autrui puni pour une erreur grave. Il se réjouissait de découvrir que ses prévisions les plus funestes trouvaient enfin leur accomplissement définitif et que la vie qui lui avait refusé les satisfactions d'un optimisme prévoyant lui accordait soudain les jouissances moroses d'un pessimisme timoré. Les prophètes ont dû ainsi éprouver une joie sauvage quand ils voyaient se lézarder les murailles auxquelles ils avaient promis le délabrement. Peut-être, après tout, est-ce là moins la perversité que nous imaginons que l'austère satisfaction d'une logique irréductible. Il ricanait presque à voix haute :

— Ah ! ah ! répétait-il, c'est bien fait, on n'est pas plus bête que moi ! Si tous les imbéciles de ma sorte subissaient un pareil châtiment, cela n'en vaudrait que mieux. Avoir cru que cette Christiane était une honnête femme, cela dépasse l'imagination à force de bêtise ! Comment n'ai-je pas voulu voir ce qu'elle était? A la merci du premier venu ! A-t-elle dû rire de moi, souvent ! Non, c'était trop drôle !

Sa douleur, comme toutes les douleurs, avait un caractère mécanique ; le rythme une fois donné, il faut le suivre jusqu'au bout,

et quand ses divers temps sont épuisés, revenir à son même point de départ et repartir de nouveau. La monotonie même de cet exercice crée à la longue une sorte de plaisir, le plaisir qu'il y a toujours à remettre ses pas dans ses pas et qui participe de l'anesthésie des habitudes. Aussi s'évade-t-on difficilement de la souffrance. De plus, on fait de celle qui vous est propre un choix relatif : c'était une disposition naturelle à l'esprit de Philippe que de se croire trahi ; ses tendances secrètes s'accordaient ici avec les circonstances. Il pouvait généraliser tout à son aise et prendre à témoin l'univers de son infamie. Il donnait ainsi à son chagrin un tour oratoire. Si les grandes douleurs sont muettes, c'est le plus souvent par excès du langage intérieur. Pourquoi user d'une parole qui filtre à grand'peine à l'extérieur, alors que dans le même temps, trente se précipitent en vous, avec la furie d'un mascaret?

De temps en temps, Philippe s'arrêtait dans sa course, regardait autour de lui. Une odeur pourrissante lui révélait un éventaire de marchands de fruits en plein vent, protégé par une lampe fumeuse et pâle. Il reconnut soudain le Campiello delli Squellini, avec ses platanes disposés en forme d'angle aigu ; il l'avait traversé de jour avec Christiane. Il en eut le cœur serré, comme s'il pensait à une morte, comme s'il ne se retrouverait jamais au même lieu avec elle. Peut-être parce qu'il ne se retrouverait en effet jamais avec la même Christiane. A quel fonds d'homme primitif, mais déjà religieux, remontait cet inconcevable idéal que Mme Bréssy dût être pure — et pure pour lui? Déjà sa douleur tournait sur son axe ; moins cérébrale, elle affectait davantage les racines de sa sensibilité. La fureur de l'homme trompé tournait au chagrin d'enfant ; il en eut honte et reprit sa marche furieuse, hagarde. Il aboutissait à une impasse, à un canal sans pont et revenait sur ses pas, pris comme un écheveau qui se déroule dans les doigts invisibles de la cité. Une lune dorée, cerclée de nuages noirs, une lune chinoise, roulait au-dessus des palais lépreux et grandioses ; comme un serpent, le grand canal échangeait sans cesse contre d'autres ses écailles d'argent. Philippe se trouva Campo Nuovo, lequel, surélevé et coupé d'un côté par des maisons parées de vignes vierges, donnait la plus romanesque impression de décor ; entre des feuilles de laque rouge, on voyait glisser un plafond blanc, s'incliner une chambre. La lampe sempiternelle oscillait au-dessus d'un linge, un profil de femme mordait un bout de mur, deux bras blancs réchauffaient la nuit. Quelqu'un chanta ; il y eut un hoquet d'ivrogne. Le lierre se balançait comme une échelle de corde.

Il y avait dans ce spectacle un plaisir mystérieux fait d'avenir,

d'aventures, de tendresse partagée, d'imbroglio, jusqu'à aujourd'hui, de telles visions découvraient à Chaudoin un rêve possible : rien de cela ne lui était interdit. Brusquement, ce paradis terrestre se fermait à ses yeux ; il en était chassé. Pourquoi? Parce qu'il voyait bien maintenant qu'il ne pouvait le connaître que par l'entremise de Christiane. Mais pourquoi lui était-il scellé? Parce que Christiane avait eu un amant et que la seule Christiane qui pouvait lui en ouvrir l'accès était justement une Christiane sans amant...

Il ne pouvait comprendre comment il tenait à ce point à Christiane, ni pourquoi l'idée de sa faute l'assombrissait, puisqu'elle la lui rendait plus précisément désirable. Il subissait ce désespoir sans l'expliquer, mais avec l'arrière-pensée qu'il appartenait à son organisme de produire du désespoir avec toutes les émotions extrêmes. Un immense voile noir pesait sur la vie, il y voyait dépeints tous ses échecs, tous ses avortements, tous ses élans inutiles. Et bientôt même ce désespoir ne persista pas : l'indifférence lui succéda, une indifférence ennuyée, poussiéreuse ; tout lui semblait à la fois inutile et ridicule ; les mille actions de sa vie passée prenaient un caractère puéril et encombrant. Il aurait voulu faire table rase de son passé, effacer le souvenir de tous ceux qu'il avait connus. Il aurait voulu être mort, surtout, mort depuis longtemps. Ou plutôt n'être jamais né ! Oui, voilà le rêve : n'être jamais né ! Il redisait telle phrase de Léopardi élaborant ce thème et il s'en grisait. Et il finissait par ne plus savoir quel faible point de départ l'avait amené à cette explosion de nihilisme total, ni par quel chemin il y aboutissait.

Déjà, la crise touchait à sa fin ; il marchait plus lentement ; d'ailleurs, il ne savait plus où il était ; il glissait dans des *calli* si étroits qu'il aurait été impossible d'y passer deux de front ; il se heurtait à des grilles closes sur des jardinets filigranés d'arbres noirs et refermés sur leurs belles-de-nuit ; il entrait dans des cours sans issue, évitait des escaliers noirs qui tournaient sur le vide. Enfin, il retrouva, vaste et nu, le campo San-Paulo où deux ivrognes échangeaient un duo baroque. Il reconnut sa route. Un mol attendrissement succédait à ces décharges de sensibilité, il essayait d'endormir, de bercer sa pensée encore hérissée et hostile pour mieux l'engourdir. Il s'en voulait des jugements injustes et féroces qu'il avait portés sur Christiane ; mais sa position à son égard n'en était pas moins définitivement changée.

En tournant la clef dans la serrure de son appartement, il acquit la certitude qu'il était amoureux d'elle comme il ne l'avait jamais été. Et c'était peut-être vrai.

XIV

Christiane lisait dans sa chambre. Il pleuvait au dehors.

Un vent capricieux irritait les eaux peu sensibles des canaux et les contraignait à de subites révoltes. Le ciel massif pendait comme un baldaquin.

Christiane s'ennuyait. Il y a des heures où toutes les parties de notre être intime souffrent d'une commune désadhérence ; le courant central qui nous vivifie et qui nous donne la conviction de l'harmonie et de la continuité s'interrompt brusquement. Alors nous ne trouvons plus que désaccord, frigidité, détachement général à l'égard de nous-mêmes. Les diverses pièces de notre moi, isolées les unes des autres, sont recouvertes par un flot opaque comme les îlots de l'Amazone quand se répand l'inondation. Ni rois, ni bouffons, nous perdons à la fois notre sceptre et notre hochet ; nous tournons à la larve ou au malade. Les liens qui retiennent notre âme à notre corps se détordent et se déroulent ; c'est ainsi que l'ennui est un avant-goût de la mort, ou peut-être une délégation qu'il obtient d'elle lorsqu'elle veut paraître plus douce.

Christiane avait déjà repoussé trois livres empruntés à la bibliothèque de Blanche et dont elle n'avait eu la force de lire que quelques pages : *Poems et Ballads*, de Swinburne, un tome de l'*Histoire de France*, de Michelet, *le Songe d'une femme*. Elle essayait de s'intéresser à un roman qui venait d'arriver de Paris quand sa femme de chambre entra discrètement et lui dit que Mme de Couëngo demandait à lui parler.

— Mais, ne lui avez-vous pas répondu que je ne recevais pas?

— Si, madame. Mais cette dame insiste beaucoup, elle veut absolument voir Madame, et tout de suite ; elle a quelque chose de très important à lui demander.

— Eh bien, faites entrer, dit Christiane en soupirant.

Quand Gillette de Couëngo parut, Christiane entrevit le but de sa visite. Ce qui va nous arriver est précédé souvent par de si longues antennes que nous le devinons avant d'en faire l'expérience. L'histoire de Gillette? Ses traits décomposés la révélaient, et ses pauvres yeux battus par les larmes, et tout son air d'épave, car la douleur morale fripe même nos vêtements et nous donne cette apparence spongieuse et flottante qui éloigne des miséreux.

Christiane, le front serein, exécuta quelques parades de politesse,

mais elle avait le cœur serré, les nerfs tendus, et surtout peur d'elle-même, depuis le jour où elle avait bêtement livré son secret à Philippe, comme ce mari, qui, au retour de ses noces, poursuivi par les loups dans la nuit sibérienne, avait cru se délivrer d'eux en leur abandonnant sa femme. Depuis cette heure redoutable, elle avait perdu sa confiance en elle ; elle se sentait moins solide et plus fragile.

Mme de Couëngo, d'une main qui tremblait, écarta ces fleurs ; petite provinciale égarée, elle n'avait pas la force d'accepter des guirlandes de bienvenue, quand un sang furieux assiégeait aussi vivement ses artères.

— Je vous demande pardon, madame, de venir vous déranger jusqu'ici. Ce que j'ai à vous dire est d'une extrême gravité ; il y va de mon bonheur.

Christiane eut un léger geste d'impatience : que lui importait le bonheur de cette sotte? Il y allait aussi de sa paix à elle, menacée par ces conflits que chacun créait à sa guise. Elle se maîtrisa cependant et sourit, du sourire amer des vaincus qui ne veulent pas reconnaître qu'ils le sont.

— Eh bien, parlez, madame.

Mais Mme de Couëngo n'était pas en confiance : elle se taisait et cherchait par quel bout entamer la conversation. Elle alla enfin au plus simple.

— C'est si difficile, madame, de vous avouer ce que j'ai sur le cœur...

— Un peu de courage.

— Il m'en faut tant !

— Que vous arrive-t-il?

— Je suis jalouse, bredouilla Mme de Couëngo, en rougissant et en baissant confusément la tête.

— N'est-ce que cela? J'ai failli avoir peur ! s'écria Christiane, qui voulait prendre un ton léger.

— Ah ! on voit bien que vous ignorez ce que c'est !

— C'est possible. Ou si je l'ai su, il y a si longtemps que je ne m'en souviens guère. Et puis-je savoir de qui vous êtes jalouse?

Gillette releva sa tête maladive et jeta sur Mme Bréssy un regard direct, aigu, méchant ; un regard de la chouanne qui assassinait, la nuit, un bleu surpris dans un marais.

— De vous !

Christiane le savait, mais elle prit mal la chose ; elle s'irrita tout à coup et se leva :

— Je crois, madame, que la conversation ainsi engagée ne nous

mènera qu'à des folies. Il vaut peut-être mieux l'interrompre tout de suite.

Mme de Couëngo essaya de se lever aussi, mais elle n'en eut pas la force ; elle baissa la tête et éclata en sanglots. Elle voulait parler, il ne sortait de ses lèvres que des bribes de phrases décousues et ridicules.

Christiane, découragée, s'était rassise. Au dehors, l'averse redoublait ; on voyait sur les vitres courir des traces luisantes comme ces vestiges d'argent que laisse un escargot.

— Je vous demande pardon, finit par articuler Gillette, je ne voulais pas vous blesser. Je n'ai pas dit un mot pour vous accuser ou vous soupçonner, — pas un mot ! Je souffre des sentiments de mon mari pour vous. Vous n'y êtes peut-être pour rien.

— Peut-être est encore de trop.

— Vous n'y êtes pour rien.

— A la bonne heure ! Mais si vous êtes jalouse de M. de Couëngo, qu'y puis-je?

Gillette jeta à sa rivale un regard désespéré : le regard du chien tué par son maître. L'être arrogant, fier, hostile de tout à l'heure s'était déjà rompu : une victime lui succédait, déjà pantelante, montrant les lèvres des blessures dont elle ne cessait pas de saigner.

— Je ne vous soupçonne pas : je ne vous ai jamais soupçonnée. Je viens à vous pour retrouver du courage, — pour croire en vous.

Ce mot profond émut Christiane ; elle cessa de se raidir et sa physionomie en fut modifiée. Gillette sentit cette brusque interruption des hostilités ; elle reprit espoir...

— Il faut avoir pitié de moi ! Je fais en ce moment mon apprentissage de la souffrance. Je ne savais pas qu'il y avait des choses, des choses atroces auxquelles on était obligé de penser malgré soi, même quand elles vous font horreur. Je croyais, en Bretagne, aimer Hervé ; je ne l'aimais pas. Mais je l'aime aujourd'hui parce que je sens qu'il vous aime.

Gillette offrait, dans le dénudement brusque de sa sensibilité, ces sentiments que Philippe n'éprouvait que par l'intelligence et dont il était le simulateur à demi inconscient. Une rafale de pleurs noya cette dernière phrase et secoua la jeune femme. Christiane, en butte à des passions qu'elle jugeait superficielles, enviait peut-être cette douleur sincère.

— Mais qui vous fait croire que M. de Couëngo soit amoureux de moi?

— Une femme ne se trompe pas là-dessus, — même la plus ignorante comme moi ! Depuis que nous sommes à Venise, il n'est plus

le même. Oh ! il n'a jamais été ni tendre, ni très confiant. Mais maintenant, il me semble qu'il me hait ; il n'a pour moi que des paroles insultantes, méprisantes. Il me trouve laide, sotte, ridicule et mal habillée, et il me le dit. Il me le dit surtout, je l'ai bien observé, depuis qu'il vous a vue. Je l'humilie et je lui fais horreur. Il sort pendant des nuits entières ; je ne sais où il va. L'autre nuit, il croyait que je dormais, je l'ai entendu qui pleurait... Un homme si dur, si ferme, si maître de lui... C'était affreux de l'entendre.

— Mais qui vous fait croire qu'il s'agisse de moi?

— Il a une manière de vous regarder qui me fait mal partout. Il ne m'a jamais regardée comme il vous regarde, ni moi, ni personne. Et puis, l'autre matin, en dormant, il vous a appelée à haute voix. Je me suis levée en entendant votre nom, j'étais folle, j'ai failli me jeter à l'eau, il me semblait que ma poitrine allait se rompre, tant je souffrais.

— Mais que puis-je pour vous, ma pauvre amie?

— Je voudrais vous entendre dire, — oh ! c'est insensé, vous savez ! — vous entendre dire que vous ne l'aimez pas, que vous ne l'aimerez jamais, que vous ne me le disputerez jamais...

Christiane allait crier : « Lui, mais c'est un vieil ami, rien de plus... » mais elle s'avisa que cette phrase enfermait un danger : l'évocation du passé. Et puisque Gillette, tout au moment présent, ne faisait pas le rapprochement qui avait permis à Philippe d'appréhender la vérité, il était prudent de se taire là-dessus. Elle se contenta de répondre :

— Personne ne m'est aussi indifférent que votre mari, madame, personne, je vous le jure.

— Oh ! que vous me faites de bien ! Mais alors, donnez-moi un conseil. Que puis-je faire s'il ne m'aime plus?

Ce mot, on ne sait pourquoi, réveilla en Christiane je ne sais quoi de méchant et de perfidement féminin : le dégoût de partager avec cette femme qu'elle méprisait l'amour d'un homme qui lui faisait maintenant horreur, mais qu'elle avait peut-être aimé autrefois.

— Vous a-t-il jamais aimée?

Gillette ne s'avisa pas de la férocité de Christiane.

— Hélas ! dit-elle, je ne sais pas. Je ne l'ai jamais su.

— Pourquoi vous a-t-il épousée?

— J'ai cru autrefois qu'il m'aimait. Je ne connaissais rien de la vie. Je sortais du Sacré-Cœur. J'entrevois maintenant autre chose. — et quelque chose qui me glace.

Christiane, qui était bonne, fut confuse de son accès de cruauté. Elle dit plus doucement :

— Il vous faut vous faire aimer !

— Mais comment?

— Le sais-je ! Je ne connais pas le caractère de M. de Couëngo. Est-il jaloux?

— Pas du tout.

— Ah !

— Pourquoi dites-vous *Ah!* sur ce ton?

— Parce qu'on vient à bout des hommes jaloux en les rendant plus jaloux encore. Ce qui vous arrive est normal. On s'attache surtout aux êtres quand on a peur qu'ils vous échappent. Mais pour cela, il faut déjà être jaloux. Si M. de Couëngo ne l'est pas...

— Peut-être pourrais-je essayer de le rendre jaloux.

Christiane regarda Gillette, sa gaucherie irréductible, son visage osseux et déjà fané, et elle eut envie de rire.

— Non, dit-elle, ne vous embarquez pas dans cette entreprise.

De nouveau, les soupçons de Gillette s'éveillèrent ; de l'indifférence de Christiane à l'égard d'Hervé, quelle preuve avait-elle, sinon une parole? Elle entrevoyait le dédain de Christiane à son égard, à travers sa gentillesse ; certainement, elle ne la croyait pas capable de rendre son mari jaloux. L'instinct de concurrence lui vint aussitôt : Christiane la craignait-elle qu'elle la dissuadait de s'engager dans cette voie? Et si elle la craignait, ne lui mentait-elle pas en égarant ses soupçons :

— Vous me dites que mon mari vous est indifférent. Mais qui m'assure que vous me dites la vérité?

Christiane faillit de nouveau se fâcher ; une nouvelle scène eût éternisé cette situation pénible : elle se contraignit.

— Écoutez-moi, madame, et suivez mes conseils : Venise ne vaut rien à votre mari ; il croit que c'est une ville romantique, et au lieu d'y jouir doucement de la vie, comme en toute autre ville, il veut y être amoureux. Eh bien, prenez un prétexte, n'importe lequel, et allez-vous-en tous les deux. Quand vous serez rentrés chez vous, occupez-vous de M. de Couëngo, aimez-le, soignez-le, essayez de le distraire, ne le laissez pas trop seul ; vous aurez à subir beaucoup de rebuffades, mais il finira par s'attacher profondément à vous, et vous vieillirez ensemble sans trop d'ennuis. Il ne fallait pas quitter Bannalec ; votre mari y a sa vie de toujours. Les voyages déforment l'âge mûr.

— Comme vous êtes intelligente et sage, madame...

— Et si, d'ailleurs, M. de Couëngo refuse de s'en aller, c'est moi qui rentrerai à Paris. Je ne veux rendre personne malheureux. Je ne suis moi-même ni assez comblée, ni assez désespérée pour prendre à ce jeu le moindre plaisir.

— Vous feriez cela, madame, vous vous en iriez !

Christiane faillit s'écrier d'impatience : « Et bien heureuse d'en finir avec toutes ces histoires ! » Elle interrompit les remerciements, les effusions de tendresse et de reconnaissance de Gillette et l'accompagna doucement à la porte. Mme de Couëngo, dans son enthousiasme, tint même à l'embrasser, ce qui fut à Christiane souverainement désagréable.

Enfin, Mme de Couëngo disparut.

Il ne pleuvait plus. Des machinistes adroits remontaient lentement le ciel. Entre les nuages, on voyait se former des zones, qui n'étaient plus grises, qui étaient gorge-de-pigeon, qui allaient être bleues. Au pied des maisons, l'eau, bousculée par la tempête, témoignait encore de sa mauvaise humeur et grommelait tout bas. Christiane, son ennui dissous, reprenait doucement confiance ; son être actif renaissait ; il se solidifiait de nouveau et retrouvait son unité perdue. Elle s'organisait autour d'une pensée réconfortante qu'elle formulait ainsi, en commençant de s'habiller pour le dîner :

— Je crois que mon adroite suggestion va me débarrasser d'Hervé. Si j'y arrive, quel soulagement !

EDMOND JALOUX.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES ROIS D'AUJOURD'HUI VUS PAR UN AMÉRICAIN

Il y a environ une centaine d'années, l'Amérique passait en Europe pour un ferment désorganisateur. La sécession des États-Unis avait porté à l'Angleterre le coup le plus rude qu'elle eût reçu jusqu'à l'arrivée de Bonaparte. Débauchée par l'exemple yankee, l'Irlande avait fait bande à part ; la sécession des colonies espagnoles retirait à la Castille son rôle de grande puissance.

En même temps, les démocrates de tous les pays, plus ou moins ligués contre l'ordre monarchique encore prévalent au sein du vieux monde, regardaient du côté de Washington comme vers la terre promise du bouleversement social. O mânes de Tocqueville et de Laboulaye, ce temps sinistre n'est plus. L'Amérique aujourd'hui tourne le dos au désordre. Buenos-Ayres proclame l'état de siège à l'arrivée de révolutionnaires catalans et les États-Unis sont, avec la Serbie, je crois bien, le seul État qui refuse la moindre conversation, même en aparté, avec le bolchevisme. Les fauteurs de révolution se recrutent surtout en Europe, du moins à l'état libre, car il ne faut pas oublier que sur les trois cents et quelques leaders bolchevistes, qui contrôlent les trois cents millions de Russes, environ les cinq sixièmes étaient issus de la juiverie de New-York.

Ces réflexions sortent toutes seules d'un livre aimable et profond, dû à un des citoyens américains les plus distingués, les plus réalistes de nos jours, le général Charles Hitchcock Sherrill, militaire, diplomate, voyageur, écrivain, observateur politique, interviewer patenté

de grands personnages et amateur passionné de vitraux anciens. J'oubliais un autre de ses titres : Parisien, et du huitième arrondissement. Il a consacré un de ses livres aux mémoires français du dix-huitième siècle relatifs à l'Amérique, un autre aux premiers ministres et aux présidents de la République, quatre à ses chers vitraux, trois enfin à la politique internationale. Il s'est demandé tour à tour si les États-Unis avaient ce qui s'appelle une politique extrême-orientale, si la doctrine de Monroë ne pourrait pas être modernisée, en dernier lieu si les rois d'aujourd'hui n'étaient pas quelque chose de très moderne, de très utile, de très nécessaire. Ah ! j'oubliais encore un titre du général Sherrill : sportsman, champion, je crois, quelque part, du cent mètres. Mais il n'a, que je sache, rien écrit sur ses exploits de jeune homme à l'Université de Yale.

The purple or the red. La pourpre ou les rouges. Ce titre à la Stendhal recèle une vision intense des dangers présents et du développement à venir de l'Europe. La pourpre, on s'en doute peut-être, c'est la monarchie ; les rouges, c'est le bolchevisme. Un citoyen américain se lève et dit : « Attention. Pour résister au bolchevisme, pour garantir l'ordre, la stabilité du gouvernement, vous avez en Europe un outil de premier ordre, la monarchie. » Conservez avec vous vos rois, au besoin créez-en de nouveaux, autrement vous serez submergés par la vague bolcheviste.

Bolcheviste, autant dire *socialiste*. Sur ce point, le général Sherrill, avec ce sens des realités qui caractérise les hommes qui aiment le détail et le solide. le vrai et l'authentique, qu'il s'agisse d'une tradition, d'un verre de couleur ou d'une performance d'athlète, n'admet pas de distinction entre les deux. A son avis, quand on les confronte l'un avec l'autre, on s'aperçoit tout de suite qu'ils se ressemblent comme bonnet rouge et rouge bonnet. Qu'est-ce que le bolchevisme, sinon le socialisme en action, le socialisme mis à même d'appliquer ses théories? Peut-être est-il regrettable, estime le général, qu'on ait forgé ce terme de bolchevisme. Celui de socialisme suffisait parfaitement : il aurait aujourd'hui l'avantage de nous éviter pas mal d'équivoques et de nous aider à réagir plus vite et avec plus de vigueur. L'emploi du mot bolchevisme permet au parti socialiste de donner le change, de décliner toute responsabilité confraternelle avec lui, de se dégager pour un temps et idéalement de la faillite affreuse que le socialisme traverse en Russie. Mais il est hors de discussion qu'en arrivant au pouvoir le socialisme se mue instantanément en communisme. Or, qu'est-ce, pratiquement, que le communisme, sinon un arrêt dans le travail, un recul de la production, une tentative de vivre le plus longtemps possible, sans rien faire, aux dépens de la richesse acquise et des stocks existants?

Tout cela est le bon sens même et gagne à être dit par un citoyen américain. Évidemment tout le monde peut en faire son profit, l'Amérique et nous, encore que ce soit écrit surtout pour des lecteurs

d'outre-mer. L'ouvrage y gagne d'ailleurs je ne sais quelle allure de nouveauté ; on se fait parfois dans la libre Amérique une idée bizarre des institutions européennes. L'auteur est donc tenu à des ménagements, il est forcé pour ainsi dire de ménager des découvertes. Ce ne serait pas la première fois qu'un étranger verrait plus clair dans une maison que ses habitants héréditaires.

Bien entendu, cette refonte ou cet appendice de la *Réforme intellectuelle et morale*, ce chapitre inédit de l'*Enquête sur la monarchie*, renonce aux arguments métaphysiques ou sentimentaux. Il ne parle du droit divin que pour l'écarter, il ne fait même pas allusion au droit historique, cher à Renan. Homme d'aujourd'hui, considérant des phénomènes d'aujourd'hui, au milieu des passions, des préjugés et des intérêts d'aujourd'hui, il examine la royauté sous un jour principalement utilitaire — sagement et largement utilitaire d'ailleurs. C'est ainsi que parmi les avantages de la royauté il range en bonne place le décorum des cérémonies officielles, qui parle si vivement à l'imagination politique et favorise si puissamment le goût de la cohésion et de la permanence sociales, quand ils s'appuient sur des souvenirs ancestraux. Qu'il s'agisse d'un lever à Buckingham Palace ou de la tombe impressionnante, sous son tumulus de cailloux roulés, de l'empereur du Japon, le général Sherrill excelle à faire valoir l'aide précieuse que les gestes rituels, répétés d'âge en âge, au milieu d'un apparat solennel, apportent à la solidité de l'État.

Mais, malgré lui, c'est le côté pratique des institutions qui le frappe surtout. En amateur de stabilité qu'il est, rien ne lui plaît davantage que le rôle assimilateur, agglutinant, que joue de plus en plus la monarchie britannique, dans la façon dont elle use de la pairie et de la gentry. Là encore le souci de se faire comprendre par un public étranger le sert et nous enrichit. Rappelant une remarque de Price Collier, il fait observer combien grande est la proportion des lords et des chevaliers de création *récente*. En 1908, par exemple, sur 853 pairs, il y en avait 200 qui dataient d'après 1882 et plus de la moitié étaient postérieurs à 1830. Si l'on compare une assemblée d'électeurs municipaux dans une ville du Massachusetts comme Hingham, avec une séance plénière de la Chambre des lords, on découvre que, un siècle auparavant, les ancêtres des hommes aptes à en faire respectivement partie auraient pu y assister en plus grand nombre en Amérique qu'en Angleterre. Le public anglo-saxon aime ces images. Celle-là lui enseigne du coup le rôle progressif, créateur, confirmateur, de la royauté.

Ce n'est pas seulement en Grande-Bretagne que le « fil d'or », dont l'Empire est cousu et faute duquel il s'éparpillerait immédiatement dans tous les coins de la planète, doit être mis en lumière : c'est en Espagne, qu'il protège contre le morcellement basque ou catalan ; c'est en Danemark, auquel il permet de retenir un lien précieux avec l'Islande séparatrice ; c'est en Belgique, qu'il dote du Congo, c'est

en Norvège, à laquelle le choix d'un souverain, apparenté de près aux familles régnantes de Grande-Bretagne et de Russie, facilita singulièrement les premiers pas de l'indépendance.

Pour repousser certains préjugés en cours parmi les populations républicaines, dont la courte philosophie voit dans les monarchies survivantes les témoins attardés d'un âge révolu, pour parler le langage des idéologues, y compris les idéologues à la Frazer, le général Sherrill s'est avisé de rechercher les titres de la plupart des maisons régnantes. Presque tous sont récents et dus à l'élection, au libre choix des peuples. C'est un vote qui intronisa l'actuelle maison de Norvège en 1905, un vote qui installa, en 1810, Bernadotte sur le trône de Suède, un vote qui, en 1861, fit du roi de Sardaigne un roi d'Italie, un vote qui, en 1831, mit le prince Léopold de Saxe-Cobourg à la tête des Belges, un vote qui, en 1860, appela Charles de Hohenzollern en Roumanie, un vote qui, en 1804, sacra « conducteur suprême » des Serbes le héros Kara Georges, Georges Le Noir, un vote qui, en 1689, fit succéder Guillaume III à Jacques II sur le trône de Grande-Bretagne, un vote qui, en 1672, fit du prince d'Orange un stathouder à vie. Est-il déraisonnable d'estimer que demain ce sera un vote qui restituera à la Bavière, à la Prusse, leur forme monarchique? Le général ne le croit pas et nous devons frémir de ses pronostics.

Qu'on les considère sous quelque angle que l'on voudra, il en résulte que la monarchie est une chose vivante, très vivante, trés adaptée aux désirs, donc aux besoins, des sociétés contemporaines. L'auteur voudrait ne pas laisser perdre une miette de son utilité ambiante. A propos des titulaires actuels de la Toison d'or, il suggère que leur réunion constituerait *ipso facto* une espèce de Ligue des nations, qu'un monarque comme Alphonse XIII et un chef comme Primo de Rivera devraient utiliser contre le bolchevisme.

Le bolchevisme, c'est lui dont les lourdes et obscures nuées chargent de tous côtés l'horizon de ce livre. Après l'avoir considéré sur toutes ses lisières, de Londres à Tokio, de Budapest à Christiania, au cours d'une enquête personnelle que peu d'écrivains seraient en situation de se permettre, le général Sherrill estime que l'action bolcheviste est conduite avec plus d'intensité à l'intérieur des monarchies qu'à l'intérieur des républiques. De cette constatation, intéressante par elle-même, on peut tirer au moins deux conclusions et deux conclusions incompatibles : l'une, que les républiques sont mieux taillées pour lui résister, et c'est la conclusion des esprits superficiels, — l'autre que la troisième Internationale considère les monarchies comme infiniment plus dangereuses pour elle que les républiques, de là son application toute particulière à les détruire, et c'est la conclusion du général. Je le répète, car il faut qu'on le sache, l'opinion d'un républicain, d'un homme sans préjugé, d'un chef, d'un « expert », qui a pu se documenter sur place, recueillir des impressions indigènes, est que ces quelques monarchies, distribuées

en deux zones au nord et au sud de l'Europe constituent, surtout au nord et en Italie, la seule digue vraiment appréciable auquel le flot bolcheviste vienne se heurter.

Voilà qui mérite deux considérations. Si le dollar valait moins cher, je dirais : lisez les passages consacrés à l'Italie fasciste et à la Hongrie de l'amiral Horthy, mais *The purple or the red* coûte déjà plusieurs dollars. Mieux vaut en extraire ici tout le suc. Avec une lucidité prodigieuse, on nous prouve que si la Hongrie a été sauvée du démembrement c'est à la monarchie, au spectre de la monarchie, qu'elle le doit. Sans la couronne, cette couronne pourtant vide, mais prestigieuse, de saint Étienne, qui servit de ralliement aux partis, jamais l'amiral Horthy n'aurait pu délivrer son pays du joug roumanoserbe consécutif à l'expulsion des rouges.

De même pour Mussolini. Mussolini n'a trouvé la puissance vraie, entière, féconde, que du jour où il s'est appuyé sur la couronne, après avoir mené contre le bolchevisme la campagne la plus décisive — et dont le précédent vaudra *in æternum* — qu'on puisse rêver. A un moment où la pieuse conscience socialiste renouvelle autour du cénotaphe de Matteotti les exploits des vampires de Moravie, en puisant sa vie dans un cadavre, il est séant de rappeler à ces hypocrites quelques petits faits : à Turin, durant la terreur communiste, un tribunal rouge, où les femmes ne manquaient pas, fit brûler vifs les bourgeois qui lui déplaisaient. Les paysans s'emparaient des récoltes de grain, d'huile. On frappait les officiers en uniforme en pleine rue, on leur crachait à la figure, on les expulsait des trains en marche ou bien on déclarait que le train ne partirait pas avec eux dedans. Des marins d'un cuirassé stationné à Livourne, ainsi exclus du train qui devait les conduire durant quelques jours de congé, chez eux, à Florence, louèrent des motocyclettes et partirent par la route. A mi-chemin, ils tombèrent dans une embûche de respectables socialistes, mâles et femelles, qui les mirent en pièces, les femelles se jetant sur eux comme des bêtes et *leur arrachant les oreilles à coups de dents.* Le drapeau rouge flottait sur une multitude de mairies. A la porte des usines, occupées par les rouges en révolte, on pouvait lire : *Fabbrica internazionale socialista* (c'est dire, naturellement, qu'on n'y fabriquait rien). A Milan, Turin, Florence, les canons et les mitrailleuses se mettaient à balayer régulièrement les rues.

L'avance fasciste devait aboutir à quoi? A une guerre civile en règle. Et pourtant non seulement il n'y eut pas de guerre civile, mais les troubles, ces ignobles troubles communistes, prirent fin. Grâce à qui? Grâce au roi. Il refusa de signer le décret Facta qui mettait le fascisme hors la loi, et, devançant le geste d'Alphonse XIII, écœuré par les pillards politiciens, il tendit la main au restaurateur de l'ordre et de la nation.

Inutile de retracer ici le tableau des horreurs bolchevistes en

Hongrie, de rappeler les sinistres randonnées du *train de la mort* de Szamuelly, et ce hideux laissé pour compte de 4 700 cadavres, au bout de quatre mois et demi d'exercice. Les frères Tharaud nous ont appris ce qui se passait « quand Israël était roi ». Quant à la terreur bavaroise et ce sinistre massacre des otages à Munich, lisez Ambroise Got. Le général Sherrill fait remarquer que lors de l'attentat contre Alexandre III, trois Russes furent exécutés, et plusieurs milliers à la suite d'une tentative d'assassinat contre Lénine.

On ne vient à bout de pareilles saignées que grâce au puissant symbole de la royauté. Comme le disait Mussolini dans une adresse au Sénat, « la personne du roi est le symbole de la patrie, de la perpétuité de la patrie. » Lui seul est à même de garantir cette stabilité de gouvernement que le bolchevisme s'est donné pour mission de détruire en Europe. Comment cela? C'est que le roi, par position, par tradition, par instinct, excelle à s'élever au-dessus des partis. C'est ce qu'exprime le général Sherrill en disant que le regain d'utilité que la monarchie est en train de s'assurer en Europe est dû à sa signification *non politique*.

Son livre, agréable à lire, ne contient pas que ces heureuses et originales remarques. Il décrit également les diverses méthodes de pénétration sur lesquelles, selon le terrain, les bolchevistes jettent tour à tour leur dévolu :

Délégation commerciale,
Comité de la Croix-Rouge.
Domination des partis socialistes.
Révolution pure et simple.

A la veille du jour où les radicaux et radicaux-socialistes de M. Herriot sont en train de livrer la France à l'une ou à l'autre de ces expériences, dont aucune, ni en Norvège, ni en Angleterre, ni en Tchéco-Slovaquie, ni en Italie, ni en Allemagne, n'a tourné bien, *The purple or the red* acquiert pour nous une actualité toute spéciale. Oserai-je en recommander la lecture à M. Herriot? Il est d'un homme qui était républicain à une époque où M. Herriot craignait de l'être.

RENÉ JOHANNET.

LES LETTRES

RAYMOND RADIGUET

« Raymond Radiguet est né le 18 juin 1903 ; il est mort, sans le savoir, le 12 décembre 1923, après une vie miraculeuse... Raymond Radiguet commence. Car il laisse trois volumes. Un recueil de poésies inédites, *le Diable au corps*, chef-d'œuvre de promesses et les promesses tenues, *le Bal du comte d'Orgel.* » C'est en ces termes que Jean Cocteau nous présente le romancier du *Bal*, « auteur sans âge d'un livre sans date », ne réclamant pour soi qu'un seul honneur, celui « d'avoir donné pendant sa vie à Raymond Radiguet la place illustre que lui vaudra sa mort ».

A ce témoignage d'une amitié divinatrice, je ne vois rien à reprendre, et j'y ajoute le regret de n'avoir pu exprimer, alors que ce jeune garçon vivait parmi nous, l'espoir que m'avait donné son premier livre, cet irritant *Diable au corps*, où certains n'ont trouvé qu'à se scandaliser. A maintes reprises, j'avais songé à m'expliquer là-dessus. Une publicité sans mesure, un bruit indiscret fait autour de cet enfant qu'on présentait comme un prodige monstrueux, l'attente aussi de quelque chose où se révélerait davantage cette gravité qu'on discernait en lui mais qui se dérobait encore sous une forfanterie juvénile, la crainte enfin que des dons si précieux ne fussent détournés de la source profonde où ils s'alimentaient — tout cela explique ma réserve... J'attendais ; et lorsque par cette journée de décembre, sous un rideau de pluie obscure, nous conduisîmes Radiguet au cimetière, j'ignorais encore qu'il nous quittait, ayant tout accompli.

Mais comment imaginer qu'il nous laissait réalisé, vivant de sa

beauté propre, plus convaincante qu'aucune théorie, le roman *classique*, dont nous avions tant de fois formulé l'exigence et qui obstinément nous échappait?... Ces qualités, cette technique, cette psychologie, cette mesure — et aussi cette pénétration du réel — que toute une école critique dissociatrice et savante avait remises à l'honneur, en restaurant la tradition qui va de Mme de Lafayette à Stendhal, à travers les moralistes français — on sentait bien que rien ne vaudrait comme une *œuvre* pour les manifester. On peut en démonter le mécanisme, s'émerveiller de sa structure, de la finesse de ses rouages, en admirer le métier, l'ériger en méthode ou le proposer en exemple — reste que la merveille, c'est encore une montre qui marche. La doctrine était bonne, utile à méditer. Sa fécondité créatrice pouvait être contestée ; elle l'était. Fallait-il en conclure que les écrivains de la *Nouvelle Revue française*, qui joignaient au précepte des œuvres, fussent les seuls représentants du vrai classicisme — ainsi que le prétend Gide? Une sorte de malaise révélait l'équivoque, la dissociation que ce classicisme hypocrite introduit entre l'art et l'humain qu'il a charge de manifester. Pour le critique, un des rares mérites de Radiguet sera de dissiper une telle équivoque, — et cela par l'éclosion soudaine d'une œuvre parfaite, surgie à l'extrême pointe de la jeune littérature, dans cette province rimbaldienne où on ne l'attendait guère et dont les artifices semblent n'avoir servi qu'à lui mieux découvrir la déficience, comme s'il ne s'était laissé distraire que pour reconnaître plus sûrement sa route.

Que cette œuvre ait contrarié — par l'émouvante pureté qui en émane, autant que par sa filiation traditionnelle avec les grands maîtres de la psychologie — les doctrinaires de la *Nouvelle Revue française*, il fallait s'y attendre. Et le débat qui a mis aux prises l'éditeur du *Bal* et M. Jacques Rivière a un bien autre sens que celui qu'il a fâcheusement revêtu. Une certaine communauté esthétique — plus apparente que réelle — avait porté à croire que *le Bal* devrait paraître sous le signe de la *N. R. F.* M. Rivière, lui, ne s'y est pas trompé et à qui lui reprochait ses réserves, il s'est contenté de répondre : « Que n'avez-vous pris la peine de jeter un coup d'œil sur mes propres œuvres?...» On ne pouvait mieux dire.

Entre *Aimée* et *le Bal du comte d'Orgel*, qui sont deux études de l'amour, il n'y a pas, en effet, de méprise possible et l'antagonisme apparaît saisissant. Ici les détours intérieurs sont à ce point suivis que l'auteur se perd dans les mornes méandres d'une personnalité démembrée ; il a si bien pénétré dans les fourrés qu'il est impuissant à en sortir ; là, au contraire, rien que par une intuition directe et une analyse délicate, conduite selon les lois qui mènent à découvrir sûrement et à nommer avec justesse, les sentiments les plus communs apparaissent aussi neufs, aussi inattendus, aussi romanesques, que la plus extraordinaire aventure.

Le tort de Radiguet aux yeux de Rivière, et des écrivains de son

groupe, c'est de ne pas partager leur croyance qu' « avec les beaux sentiments on ne saurait faire que de la mauvaise littérature ». Radiguet n'était dupe ni des beaux, ni, à plus forte raison, des mauvais sentiments : il voulait la vérité, il avait la passion de voir clair. De là vient qu'il ne soit pas tombé dans les pièges de l'immoralisme et du « psychologisme » à la mode parmi les garçons de son âge, et entre toutes les niaiseries qui sont l'invention de notre siècle, il n'en connaissait pas de pire ni de plus inhumaine que ce goût du pervers, de l'anormal, de l' « aberrant », où se complaisent les disciples de Gide et de Proust.

C'est qu'il n'était sensible qu'aux qualités profondes. « Que l'amour est d'une étude délicate », dit-il, traduisant ainsi tout ensemble l'ingénuité de son cœur, et le scrupule de son art. L'inconnu, comme tel, ne lui semblait pas plus attirant que l'habituel, car il savait que lorsqu'on s'applique aux réalités concrètes et plastiques de l'âme, l'inconnu est partout, que la connaissance seule lui donne valeur et nouveauté, et que l'art a précisément pour objet de délivrer ce que toute réalité contient proprement d'ineffable. Le plaisir même — cette délectation qui est la fin de toute œuvre créée — il le décelait dans les sentiments ordinaires, car c'est « dans l'habitude que nous trouvons nos plus grands plaisirs ». Il cherchait à pénétrer ceux qui font les hommes pareils, bien plutôt que ceux par où ils se singularisent ; la singularité, il la discernait là où elle est vraiment, dans les illusions, les erreurs, les mensonges que nous entretenons sur le monde et sur nous-mêmes. Il n'était pas de ceux qui se laissent prendre au masque, et les pires masques sont ceux où nous cherchons à nous celer ce que nous sommes. Il ne haïssait rien tant que les duperies de la sincérité : son regard — étonnamment lucide — avait discerné que « les moments où on ne peut pas mentir sont précisément ceux où on ment le plus et surtout à soi-même ». A de tels traits reconnaissez le moraliste. Aussi bien sa psychologie n'est-elle pas celle de l'homme seul. Par un instinct merveilleux, si contraire aux entraînements de son âge, il savait que cet homme-là n'existe pas, car la réalité ne le lui avait fait découvrir nulle part — si ce n'est en des coins hideux — et il ne se laissait enseigner que par elle. Mais l'ordre humain, telle que la moralité le révèle, celui-là, par contre, il l'avait discerné, et au cœur même du réel, où il avait poussé d'aventureux dévergondages. S'il avait eu « le diable au corps », le vice était pour lui sans prestige : c'était le vice, et il l'appelait par son nom, qui traduit la privation, le manque de certaines qualités positives de l'âme. Le devoir, au contraire, lui semblait « une réalité qui n'est insipide que pour ceux qui n'ont pas de goût ». « Plus que nos manières dont le public est juge, dit-il encore, importe la politesse du cœur et de l'âme dont chacun de nous a le contrôle. Pourquoi ne serait-on pas envers soi de bonne compagnie? »

Voilà qui suffirait à le classer dans une autre famille que celle de

l'*Immoraliste*. C'est assez pour qu'on doute qu'il ait pu jamais avancer vraiment dans la connaissance du cœur humain, pour qu'on lui dénie le don de pénétrer dans aucun « fourré », d'y faire des coupes, des éclaircies, et qu'on nous montre sa jeune perspicacité en « tutelle ». Pour ceux-là, un psychologue qui s'intéresse à autre chose qu'au monstrueux, ne saurait avancer qu'entre d'étroites lisières. On reconnaît que ce sont les directions traditionnelles de la psychologie française. Mais c'est précisément le grief qu'on lui fait ; c'est d'avoir eu le bonheur, en dépit de ses propres désordres — dirai-je enseigné par ses désordres mêmes? — de nous découvrir un cœur bien né et une tête bien faite.

Cette gravité, ce sérieux qu'il portait devant la vie, bien qu'il parût vivre assez déraisonnablement, voilà ce qui m'avait surtout frappé chez Radiguet — et cela dès le *Diable au corps*. On le rencontrait alors dans ces bars — dont parle Mauriac —, parmi « ces enfants lamentables qui sont revenus de la guerre et du rivage de la mort avec un air gavé, inassouvi », et pour qui « tout est occasion de se perdre et de s'anéantir ». Radiguet passa au milieu d'eux, vécut peut-être de leur vie : il n'était pas des leurs. Derrière son monocle qu'il n'arrivait pas à fixer, quel étrange regard dur, un peu myope, tourné vers le dedans, et secrètement irrité, il posait sur ses compagnons, tout livrés à cette atmosphère confuse, à « cette musique dont les rythmes divisent l'être, le dispersent, à ces alcools qui tuent la conscience ». Sur son visage — ce visage enfantin où la sévérité mettait une moue si gentille —, on lisait une sorte d'impatience qui était moins faite du dégoût de la frivolité que de ce qui s'y cache d'imposture. Mais pour peu qu'on l'interrogeât davantage, on y voyait passer un imperceptible frémissement où se trahissait une sorte de dépit pour le temps qu'il perdait, pour le temps qu'on lui *faisait* perdre — car, déjà, il se hâtait comme les gens qui doivent mourir jeunes. On sentait, dans ses gestes, dans son allure distante, un peu crispée, une sorte de rancune et presque de la colère contre « ces amis qui croient nous rendre service en nous détournant de nous-mêmes ». Qu'il leur en a voulu ! Mais, à la vérité, Radiguet ne s'est laissé détourner par personne ni par rien. De l'oisiveté même où de moins frêles se fussent amoindris, il a su faire une vertu active : « Si la jeunesse est niaise, dit-il, c'est faute d'avoir été paresseuse... Pour un esprit en marche, la paresse n'existe pas. » Son esprit fut dans une chasse incessante, et il semble que de tout, finalement, il ait fait son profit. Dans le désordre, il ne s'est pas égaré, il n'a jamais perdu conscience, car l'ordre habitait en lui les régions les plus hautes, la zone claire de l'intelligence et celle plus secrète où se motivent les raisons d'un cœur qui avait la pureté du cristal. Cette lucidité qu'il puisait à deux sources également limpides, c'était la fine pointe, la pierre de touche où il éprouvait tout ensemble les sentiments, les hommes, ses amis et lui-même. En art, elle l'a gardé non seule-

ment du confus, de l'informe, mais encore de ces bizarreries, de ces affectations dont il avait tant d'exemples sous les yeux et qui sont si propres à ravir un novice.

Averti par un obscur pressentiment, Radiguet semblait savoir qu'il n'avait pas le temps de se tromper : il sacrifiait l'inutile pour, en tout, ne garder que l'exquis. La mode, ses piperies et les sottises qu'elle fait faire, le désir d'éblouir, de donner le change, tout cela lui était étranger, ou plutôt éveillait en lui de la méfiance, une sorte d'effroi. Lisez, dans *le Bal*, ce portrait du jeune diplomate, Paul Robain, où déjà vous pourrez goûter sa manière, cet impeccable ton : « Paul croyait s'être réussi une figure ; en réalité, il s'était contenté de ne pas combattre ses défauts. Cette mauvaise herbe l'avait peu à peu envahi et il trouvait plus commode de faire penser qu'il agissait par politique, alors que ce n'était que faiblesse. Prudent jusqu'à la lâcheté, il fréquentait divers milieux ; il pensait qu'il faut avoir un pied partout. A ce jeu, on risque de perdre l'équilibre. » Une clairvoyance si aiguë peut passer pour sécheresse, absence de sympathie, d'entraînement vers les êtres. Disons plutôt qu'elle est le fait de ces âmes tendres et chastes, dont la sensibilité se révèle à ce qu'elles n'en abusent point. Radiguet redoutait la faiblesse — et, entre toutes, celle qui consiste à mésuser de son cœur ou à le gaspiller. Mais là encore, il a su tout aussitôt se garder de l'excès et discerner l'écueil où il allait buter : « Ne pas vouloir être dupe, c'était la maladie de Paul Robain, » dit-il dans cette page que je viens de citer, et il ajoute : « C'est la maladie du siècle. Elle peut parfois pousser jusqu'à duper les autres. Tout organe se développe ou s'atrophie en raison de son activité. A force de se méfier de son cœur, Paul Robain n'en possédait plus beaucoup. Il croyait s'aguerrir, se bronzer, il se détruisait. Se trompant complètement sur le but à atteindre, ce suicide lent était ce qu'il goûtait le plus en lui-même. Il croyait que ce serait mieux vivre. Mais on n'a encore trouvé qu'un seul moyen d'empêcher son cœur de battre, c'est la mort. » Ici le trait s'achève sur une pensée où toute l'âme se livre.

Son cœur, Radiguet l'avait d'abord caché ; plutôt que de se livrer sans prudence, cet enfant avait affecté une sorte de cynisme, préférant se noircir que de s'apitoyer. « On a voulu voir en mon livre des confessions, a-t-il écrit du *Diable en corps*. Quelle erreur ! Les prêtres connaissent bien ce mécanisme de l'âme, observé chez les jeunes gens et chez les femmes, de fausses confessions, celles où l'on se charge de méfaits non commis, par orgueil. » Nul, moins que Radiguet, ne glissa dans ce qu'on a pu nommer le « romantisme de l'adolescence » ; il n'avait pas la religion de ses troubles, cette soumission aveugle à tout ce qu'il nous arrive de sentir de moins opportun. Ni le tumulte des sens, ni les impulsions du désir ne pouvaient l'abuser ; il y portait un regard clair, un regard qui ne déforme rien et qui met à nu les passions sans tenter de les anoblir ni de les exalter, — car

il ne confondait pas connaissance de soi-même et abandon à soi-même. Aussi ne s'est-il pas raconté, comme à l'ordinaire les jeunes gens se racontent, pour nous faire partager les illusions qu'ils entretiennent sur leurs propres aventures ; mieux encore, il ne s'est pas expliqué, car ces explications, où nos premiers livres s'ingénient, ressemblent à ces mensonges de l'enfance dont il disait : « L'enfance cherche des prétextes. Toujours appelée à se justifier devant les parents, il est fatal qu'elle mente. » Radiguet n'a jamais essayé de se justifier. A ce don de dépister les mensonges que nos passions inconsciemment nous suggèrent, nous devons le seul livre *vrai* que nous ayons sur l'adolescence, et ce livre est celui d'un enfant. La part faite à cette forfanterie que j'ai dite et qui est dans le caractère du héros, jamais les expériences d'un jeune garçon livré à la sensualité de son âge et que ne retiennent ni les contraintes de l'éducation ni les scrupules d'une foi vivante, n'ont été plus tragiquement décrites ni plus affreusement ressenties que dans le *Diable au corps*. Radiguet n'a pas voulu s'attendrir et nous abuser sur l'innocence de tels jeux. Dans le réel, par le réel, il dégagea ce sens de la responsabilité, cette conséquence des actes que les arrangements de la vie peuvent bien recouvrir ou celer, mais dont l'âme reste informée, marquée. Rappelez-vous, vers la fin du livre, ce couple d'enfants lamentables « oubliant sa beauté, sa jeunesse, honteux de soi comme un couple de mendiants » et qui erre sous la pluie glaciale, dans le voisinage d'une gare, à la recherche d'un abri. « Cette nuit des hôtels, dit-il, fut décisive, ce dont je me rendis mal compte après tant d'autres extravagances. Mais si je croyais que toute une vie peut boiter de la sorte, Marthe, elle, dans le coin du wagon de retour, épuisée, atterrée, claquant des dents, comprit tout... Peut-être même vit-elle qu'au bout de cette course d'une année, dans une voiture follement conduite, il ne pouvait y avoir d'autre issue que la mort. » C'est ainsi que les choses se passent : la chair étale ici sa misère, sa détresse ; voilà le jeune animal humain. Serait-ce l'absence d'hypocrisie qui, dans un tel livre, a choqué? Ce goût impitoyable de la vérité, cet acharnement à voir les choses comme elles sont, recouvre une sorte d'austérité morale, dont seul entre les écrivains de cette génération, Radiguet me semble avoir été avide :

Nulle part il ne glisse dans cet érotisme où ceux-ci se dissolvent. Le désir de pureté qui le travaille ressemble, par certains côtés, à cet instinct que Proust, si indifférent à la moralité, reconnaissait en lui-même : « La foi en un monde différent, fondée sur la bonté, le scrupule, le sacrifice, en un monde entièrement différent de celui-ci. » Ce monde, Radiguet était impatient de le découvrir, de le reconnaître ; mais, quand il écrira *le Bal du comte d'Orgel*, il ne se laissera pas prendre à la montre : « Roman d'amour chaste, dit-il, aussi *scabreux* que le roman le moins chaste. » Rien ne pouvait l'empêcher de voir clair, ni le décor du monde, ni cette fausse chaleur dont il

donne le spectacle. A ce disciple de Stendhal, il manquait peut-être le sens de cette « faiblesse sacrée » où se reconnaît une âme naturellement chrétienne ; il y a, dans sa réserve, quelque chose d'un peu janséniste et comme une absence de grâce. Pas le moindre romantisme, de ce romantisme où M. Bremond voit la marque du mysticisme. C'est que rien ne lui était plus suspect que le faux dans les sentiments. Cette place vide, cette absence qu'on discerne au centre de son premier livre, il ne l'eût pas comblée par une infidélité au vrai ; il la réservait comme un manque, mais n'y installait pas de faux dieux. Sa conscience d'écrivain le lui eût interdit ; elle informait en quelque sorte sa conscience morale et lui servait de probité. Par la recherche de la clarté intellectuelle, de la pureté, de la simplicité des moyens, il parvient à l'élégance de l'âme.

Aussi bien son art est-il d'un moraliste ; il tend d'instinct à la maxime, il intègre dans une phrase courte et pleine ce résidu d'expérience humaine que le réel aussitôt lui découvre. Art où l'observation et la réflexion fonctionnent étroitement agencées l'une à l'autre, où l'analyse de qualité intellectuelle se condense en réflexion, en précepte, et découpe dans la réalité les linéaments d'un art de vivre. D'où le reproche qu'on lui a fait d'intervenir sans cesse, de ne pas assez respecter le mystère de ses personnages et cette sorte d'inconscience où ils vivent, comme séparés d'eux-mêmes ; mais cette subtilité qu'il apporte dans la découverte des sentiments et qui nous fait soudain trouver logique, parce qu'elle est la seule vraie, l'explication imprévue qu'il propose, — cette clairvoyance nous révèle le classicisme de son art. Puisqu'il nous faut construire — et d'abord nous construire nous-mêmes pour atteindre notre être — c'est à l'intelligence que Radiguet en remet le soin, à la partie la plus élevée du moi et non à la partie basse où il n'y a qu'enlisement et perte pour l'artiste comme pour l'individu.

Comparez les héros du *Bal* et ceux d'*Ouvert la nuit*, par exemple, ces êtres incoordonnés, aux actes décousus, qui nous semblent vides d'âme parce que « les cadres religieux, familiaux, ethniques ne les soutiennent plus (1) ». Que l'art de Paul Morand et de ses émules « exprime fidèlement la confusion du monde qu'il nous peint », je ne le conteste pas ; n'empêche, comme le dit Mauriac, que le romancier ni son lecteur ne se résignent à ne pas dépasser un tel désordre. Jamais l'esprit de Radiguet n'abdique devant la confusion : si l'incohérence de ses créatures le tourmente, c'est dans la mesure où il veut découvrir « les pôles de ces mondes mystérieux ». Aussi bien a-t-il senti que pour conduire une juste analyse, il faut d'abord placer les êtres dans le cadre social auquel ils appartiennent, non point par souci du pittoresque, mais pour motiver leurs réactions, ces résistances qui se prolongent si avant à l'intérieur de nous-mêmes. S'il

(1) François Mauriac : *La Vie et la mort d'un poète*, p. 170 et suiv.

peint le « monde », dans *le Bal du comte d'Orgel*, c'est comme « atmosphère utile au déploiement de certains sentiments ; mais non pas peinture du monde ». « Différence avec Proust, dit-il ; le décor ne compte pas. » Et l'on songe au mot de Pascal : « Quelle vanité que la peinture ! » Ici encore reconnaissez le précepte classique.

De ce roman où « c'est la psychologie qui est romanesque », où le seul effort d'imagination est appliqué non aux événements extérieurs mais à l'analyse des sentiments, on ne saurait à son tour tenter une analyse. Rien n'y est superflu, inutile, et la manière en est si délicate, si précise, la ligne si continûment suivie, qu'on n'y peut rien retrancher qui ne soit essentiel. Il faudrait tout citer. Les quelques citations que j'en ai faites auront révélé la qualité de la touche, la simplicité, la justesse du trait. Pour le sujet, on l'a comparé à *la Princesse de Clèves;* les situations sont, en effet, identiques. Dans les rapports entre les trois personnages du *Bal*, tout se déroule sur un mode élevé. « Le danger banal n'en est que plus grand, car eux moins que personne ne peuvent le reconnaître, noblement travesti. » Dès le début, par une attaque franche, Radiguet avait, en moraliste, précisé son dessein de psychologue : « Les mouvements d'un cœur, comme celui de la comtesse d'Orgel sont-ils surannés? dit-il. Un tel mélange du devoir et de la mollesse semblera peut-être de nos jours incroyable chez une personne de race et une créole. Ne serait-ce pas plutôt que l'attention se détourne de la pureté, sous le prétexte qu'elle offre moins de saveur que le désordre? Mais les manœuvres inconscientes d'une âme pure sont encore plus singulières que les combinaisons du vice. C'est ce que nous répondrons aux femmes qui, les unes, trouveront Mme d'Orgel trop honnête et les autres trop facile. » La vertu, pour qui observe le cœur humain, n'a pas qu'un seul visage... Mais je vous laisse le soin de découvrir les jeux mobiles d'un amour couvé, nourri, grandi dans l'ombre et qui, soudain, se fait reconnaître et n'ose se nommer...

La composition d'un tel livre, où se décèle l'équité d'un goût sûr, vaudrait, à elle seule, une étude. Cette adaptation profonde de l'imagination aux exigences de l'art et du métier, cette technique parfaite, voilà ce qui, chez cet enfant, nous émerveille, nous cause un étonnement sans fin. Dans ce métier d'essence et de structure classiques, dont il avait médité la leçon chez les maîtres, Radiguet sut intégrer l'apport le plus neuf de la recherche moderne ; le meilleur de Proust, de Gide, et plus près encore de Cocteau, de Morand, y est assimilé, choisi, filtré. C'est par cette « modernité » que *le Bal* séduira les jeunes gens, qu'il agira sur eux ; mais il a des éléments plus durables. D'autres adolescents ont, en effet, plus de génie, d' « originalité », révélé quelque chose d'étrange, une fulguration qui n'était qu'en eux-mêmes. Radiguet aura réalisé quelque chose de plus difficile : il aura atteint d'un coup à cette « banalité » qui est le secret des plus grands.

HENRI MASSIS.

L'HISTOIRE

M. DE SERRE ET LA RESTAURATION

Dans l'église Saint Ferdinand de Naples, au fond d'une chapelle déserte, sous une simple pierre décorée de ses armes et de l'inscription de ses titres, le comte de Serre repose, oublié dans la mort, comme il fut méconnu dans la vie. Nul homme ne rencontra une plus éclatante carrière, suivie d'un tel abandon. Aux accents de sa voix fameuse qui subjugua la France et fut écoutée par l'Europe, a succédé un lourd silence. Exilé de sa patrie, il semble avoir été aussi exilé de l'histoire. Peut-être n'est-il pas inutile, à l'occasion du centenaire de sa mort, de rechercher les causes de cette singulière destinée.

Il avait été mêlé aux principaux événements de son temps. Né au déclin de l'ancien régime, grandi dans l'émigration, où son esprit réfléchi trouva une formation étonnante, avocat dans les premières années de l'Empire, puis magistrat et chargé de la direction d'un important ressort judiciaire, la Restauration l'accueillait en pleine maturité et capable de donner toute sa mesure. Lorsque le second retour des Bourbons permit de présager une ère nouvelle et durable dans le relèvement de la France, M. de Serre résolut de s'associer à cette œuvre avec l'ardeur généreuse qui le distinguait et les ressources exceptionnelles d'un talent qu'il n'allait pas tarder à révéler. Il participa dès lors à toute la vie politique de la France et l'on peut dire que, de 1815 à 1822, date de son départ pour l'ambassade de Naples, son nom est inséparable de notre histoire parlementaire, qu'il semble même dominer. Simple député, président de la Chambre, garde des Sceaux, il ne cessa de tenir un rôle prépondérant. Il n'est

guère de réforme législative de cette période qui n'ait reçu son empreinte et les plus importantes, telles que la loi sur la presse et la loi électorale, lui sont dues essentiellement et resteront toujours à son honneur.

Cet homme formé dans les épreuves de l'exil, appliqué de bonne heure à l'étude du droit, naturellement méditatif et prompt à saisir les rapports des choses, était servi par un don de parole qui l'a fait saluer comme le premier orateur de son temps.

S'il connut des amitiés précieuses, il rencontra aussi des oppositions violentes. Son talent le rendait redoutable et, comme nulle considération personnelle ne le retenait dans la voie parfois douloureuse de son devoir, on peut dire qu'il souleva, chez les ultras aussi bien que chez les libéraux, d'amers ressentiments. Tour à tour suspect à ceux-ci et à ceux-là, renversé du pouvoir par la coalition des extrêmes, définitivement écarté de la vie publique par la réaction des ultras qu'il avait semblé favoriser un instant, M. de Serre a été victime de la rancune des partis.

Pour nous, après avoir suivi les étapes de cette émouvante carrière, nous croyons être à même de la juger, car on peut désormais s'élever au-dessus des passions qui dictèrent les verdicts contemporains, se dégager de l'illusion des apparences pour découvrir la certitude des réalités et pénétrer la pensée intime de M. de Serre, pour comprendre, à travers la série de ses attitudes, la permanence de ses intentions.

Il faut d'abord préciser l'inspiration profonde de sa politique, qui demeura toujours identique et dont seule l'expression se plia à la diversité des circonstances. Cet homme avait une doctrine immuable et sa foi monarchique était raisonnée. Il l'a formulée, à diverses reprises, en des termes frappants, et nous ne saurions mieux faire que de citer ses propres paroles, avant de rappeler les grandes lignes de sa conduite, pour mieux saisir, à la lumière de ses principes, la portée de leur application.

Premier président de la Cour royale de Colmar, M. de Serre disait, le 29 juin 1816, lors de l'installation de cette cour :

La fidélité au roi n'est elle-même que l'observation de la loi publique la plus ancienne et la plus sainte en France, de cette loi qui constitue notre monarchie et que nos pères disaient être plus fortement gravée dans leur cœur qu'elle ne pourrait l'être sur l'airain. — Si la fidélité n'était qu'un sentiment, il nous serait commandé envers notre roi par le respect et l'amour qu'inspirent ses vertus, par la reconnaissance que méritent ses bienfaits. Mais la fidélité repose parmi nous sur des bases plus profondes et plus indépendantes de la versatilité des jugements des hommes ; elle repose sur cette antique possession du trône de France dans laquelle est, par la grâce de Dieu, une famille auguste. Depuis des siècles, il a été reconnu par nos pères que la France ne pouvait subsister

qu'en formant une seule et même monarchie; que cette monarchie ne pouvait se conserver qu'autant qu'elle était héréditaire; que le caractère national n'admettait que l'hérédité des mâles et que la nature elle-même les appelait suivant l'ordre de naissance. C'est donc pour le salut même de l'État, c'est pour que la France reste France, qu'a été établie dans les temps les plus reculés cette loi fondamentale, cette loi immuable : le roi ne meurt jamais en France. Ce n'est donc pas seulement un prince digne de tous nos hommages, ce n'est pas seulement « Louis » que nous aimons, que nous vénérons dans notre monarque, c'est « le roi ! » Le respect, l'obéissance, la fidélité que nous lui devons, nous et nos pères les ont dus à ses prédécesseurs, à ses aïeux; nous et nos derniers neveux les devrons au même titre et avec la même intensité, à ses successeurs et à leurs derniers descendants.

Ces vérités sont simples et élémentaires sans doute; mais c'est pour cela qu'il faut les répéter, qu'il faut les méditer, parce que ce sont les idées simples et vraies auxquelles les peuples s'attachent fortement, parce que leur attachement à ces idées les sauve dans les grandes crises, et qu'ils sont inévitablement perdus dès qu'ils les abandonnent.

Qu'est-ce en effet que la patrie si on la sépare des lois qui sont la condition de son existence, du monarque qui est le père de la patrie et l'organe des lois?

Que sont les lois elles-mêmes dès qu'on a brisé la loi fondamentale, la loi de l'hérédité?

Quel particulier se flattera de voir respecter ses droits et sa propriété, lorsque le patrimoine du prince aura été envahi, lorsque les droits de la couronne auront été méconnus et violés? La liberté, ce prétexte de toutes les ambitions séditieuses, la liberté qui n'est que le règne des lois, a toujours été la première ensevelie avec les lois sous les débris du trône. Ah ! c'est dans les vrais amis des Rois que les lois et par conséquent la liberté, trouvent d'intrépides défenseurs; appuyé sur sa conscience, le sujet le plus fidèle est aussi le plus courageux pour réclamer en faveur des lois et des peuples. Il sait que ces causes sont toujours inséparables; que combattre pour le trône, c'est combattre pour sa nation, et que défendre les droits des peuples, les lois qui les garantissent, c'est aussi défendre les fondements du trône. Enfin la religion elle-même est en péril dès que le trône et les lois sont attaquées; elle a d'avance condamné ceux qui les renverseraient. Elle qui ne pardonne qu'à charge de réparation, ne peut se réconcilier avec les usurpateurs; ils sont ses ennemis nécessaires, et, lors même qu'ils semblent la ménager, ils ne travaillent qu'à sa ruine. Car tout se tient, du ciel à la terre, tout est en harmonie entre les lois divines et les lois humaines; on ne saurait renverser les unes et respecter les autres.

Garde des Sceaux, réfugié à Nice par les exigences de sa santé, M. de Serre écrivait quatre ans plus tard, en 1820, à la duchesse de Broglie, au lendemain de la mort du duc de Berry :

Pourquoi faut-il que nous ayons besoin de telles catastrophes pour nous enseigner que toutes les vérités morales et politiques sont des vérités de sentiment, que la raison les saisit mal si le cœur ne les embrasse ! Nous venons d'éprouver que le coup porté à une seule famille les menaçait toutes. Elle est donc nationale, cette famille dont la destinée importe à toutes les destinées. Il la faut donc entourer et protéger de toutes nos affections, comme nous en entourons ce que nous avons de plus cher. L'indifférence même serait répréhensible.

Et il ajoutait :

De quelque côté que je retourne le grand problème qui nous occupe tous, j'arrive toujours au même résultat. Attaquons-le par la liberté : pour la fonder, il faut affermir les Bourbons, et pour affermir ceux-ci, il faut toujours en revenir à fonder la liberté. Les deux causes me paraissent également saintes : hors de là, je ne vois que subversion et néant. Je comprends bien que nous ne sommes pas dignes encore de la liberté, mais heureusement elle nous est nécessaire ; heureusement aussi, la royauté ne nous l'est pas moins. Nos mœurs nécessitent aussi des gradations ; elles amènent comme aujourd'hui des éclipses ; nous souffrons de cruelles douleurs, des angoisses mortelles ; mais enfin, depuis trente années, des vérités sont incontestablement sorties de toutes nos calamités.

Ambassadeur à Naples, en 1822, M. de Serre, dans son *Mémoire sur le royaume de Naples*, jugeait ainsi l'esprit de la révolution :

Quel est le principe et quelle est la puissance des révolutionnaires? Sous le nom d'égalité, c'est la ruine de toutes les supériorités sociales ; puissance de destruction, puissance vraiment infernale, puisqu'elle flatte et soulève tous les orgueils. Quel principe, quelles puissances lui opposera-t-on? La nature des choses le dit : l'alliance et la sagesse et la sagesse des supériorités menacées. Dans d'autres temps, les souverains ont dû abaisser une aristocratie trop puissante et par là même anarchique. Ces temps sont très loin de nous, le danger vient aujourd'hui du côté opposé et appelle une politique contraire. Mais ce n'est pas à une aristocratie purement titulaire, c'est aux influences réelles, à l'aristocratie de fait, quelle que soit sa date, qu'il faut s'unir. Les influences existantes ne sont pas à craindre, les anciennes sont affaiblies et humiliées : les nouvelles n'ont point de racines encore. Toutes ont besoin, pour le salut commun, de se former en faisceau autour du pouvoir. L'union doit être franche et intime pour être forte ; elle doit être sage pour être plus forte encore, c'est-à-dire qu'elle doit gouverner dans les intérêts généraux du pays, pour se faire dans sa nation autant d'amis et aussi peu d'ennemis que possible.

Nous pourrions multiplier les citations de ses discours et de ses

lettres. Jamais sa pensée ne s'est démentie, jamais ne s'est altéré son pur idéal monarchique.

Cet idéal qu'il avait cherché avec toute l'ardeur de son âme droite, sa conscience le lui avait révélé, et dès lors, il en était à jamais le loyal serviteur. Un de ses biographes a justement mis en relief ce trait de sa nature. « Émigré par obéissance filiale, instituteur à Reutlingen, avocat à Metz, magistrat, député, ministre, le devoir se montre comme la règle unique et constante de ses actes. Rien ne lui a coûté pour le suivre ; dès qu'il a cru le distinguer quelque part, il a couru à lui ; il lui a voué toutes ses forces, sans regarder jamais si, dans l'œuvre que lui dictait sa conscience, il risquait de laisser sa popularité, ses intérêts, sa santé et jusqu'à l'existence (1). »

Ainsi la suite de ses jours nous le montre fidèle aux paroles presque prophétiques que, dès l'âge de vingt ans, il adressait à sa mère, de l'émigration : « Quand un extravagant se fourre dans la tête qu'il n'y a de bonheur, de véritable intérêt pour lui que d'agir d'après la conviction de son devoir, cette rare fantaisie lui donne bien du fil à retordre. » *(Archives privées.)* L'admirable originalité de M. de Serre est d'avoir osé porter cette « rare fantaisie » jusque dans les plus hautes sphères de la politique. Il faut ajouter qu'il en mourut, puisqu'elle le fit marcher sur son cœur, au point d'exécuter de sa main ses meilleurs amis, ceux dont la pensée avait été d'abord le plus parente de la sienne. Après s'être traîné presque mourant à la tribune, afin d'assurer le vote d'une loi qu'il regardait comme vitale pour la monarchie, le sentiment d'avoir blessé ceux qu'il aimait, bien plus encore que leurs attaques et sa chute, acheva le travail mortel qu'avait commencé l'émigration.

Mais il fut parfaitement égal à lui-même en se tournant contre ceux qu'il écoutait naguère. Il n'avait qu'une passion, son pays, et son roi, en qui il voyait le salut de son pays. En face des exagérations de la Chambre introuvable, il s'était appuyé sur le bloc des doctrinaires, dont la haute intelligence et la largeur de vues lui semblaient mieux comprendre la complexité de la situation de 1815.

C'est pourquoi il se réjouit de la dissolution de la Chambre introuvable et s'associa, durant trois ans, à l'œuvre de reconstruction entreprise par le cabinet Decazes. Il ne s'était pas d'abord inquiété de l'orientation progressive du gouvernement vers la gauche et persistait à faire crédit à ses alliés de la veille, dont il ne pouvait pressentir les excès prochains. L'assassinat du duc de Berry fut le coup de foudre qui révéla aux âmes droites comme la sienne le péril de la monarchie. Le duc de Richelieu lui demanda de rester dans son ministère, sachant qu'il en serait la puissance, comme il avait été celle du ministère de M. Decazes, sachant aussi qu'il n'aurait pas de plus loyal collaborateur de sa politique de redressement.

(1) Comte DE LACOMBE, *le Comte de Serre*, t. II, p. 409.

Mais Royer-Collard, Broglie et Guizot, libéraux de race et doctrinaires impénitents, mettaient leurs principes au-dessus des réalités et se refusaient à les sacrifier même aux nécessités les plus évidentes. Persuadés que M. de Serre partageait leurs vues, ils profitaient de son absence pour proclamer cette alliance étroite et assurer que son retour marquerait un revirement dans la politique du ministère. Les événements démentirent ces prévisions ; et le duc de Richelieu, au lendemain de la courageuse attitude du garde des Sceaux dans la bataille des élections, lui demanda de désavouer par un acte public son ancienne liaison avec les doctrinaires. M. de Serre, dont la loyauté, la conviction et le talent étaient acquis sans réserve aux vues du duc de Richelieu, n'hésita pas, quelle que fût la dureté de ce devoir, à l'accomplir tout entier. Il écrivit lui-même à ses amis les plus chers pour leur annoncer leur destitution du conseil d'État et il le fit sous une forme qui a été qualifiée par l'un d'eux de « rudesse naïve ». Il nous semble découvrir plutôt dans les expressions de M. de Serre une raideur forcée qui laisse une impression d'amère tristesse. On sent qu'il aimait encore ceux qu'il blessait, parce qu'il désapprouvait leur conduite ; on sent aussi qu'il ne se faisait pas d'illusion sur leur rancune, prélude d'une rupture définitive. Pour l'honneur de ces vaincus dont l'âme était aussi belle que les illusions profondes, on se plaît à constater qu'après la mort de M. de Serre, quand ils durent parler de lui, ils surent toujours rendre hommage à la grandeur du talent et à la parfaite droiture de l'homme.

Ainsi, l'année 1820 apparaît comme la crise de la vie de M. de Serre, ou plutôt, elle en fut le point culminant, si on la considère, comme il le faut, dans sa parfaite et pure unité. En 1820 comme en 1815, il avait agi contre son intérêt propre pour le soutien de la monarchie, car il savait pertinemment que les ultras n'avaient pas désarmé contre lui et qu'en s'aliénant sans retour ses meilleurs amis politiques, il compromettait peut-être à jamais sa carrière. « Je ne suis que pour le roi et la France, disait-il. Hélas ! nous sommes trop peu pour former un parti. » Il fut brisé par sa conscience.

Bientôt renversé du pouvoir par la coalition des extrêmes, coalition monstrueuse, selon le mot de Villèle, M. de Serre se vit écarté des affaires publiques et chargé d'une représentation diplomatique honorable, mais lointaine. Les royalistes qui lui devaient tant, une fois devenus maîtres absolus du pouvoir, s'acharnèrent avec une rare aigreur contre le plus fidèle et le plus noble serviteur de la monarchie, voué à une mort prochaine, et accueillirent comme une délivrance l'annonce que cette grande voix était à jamais muette.

Elle avait retenti durant sept années du haut de la tribune française et porté ses éclats jusqu'au cœur de l'Europe, exprimant, sous une forme incomparable, une pensée de véritable homme d'État. M. de Serre était trop avisé pour méconnaître l'histoire

et bâtir la société nouvelle sans tenir compte des éléments accumulés depuis la chute de l'ancien régime. « Celui qui n'a pas compris, disait-il, que la Révolution renferme plusieurs siècles en elle, celui qui n'a pas senti que la volonté du roi, la Charte qu'il nous a donnée, avait reculé dans le temps tous les actes antérieurs, cet homme n'a point élevé ses pensées assez haut pour concourir à donner des lois à la France actuelle. » Mais en même temps, il sentait toute la valeur, toute la force, toute la puissance de la tradition : « En vain s'efforcerait-on de réduire une nation entière au silence, de couvrir le passé d'un voile et de fermer d'un sceau inamovible le livre de l'histoire. Il n'est pas plus en notre pouvoir d'anéantir le passé que d'empêcher qu'il ne soit l'éternel entretien de la génération actuelle et des générations futures. On peut inviter à l'oubli, on ne peut pas le commander. »

Ainsi, dominant les partis de toute la hauteur de son talent et de sa probité, M. de Serre fut souvent méconnu des uns et des autres. Il nous apparaît dans le recul du temps et l'harmonieux équilibre de l'histoire comme le pilote qui gouvernait au milieu de l'orage, dominant les flots, attentif aux remous, barrant tantôt à gauche, tantôt à droite, selon l'écueil, mais les yeux immuablement fixés sur le but. Après avoir espéré, avec Louis XVIII lui-même, que les promesses de liberté de la Charte seraient les garanties de la monarchie, il a vu le péril des excès de la liberté et a viré à droite, parce qu'il voyait là l'unique salut pour le trône qu'il défendait. Il a su que le coup de barre serait sa ruine politique et qu'il sombrerait entre deux haines. Pas un instant il n'a songé à lui dans cette lutte suprême, dont Lamartine nous le montre sortant brisé, mais avec la calme sénérité d'une âme qui a fait son intègre devoir.

Dans un exil à peine déguisé du nom d'ambassade, où il était allé chercher le repos, il avait rencontré la mort. Cette triste fin, sur la terre étrangère, du plus passionné serviteur de la monarchie, n'éveilla pas l'attention et les regrets qui semblaient dus à sa mémoire, et de même que le sentiment national d'Athènes ou de Rome ne s'était pas ému de la fin de Démosthène et de Cicéron, de même la France accueillit avec indifférence celle de l'orateur illustre qui avait si magnifiquement honoré la tribune et si utilement servi son pays. « Je serai heureux, écrivait en 1866 le comte de Chambord à M. Gaston de Serre, de relire ces discours justement célèbres, qui rappellent les souvenirs de ces luttes de tribune, où votre noble père a défendu avec une si rare éloquence et un si admirable dévouement la grande cause de l'autorité royale et de la vraie liberté, à laquelle sa vie entière a été vouée. » En s'exprimant ainsi, le petit-neveu de Louis XVIII rendait au ministre de ce prince un juste et tardif hommage, mais ses contemporains le lui avaient refusé.

A leur ingratitude il semble que l'histoire doive répondre par

une réparation équitable. Un siècle s'est écoulé depuis la mort du comte de Serre et les passions de son temps sont éteintes. Si désormais l'on peut voir sa statue érigée au Panthéon dans le groupe des hommes d'État de la Restauration, c'est que le souvenir de son éloquence est demeuré vivant. Mais combien connaissent l'homme et peuvent se flatter de juger l'œuvre? Et parmi ceux-là même qui ont étudié de plus près cette époque frémissante « où tout se renouvelait, la politique et la poésie, l'histoire et l'éloquence », combien n'ont pas inconsciemment subi l'influence d'opinions préconçues ou de préjugés tenaces? Il fallait entrer dans l'intimité de cette pensée pour en dégager la rare noblesse et la constante unité. Il fallait sonder ce cœur pour découvrir la qualité du feu qui le brûlait, « ce feu sans mélange d'éléments humains », disait Lamartine, M. de Serre en qui l'on salue volontiers un illustre serviteur de la monarchie, apparaît aussi comme un des plus perspicaces. Son verbe nous soulève, sa clairvoyance nous étonne, son désintéressement nous émeut. « Il mourut à l'œuvre », a écrit encore Lamartine. Et devant cette destinée douloureuse et pure, qui éveille en nous une sympathie attendrie, on comprend la portée de la parole du même poète : « Avoir connu de telles âmes dédommage de l'humanité. »

B. Combes de Patris.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE CENTENAIRE DE J.-H. FABRE

Roïou e mesté d'escoro, baqui ço qu'ouraï estat lou mïou : « *Paysan et éducateur, voilà ce que j'aurai le plus réellement été* », *telle fut, si nous en croyons un de ses familiers, la phrase accoutumée de l'ermite de Sérignan à qui on vient en grande pompe d'élever une statue.*

Il fut bien autre chose, et avant tout, une des rares figures de génie dont se puisse enorgueillir la France contemporaine dans le domaine des sciences. Mais paysan, mais éducateur, il le fut jusques au secret de ses moelles.

Jean-Henri-Casimir Fabre naquit le 21 *décembre* 1823, *dans un des coins les plus déshérités de la terre. Ce village de Saint-Léons, accroché au flanc pierreux du Causse, est encore un lieu misérable. Mais qu'était-il, il y a cent ans? Fabre nous l'a dit : quelques masures réunies opposant leur pauvre groupe aux vents de la montagne; les bruits du siècle ne leur parvenaient point. Durant toute la semaine, le travail attachait la population à la glèbe. Le dimanche, l'office la distrayait d'elle-même, l'élevait au divin. Après les vêpres, la jeunesse jouait aux quilles sur le foiral; appuyées ou juchées sur le mur des enclos, les femmes tricotantes jacassaient :* « *fasiou des clabels* », « *faisaient des clous* », *dit-on encore, par onomatopée, dans ce pays, pour moquer leur pépiement et leur papotage. Le sabotier, le buronnier, le cloutier, les bergers et les laboureurs fumaient la chevelure du maïs dans des pipes de chaume tressé. Parmi les enfants vêtus de robes de bure, un gamin crotté, tenant par la main le grand-père Pierre-Jean Fabre, écoutait les anciens. Comme il les admirait! Ce grand-père* « *à petit tricorne, à culotte courte bouclée aux genoux, aux sabots retentissants bourrés de paille* », *comme il l'a passionnément aimé!*

C'est que c'était aussi un paysan, un pagès du Rouergue et qu'auprès de lui il a commencé à comprendre et à aimer la nature, à y sentir profondément ce qui, aujourd'hui, manque au paysan perverti par l'école : le miracle de la création latente et continue, la Providence.

Car Henri Fabre, et c'est la caractéristique la plus frappante de son œuvre admirable, fut extraordinairement pénétré de cette notion chrétienne de la Providence. Il la sentit dans les plantes, il la montra, avec quel accent! dans la vie des insectes; elle ne put pas ne pas intervenir dans ses projets d'avenir et dans ses règles d'existence. Et Dieu sait s'il eut besoin de cette confiance! Car il connut les traverses les plus pénibles.

L'enfance, toute misérable qu'elle pût être dans cette maison rustique où, l'hiver, bloqués par la neige et le froid, les habitants et leur bétail vivaient fraternellement dans l'étable, mettant en commun la fougère, la lumière et la chaleur, tandis que le hurlement des loups cévenols faisait trembler les marmots, l'enfance ne fut pas malheureuse. Le petit jouait dans la basse-cour « matelassée d'une perpétuelle bouse de vache et coupée de flaques où miroitait le purin couleur café » dès que les rigueurs de la saison faisaient trêve. Il tirait la queue « aux taureaux de Lavaysse », trottait derrière les canards dans les mares, regardait « bondir les agneaux, claironner les oies, gratter la poulaille et grogner la truie avec sa famille de porcelets appendus aux mamelles ».

C'est là qu'il a fait, nous dit-il, ses premières découvertes. A six ans, l'expérience lui révèle que la sauterelle chante, que la pomme de terre produit un fruit rouge, que « la gloire solaire » cause une jouissance aux organes de la vue et non à ceux du goût. Il nous a décrit l'école ténébreuse où il apprit à lire; nous savons que ses parents vinrent tenir un café à Rodez où il suivit gratis les cours du collège à condition de servir la messe tous les matins. Le père, rêveur, mal fait pour la vie citadine, part pour Montpellier, dissipe ses quatre sous. Le fils errant, embarras pour les siens, court les routes : vendangeur, manœuvre, marchand d'oranges, valet d'étable, il va; il observe la faune minuscule des champs, il s'enivre de bucoliques, il lit et étudie au hasard des chemins dans les livres acquis sur le prix du travail de ses mains. Il arrive en Avignon, ce rustique; il ose concourir pour une bourse à l'Ecole normale; il y entre; et le voilà, en 1842, instituteur à Carpentras.

Il y travaille passionnément. Baccalauréat, licence, doctorat brillamment passés au cours de pérégrinations de collège à collège, sans maîtres et sans conseils, Fabre va végéter au lycée d'Avignon.

Végéter... le mot est gros. Car c'est d'Avignon que datent les premiers coups de cloche de cette réputation. Le prix Thore suit le prix Montyon, la Légion d'honneur suit le prix Thore. Craignons qu'il ne s'enlise dans les travaux et les honneurs officiels. Mais non. Il ne s'y enlise pas. Regardez-le. Il est toujours le même.

Il est toujours le même et c'est ce qui l'a conduit à son œuvre sublime. Il est toujours le Rouergat au grand chapeau velu, au petit costume

sans coupe, à la chemise à col bas en toile bise ornée de la mince cravate noire dont les pagès *de père en fils tirent honneur de faire le nœud papillon. Il est toujours le même, aigu, campagnard, précis et poète. Il ne peut se faire, bien qu'éducateur hors ligne, à cette prison qu'est le lycée; il lui faut les champs, la liberté, même sans argent; qu'on lui donne un prétexte, et le voilà parti.*

*Le prétexte vint en 1870 : difficultés avec les demoiselles qui étaient ses propriétaires. Fabre ne résista pas; on imagine qu'il poussa même un ouf de soulagement. A petite cause grands effets. O ironie des choses! C'est à la cupide méchanceté de deux vieilles filles, obscures et bornées, que la science doit un de ses plus beaux monuments. Car, sans ce prétexte, qui nous assure que Fabre fût parti, eût abandonné sa carrière universitaire? Et s'il ne l'avait pas abandonnée, il serait resté un professeur, aussi, sans doute, ce qu'on appelle, avec quelle exagération, un « savant » et dont notre Université fourmille un peu trop. Mais les bienheureuses vieilles filles étaient là : et ce fut la retraite laborieuse d'Orange d'où il data la plus grande part de ses ouvrages de vulgarisation, merveilles de clarté, d'intelligence et de poesie. Dix ans de cette existence. Et, enfin, en 1880, il acquiert la bicoque et l'*harmas *de Sérignan. Il avait près de soixante ans. Ses livres le faisaient vivre, lui et sa famille nombreuse, car il s'était marié pendant son séjour à Carpentras et des enfants lui étaient venus. Il avait, Dieu merci, délaissé les travaux d'anatomie et de physiologie qui avaient fondé sa réputation universitaire. Il se penchait à présent sur la créature vivante. Quand il put se rendre compte de l'immense et miraculeux domaine qui s'ouvrait à lui, ce fut une illumination; il remercia la Providence de l'avoir fait vivre assez pour voir ce paradis entr'ouvert. Il entonna un véritable* Nunc dimittis.

Mais cette Providence qui avait ses voies lui réservait encore trente ans d'existence et ce fut toute son œuvre qui en sortit. Ce qu'est cette œuvre, d'abord méconnue, puis contestée, puis jalousée, et enfin à peu près universellement admirée, tout le monde le sait aujourd'hui. Ce n'est pas ici le lieu d'en parler; la découverte et la description de mœurs prodigieuses, l'expérimentation suivant des méthodes toutes nouvelles sur l'insecte vivant, l'anéantissement de l'essentiel du transformisme, la révélation de la nature véritable de l'instinct, voilà quelques-uns de ses titres de gloire. Ils assurent à sa mémoire la pérennité.

L'influence de Fabre fut considérable : Dufour, Darwin, Pasteur, Stuart Mill ont porté témoignage en sa faveur à une époque où il était presque ignoré de la science officielle. On connaît son aventure avec le fondateur du transformisme : Darwin l'avait prié de se livrer à certaines recherches qui le devaient éclairer sur la probabilité des théories qu'il n'osait encore émettre tant elles lui paraissaient à lui-même révolutionnaires. Fabre lui envoya le résultat de ses travaux qui anéantissaient l'hypothèse transformiste. Mais il était trop tard. Le livre de Darwin avait paru. Le savant anglais fit la sourde oreille et ne dit rien : son

siège était fait. Bel exemple de conscience scientifique et britannique.

Avec Pasteur ce fut autre chose. Il faut lire dans les Souvenirs entomologiques *le récit de l'arrivée assez solennelle de Pasteur, l'effarement de Fabre lorsqu'il s'aperçoit que Pasteur, venu pour trouver le remède de la maladie des vers à soie, ignore à peu près ce qu'est un ver à soie (ce qui n'empêcha pas d'ailleurs cet autre savant de génie de mener à bien sa tâche), l'effarement de Pasteur demandant que Fabre lui montre sa cave et invité à contempler, sur une chaise dépaillée, une dame-jeanne emplie d'un vin tout artificiellement fabriqué par l'entomologiste.*

Mais on connaît à présent tous ces traits. Car si on sait ce que fut l'œuvre, ce que fut l'homme, on ne le sait pas moins; exquis de simplicité, de modestie, de finesse. D'une sensibilité poétique infiniment pure et rare, également sensible aux harmonies de la mathématique, de l'art et de la nature. Indifférent aux honneurs et à la réputation, étranger à tout ce qui n'était point les spéculations de l'intelligence, tout entier dévoué à ses devoirs d'homme et de savant, il nous offre le visage d'un des plus grands parmi les grands. Il ne fut pas de la Faculté; il ne fut pas de l'Académie des sciences; il n'est pas du Panthéon; et ses chantres furent, hélas! Rostand et Richepin.

Mais la vénération des hommes qui chérissent l'intelligence veille sur son tombeau et ne lui manquera jamais.

Lucien Fabre.

« *Le Triomphe de saint Thomas d'Aquin.* »

On dirait d'une gageure : mais une gageure, même gagnée, laisse presque toujours deviner une tâche trop ardue. Ici la difficulté a été non pas vaincue seulement, mais si complètement matée, si parfaitement réduite au silence que l'impression première est toute d'aisance et de naturel. Ce n'est qu'à la réflexion qu'on aperçoit ce que l'entreprise avait de paradoxal, et du même coup l'étonnante maîtrise que suppose la réussite.

Que l'on y réfléchisse : ce que le *Triomphe de saint Thomas d'Aquin* se propose, ce n'est rien de moins que de transporter et d'animer sur la scène l'essentiel de la métaphysique thomiste.

M. Jacques Maritain a raconté dans les *Nouvelles littéraires* la genèse de cette œuvre d'un genre si nouveau. Chacun sait que depuis que M. Henri Ghéon s'est fait le promoteur d'un « théâtre populaire chrétien », il est assailli de tous côtés ; les groupements paroissiaux ou les communautés s'adressent à lui pour avoir d'urgence une pièce sur leur patron, au point que sa merveilleuse fécondité suffit à peine à la tâche. En septembre, les dominicains de Liége et les étudiants catholiques de l'Université, désireux de célébrer avec le plus d'éclat possible le sixième centenaire de la canonisation de saint

Thomas, lui demandèrent son concours. Quel épisode de sa vie choisir? Il n'en manquait pas qui eussent convenu à la scène. Mais M. Henri Ghéon est un esprit attentif à tous les problèmes de la pensée ; mieux que cela, il ne craint pas de fonder ses jugements critiques sur une doctrine bien liée ; et sur laquelle? Sur le thomisme précisément. L'imagine-t-on écrivant sur saint Thomas une pièce d'où la philosophie de son héros serait absente? Car, de lui faire une part, mais une part seulement, petite et médiocre, dans une pièce dont le sujet principal serait ailleurs, il n'y fallait pas songer : les grandes aventures de la pensée sont au théâtre comme celles du cœur, il leur faut tout ou rien. Et s'il leur accordait tout? Pourquoi ne pas prendre pour sujet, non pas la vie de saint Thomas, « mais sa pensée, mais sa mission, mais son *triomphe*? Et Ghéon, instantanément, dit M. Maritain, de « construire le plan de sa trilogie : la vocation, avec le conflit des fausses Vertus, l'accord des vraies ; — le drame de la Connaissance, Héraclite et Parménide, Platon, Aristote, Averroès, puis la composition de la *Somme*, et l'extase des derniers jours ; — enfin la plainte de l'Église et, avant l'ultime glorification du Saint, le défilé des monstres philosophiques présentés à l'Homme moderne par le Diable professeur d'Université... »

Six mois plus tard, *le Triomphe de saint Thomas d'Aquin* était joué à Liége devant deux mille spectateurs enthousiastes.

Il ne m'a pas été donné d'assister à cette représentation. Mais la pièce vient de paraître en volume : de toutes celles de M. Henri Ghéon, s'il en est de plus tendres et qui touchent davantage, aucune ne révèle l'homme de théâtre autant que ce drame allégorique et didactique.

Il n'est pas déraisonnable de nourrir quelque défiance pour le théâtre philosophique. Le plus souvent, il aboutit moins à un accord de la pensée pure et du mouvement dramatique qu'à une sorte de compromis débile où l'on ne sait lequel souffre le plus du voisinage de l'autre, et qui n'est ni de bonne philosophie, ni du vrai théâtre. Ici, au contraire, nulle confusion entre l'argumentation abstraite et la réalisation plastique ; mais la philosophie y est maniée selon les méthodes qui lui sont propres ; et le théâtre, selon ses lois. M. Ghéon se défend expressément d'avoir voulu « rien prouver » par ce qu'il n'appelle qu'une « fantaisie ». « Il est acquis pour nous, écrit-il, selon les plus pressants conseils de Rome, après examen suffisant, que les principes du thomisme sont justes, ceux du cartésianisme et du kantisme faux. Ces résultats, nous les avons mis en images... » On ne saurait distinguer plus précisément la tâche du philosophe et celle du poète. *Le Triomphe de saint Thomas* ne prétend pas suppléer une discussion régulière et complète ; il la suppose, se contentant d'en résumer les grandes lignes.

Mais quel résumé, fidèle, aisé, vivant ! Rien d'essentiel n'est omis ; M. Henri Ghéon n'a pas même reculé devant les notions les plus

délicatement élaborées, les plus abstraites et, il faut bien le dire, les plus ardues, celles de matière et de forme, de puissance et d'acte, d'essence et d'existence. Aussi bien n'aurait-il pu les taire sans défigurer du tout cette philosophie qui ne prend dans l'expérience un si ferme point de départ que pour atteindre, par l'analyse la plus persévérante et la plus déliée, à des principes premiers si généraux et si abstraits que rien de plus simple ne se puisse concevoir. Mais il les aborde sans lourdeur, sans pédantisme, toujours en honnête homme, et parfois en poète. Écoutez Aristote exposer à Platon la théorie de la puissance et de l'acte, et sa conception de Dieu cause finale du monde : « Oui, je replace l'être au sein du devenir, mais comme on met le levain dans la pâte. Toute créature est réelle ; mais point assez pour ne point tendre à l'être plus. Voilà comment, pour se parfaire, elle se voit contrainte de changer. C'est ainsi que le mouvement et la diversité, qui sont la loi implacable du monde, le portent implacablement vers l'immobile et vers l'un, vers l'*Acte* qui tire à lui tout ce qui n'est pas lui ; qui est suprême Idée, suprême Être, suprême Cause, absolument unique et distincte des choses, simple, immuable, éternellement vivante, l'*Acte pur.* » Il ne manque pas de professeurs de philosophie qui pourraient envier à M. Ghéon un langage aussi précis et aussi beau.

J'entends l'objection : où est le théâtre, qu'y a-t-il là de dramatique? Dans *le Triomphe*, l'action, cette nécessité du théâtre, a son lieu dans l'intelligence. Et que M. Ghéon n'ait pas reculé devant la création de quelques personnages allégoriques, vertus ou facultés, Foi, Raison, Sens Commun, j'y vois la plus heureuse des hardiesses, de celles qui sont fondées sur la nature des choses ; car ces puissances d'agir ou de connaître, tels sont les véritables acteurs du drame de la connaissance. Davantage, il nous fait assister à la constitution progressive de la philosophie qui devait être le thomisme, depuis Héraclite et Parménide jusqu'à Averroès. Ce n'est pas tout encore, car le thomisme a une mission ; il était souhaité, attendu, et c'est l'admirable appel de l'Église appelant un sage qui « fonde la sagesse humaine selon l'enseignement des cieux » ; il garde aujourd'hui le rôle d'une sauvegarde devant les erreurs de la pensée moderne. Ainsi se déploie la trilogie avec l'ampleur d'une fresque, sans cesser jamais d'être un drame où sont en jeu les plus hauts intérêts de la pensée et de l'âme tout entière.

Une conception de cet ordre est bien autre chose qu'une simple fantaisie ; elle est grande. L'exécution aurait pu la trahir, sans doute. Mais jamais M. Ghéon n'a eu la main plus adroite. Dans un article récent, il se montrait grand admirateur de l'étonnant mouvement dramatique de la prose de Molière. « C'est la prose que doit employer le théâtre, écrivait-il, si le théâtre veut être autre chose que le livre ; une prose directe, active, rythmée, stylisée, suivant et épousant une action extérieure visible, en recevant lui rendant impulsion... La plu-

part des comédies de Molière, celles-là même qui ne comportent pas de divertissement chorégraphique, sont conçues comme des ballets dans un sens tout plastique et dynamique. Elles semblent faites pour être dansées sur la musique même du texte. » Oserai-je dire qu'avec les distances nécessaires, qu'il serait absurde d'oublier, c'est dans cet esprit et de cette sorte que sont écrites les parties en prose du *Triomphe?* Le mouvement est habituellement plus lent que dans Molière (rappelons-nous que saint Thomas n'avait pas l'esprit vif), mais il est du même ordre dramatique. Je ne jurerais pas que la symétrie de certains dialogues, au rythme peu à peu accéléré, n'en procède pas directement. C'est assez dire combien ce *Triomphe* est écrit pour la scène. Ajoutez le lyrisme, car certaines parties sont en vers, et égales aux plus beaux passages de *Sainte Cécile*, sinon plus belles encore ; on dirait que M. Henri Ghéon a voulu que toutes les magnificences de l'art concourussent à célébrer dignement saint Thomas.

Je doute que l'on puisse surfaire l'importance esthétique d'une telle œuvre. Elle pourrait ouvrir une voie nouvelle. Mais un drame qui témoigne de dons si rares, et si rarement unis, est déjà par lui-même une sorte de miracle ; il serait trop beau d'espérer que son exemple sera suivi avec autant de bonheur. Voyons-y du moins la justification d'un des « partis pris » les plus chers à M. Henri Ghéon : que l'art gagne très souvent à se proposer un autre objet que lui-même. C'était quelque chose de faire, en critique, l'apologie de la littérature didactique ; mais encore peut-on juger que les démonstrations sont aisées. Voici cette fois une preuve indiscutable : mieux qu'une réussite, un chef-d'œuvre.

Si j'avais à inscrire une maxime au seuil de ce drame où toutes les coutumes sont violées avec un art si sûr qu'on ne pense pas à s'en étonner, ce ne serait nulle autre que celle des mystiques : *Ama et fac quod vis.* Tout est permis à l'artiste assez épris de son art pour ne jamais sacrifier l'existence de l'œuvre à ses plaisirs ou à ses goûts ; ses audaces sont ses bonheurs ; il a la magnifique liberté des enfants de Dieu, rien ne l'enchaîne que son amour.

HENRI RAMBAUD.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES. — *La conférence de Londres commence le 16 juillet.*

M. Ramsay Macdonald indique, dans son discours d'ouverture, quel en est, à son sens, le programme : il s'agit, afin d'appliquer le plan des experts, de rétablir l'unité économique et financière du Reich et de déterminer les garanties à accorder aux prêteurs de l'emprunt international de 800 millions de marks-or.

Après les discours, la Conférence fixe sa méthode de travail et se partage en trois grandes commissions techniques.

Un conflit éclate le 18 juillet à la première commission (manquements et sanctions) entre la délégation française et les Britanniques. On cherche une formule de transaction.

A la deuxième commission (mainlevée des gages), M. Seydoux donne lecture du mémorandum français qui contient l'engagement d'évacuer la Ruhr à mesure que l'Allemagne exécutera le plan Dawes.

Le 19, la première commission parvient à se mettre d'accord sur un texte : après manquement constaté par la majorité des membres de la commission des réparations, les sanctions à prendre seront décidées par la réunion des gouvernements alliés. En outre, pendant toute la période du remboursement de l'emprunt de 800 millions de marks-or (soit douze à quinze ans), les Alliés ne prendront de sanctions que si la C. D. R. a constaté le manquement, après avoir pris l'avis de l'agent général des paiements et du représentant des porteurs de l'emprunt. Ces stipulations mises à part (en fait c'est la renonciation à l'action isolée et l'impossibilité, dans l'avenir, de saisir des gages), les puissances alliées conservent, dit le texte, les droits que le traité leur confère.

Ce jour même, on apprend que le gouvernement britannique repousse le projet d'assistance mutuelle élaboré par la Société des Nations.

Le rapport de la première commission ne suffit pas à toutes les difficultés. La situation ne tarde pas à se compliquer du fait des prétentions des banquiers américains, que les garanties de ce rapport sont loin de satisfaire, et qui voudraient, en particulier, obtenir que la France renonçât pour l'avenir à son droit d'agir isolément (21 juillet).

Durant les journées des 22, 23, 24, 25 juillet, les chefs des délégations cherchent en vain un terrain d'entente entre les exigences des prêteurs et les droits de la France tels qu'ils résultent du traité de Versailles. En fait, M. Herriot lutte surtout pour conserver, dans l'opinion française, les apparences d'un droit théorique dont il n'a pas l'intention de se servir, puisqu'il en a condamné lui-même le principe. On ne peut trouver une formule d'accord.

A la deuxième commission, le désaccord subsiste de même à propos du maintien dans la Ruhr, combattu par les Anglais, des 3 000 cheminots franco-belges destinés à assurer la sécurité des troupes d'occupation.

A la troisième commission (transferts), l'entente ne peut davantage s'établir sur le moyen d'obtenir du gouvernement allemand une garantie d'exécution des livraisons en nature qu'on réclame à ses nationaux au titre des réparations.

La solution de tous les problèmes épineux est remise aux délégués politiques.

Après deux jours de chômage, les 26 et 27 juillet, au cours desquels

a lieu la grande revue navale anglaise de Spithead, la conférence se réunit à nouveau le 28.

Dans l'intervalle, M. Ramsay Macdonald, en revenant de Spithead, a demandé à M. Herriot l'évacuation de la Ruhr, et le général Nollet a, paraît-il, offert sa démission.

La séance plénière du 28 *enregistre un accord, celui de la deuxième commission sur la mainlevée des gages. Encore la question des cheminots demeure-t-elle réservée.*

Sur les conditions de l'emprunt la discussion se prolonge. Une proposition Theunis et une proposition Logan sont successivement écartées par les Britanniques. L'admission des Allemands est acceptée en principe, et on décide que la C. D. R. se rendra le plus tôt possible à Londres.

M. Herriot envoie aux Chambres françaises un télégramme leur exposant l'état des travaux de la Conférence et constatant qu'aucun accord n'a été réalisé jusqu'ici. L'accueil des Chambres est plutôt froid (29 *juillet*).

Un projet français est soumis à la réunion des premiers ministres : Il va plus loin que le projet des experts et accepte que le désaccord au sein de la C. D. R. soit tranché par l'arbitrage d'un comité, en échange de garanties concernant les prestations en nature. Le projet est renvoyé aux première et troisième commissions (30 *juillet*).

A la troisième commission, les experts anglais présentent des objections (31 *juillet*).

Brésil. — *L'insurrection de Sao-Paulo est vaincue par les troupes fédérales qui entrent dans la ville, le* 28 *juillet.*

Perse. — *Assassinat du consul américain à Téhéran* (19 *juillet*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 31189.